

هكذا من الظاهر

# Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16317 - 7,50 F

MARDI 15 JUILLET 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



## Blueberry ressuscité

DANS *Mister Blueberry*, le célèbre lieutenant de BD était devenu joueur professionnel à Tombstone, ville minière. Cette situation sociale était excessivement dangereuse, notre héros fut laissé pour mort au beau milieu d'un saloon. *Le Monde* le ressuscite aujourd'hui, en trois planches, dans sa première livraison du nouvel album de Giraud, *Ombres sur Tombstone*, dont la publication quotidienne nous conduira jusqu'au 8 août.

Lire pages 20 et 21

## Crises monétaires en Asie

Les devises de Malaisie, d'Indonésie et de Birmanie sont attaquées à leur tour, après les dévaluations forcées des Philippines et de la Thaïlande. p. 11

## Attentats à Cuba

Après l'explosion de deux bombes dans le centre de La Havane, le ministre de l'Intérieur cubain a mis en cause les États-Unis. p. 3

## Turquie : fragilité du gouvernement

L'Assemblée turque a voté, samedi 12 juillet, la confiance au nouveau gouvernement de Mesut Yilmaz, mais, dans la société, le fossé subsiste entre laïques et islamistes. p. 3

## Polémique à Dreux

L'arrêt du maire Gérard Hamel, interdisant aux enfants de moins de douze ans d'être seuls dans les rues après minuit, provoque de vives réactions. p. 7

## Montpellier sans « Midi libre »

La non-parution du quotidien régional depuis trois semaines perturbe la vie des habitants de la ville mais surtout des campagnes. Reportage. p. 15

## Après Hongkong, Macao

La rétrocession de la colonie portugaise à la Chine, en 1999, ne devrait être qu'une formalité : les Chinois y ont toujours été chez eux. p. 9

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Suisse, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 200 PTA ; Grèce, 111 Dr ; Irlande, 200 Ir£ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 S ; Suisse, 2,30 F ; Thaïlande, 12 Baht ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 715 - 7,50 F



## Le peuple espagnol manifeste sa colère contre les actes terroristes de l'ETA

Immense rassemblement à Madrid après l'exécution d'un otage

MANIFESTATIONS, veillées, prières collectives : l'Espagne restait mobilisée, lundi 14 juillet, pour dire sa colère après l'assassinat, samedi, d'un jeune conseiller municipal, Miguel Angel Blanco Garrido, enlevé deux jours plus tôt par l'ETA, l'organisation séparatiste basque. Rarement le pays aura été aussi uni dans la réprobation du terrorisme basque. L'enterrement, lundi après-midi, de Miguel Angel Blanco Garrido (vingt-neuf ans) à Emma, son village de Biscaye, devait être l'occasion de nouvelles manifestations contre l'ETA et sa branche politique, Herri Batasuna, comme il y en a eu, spontanément, samedi et dimanche dans toute l'Espagne et, particulièrement, au Pays basque.

Samedi, avant la nouvelle de l'assassinat, un demi-million de personnes s'étaient rassemblées à Bilbao pour faire pression sur l'ETA. Lundi, une nouvelle manifestation, toutes opinions politiques confondues, devant rassembler plusieurs centaines de milliers de personnes à Madrid.

Lire pages 2 et 10



## Jacques Chirac souhaite une « cohabitation constructive »

Il se porte garant du budget de la défense

APRÈS AVOIR assisté, à l'occasion de la fête nationale, au traditionnel défilé militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées dont le char Leclerc, pour sa première apparition publique, était la vedette, Jacques Chirac devait accorder un entretien télévisé à TF1 et France 2. Contrairement à l'année dernière où il s'était exprimé dans les jardins de l'Élysée, le chef de l'État a choisi, comme son prédécesseur François Mitterrand en 1986 - lors de la première cohabitation -, le cadre solennel du bureau présidentiel.

Le président de la République devait développer sa conception du rôle du chef de l'État en période de cohabitation. Sa mission, estime-t-il, est de maintenir le rang de la France dans le monde, pas seulement dans les domaines de la défense et de la diplomatie mais aussi, et surtout, dans la technologie, la recherche, et la formation. Il a donc, en affirmant sa volonté de jouer un rôle dans ces domaines, affirmé son intention d'élargir le terrain d'action du président de la

République en période de cohabitation. Cela suppose, dans son esprit, une coopération étroite avec le premier ministre pour élaborer une « cohabitation constructive ».

M. Chirac s'est adressé, dimanche 13 juillet, aux chefs militaires réunis par le ministre de la Défense, Alain Richard, à l'hôtel de Brienne. « En tant que chef des armées, a-t-il dit, je veillerai à ce que nos forces continuent de disposer des ressources nécessaires tant à leur rénovation qu'à leur maintien de leurs capacités et de leur entraînement. » Le budget de l'État et, notamment, la dette des déficits publics, qui rend difficile le respect des critères de Maastricht, devaient également être évoqués par M. Chirac.

A l'occasion de la fête nationale, le président de la République a promu dans l'Ordre national de la Légion d'honneur cinq anciens ministres du dernier gouvernement Juppé et une vingtaine de députés de droite battus aux législatives.

Lire page 22 et notre éditorial page 10

## On n'achève plus les chevaux de la Garde

CAEN

de notre correspondant  
« Eddy, c'était le timonier de la Garde républicaine, c'était le premier qu'on ait pu sauver de la boucherie au printemps 1988. Il est mort brutalement le 7 septembre 1996 à l'âge de vingt-sept ans. On lui a fait une tombe derrière la maison. » Une vraie tombe entourée d'un jardinnet dans le domaine du Coty-Briand, à Saint-Ouen-le-Pin (Calvados). Avec cette épitaphe gravée sur la dalle funéraire : « C'était le plus affectueux. On ne l'oubliera jamais. »

Eddy était le premier d'une longue série : ils sont aujourd'hui 202 chevaux réformés de la Garde républicaine à passer leur retraite dans les boxes de Lyne Guéroult, au cœur du pays d'Auge. Depuis dix ans, une quarantaine y sont morts « de leur belle mort ». « Je les salue de la boucherie ! Mon mari et moi nous sommes tous les deux tout seuls. Nos enfants, ce sont les chevaux, raconte la présidente-fondatrice de l'association d'utilité publique. Pour eux, nous ne sortons que quatre jours par an, pour les Portes ouvertes de la Garde républicaine, où nous avons un petit stand, et pour le Salon du cheval. »

Quant aux chevaux retraités de la Garde, « avant, je les achetais, maintenant ils restent propriété de l'État », Dany et Lyne, aidés d'une douzaine de palefreniers employés en contrat emploi-solidaire, travaillent beaucoup : 90 tonnes de paille par mois, 20 tonnes de foin, 800 kilos de granulés chaque jour, et des carottes en dessert. « Il faut les nourrir, les soigner, être à leur écoute en permanence, nettoyer les boxes tous les jours : je ne suis pas deux heures sans passer dans les écuries. Orlan de Bois, quel bandit celui-là, il réussit toujours à ouvrir la porte de son box pour s'échapper. »

Le rêve d'enfance de Lyne lui coûte une belle petite fortune. « J'ai économisé toute ma vie pour cela. Un jour, à un dîner, j'avais huit ans, j'ai entendu les adultes parler des chevaux de la Garde républicaine qui finissaient à Robatoir. J'étais petite, ce fut le déclic. Toute ma vie, j'ai pensé à cette idée d'une maison de retraite pour eux. » Avant de s'installer dans le pays d'Auge en 1988, Lyne Guéroult a vendu une propriété qu'elle possédait à Saint-Pez. « Mon mari l'avait parfaitement restaurée. C'est devenu un hôtel chic. » Le pécule

amassé lui a permis de construire ce « quatre étoiles » des chevaux de la Garde républicaine. « C'est le seul régiment monté de France, le prestige de la France, et on ne faisait rien pour ces valeureux chevaux ! » Alors Lyne, amoureuse de sa patrie et admiratrice du général de Gaulle, s'est lancée. « Mois, aujourd'hui, l'avenir est sombre. » Les réformes, une trentaine de chevaux par an, gonflent régulièrement les effectifs des pensionnaires. « L'on, dernier, nous avons acheté une deuxième ferme, l'astrogole. Maintenant, tout est complet. La catastrophe nous guette. L'État pourrait faire un effort. Au début du 14-juillet, ce sont les chevaux de la Garde qui sont le plus applaudis. Les Français les adorent. »

Lundi, Lyne devait être derrière son poste de télévision. « L'an dernier, j'ai eu un choc. Quand ils sont passés, le speaker s'est mis à parler de mon association. Il a bien fait, car les gens me prennent souvent pour une folle. Les chevaux, c'est souvent le commerce, l'argent, les courses. Que le monde du cheval ne me comprenne pas, c'est un peu normal. »

Jean-Jacques Lerosier

POINT DE VUE

## Malentendus et malentendants

par Pierre Boulez

A l'occasion d'un changement de gouvernement, spécialement d'un changement de majorité, se manifeste une tendance à faire des inventaires de toutes sortes et de toutes natures. On ne peut éviter un certain côté artificiel de ces bilans, qui font penser aux tracés de frontières géographiques dans une région qui ne les appelle pas vraiment. Le plus souvent, d'ailleurs, il s'agit d'une démolition plus ou moins camouflée, plus ou moins élégante, des actions antérieures, même dans le cas où la continuité devrait prévaloir. Faut-il vraiment que ce qu'a commencé le prédécesseur soit obligatoirement renié par le successeur ?

Dans un passé relativement récent, on a vu ainsi l'existence de certains projets culturels remise en cause de façon toute gratuite et insinuée, avec des conséquences budgétaires qui, elles, n'étaient pas du tout gratuites. On hésite, on change de direction, le calendrier se distend, le budget se gonfle inutilement, le projet artistique va à vau-l'eau. La compétence n'est plus le critère de décision, alors que l'intervention purement politique joue son rôle le plus détestable.

A l'étranger, l'ampleur des projets relatifs à la musique en France a suscité l'envie ; leurs avatars, le plus

souvent engendrés par des revirements abrupts et inconséquents, ont plutôt provoqué le doute, sinon le sarcasme. On ne cesse, ici, de passer d'un pessimisme injustifié à l'espoir infondé, deux « absolus » qui omettent le pragmatisme et supposent un recours automatique, presque exclusif, à l'état des lieux que suggèrent des problèmes réels ou présumés. On semble oublier que

l'État peut donner, en effet, des moyens, énoncer une proposition d'action, mais que l'action elle-même dépend avant tout des qualités humaines et des définitions personnelles, et qu'au niveau des choix des individus l'incertitude politique peut se révéler nuisible.

Les choses devraient être, de ce point de vue, tout à fait claires. Ce n'est pas d'aujourd'hui, ni même

d'hier ou d'avant-hier, que surgissent les problèmes : la vie musicale ne s'effondre pas à perpétuité et, surtout, on ne peut pas dater cet effondrement supposé.

La culture, spécialement la musique, est considérée par beaucoup de politiques comme un territoire exotique dont l'étranger et l'incertitude s'accroissent dès lors qu'il s'agit d'expressions contemporaines. Il faut reconnaître que le mode d'éducation même le plus exigeant prépare dans ce domaine beaucoup d'illettrés. C'est par hasard que, dans le milieu ayant bénéficié du niveau le plus élevé de l'enseignement, on trouve des marginaux, des « excentriques » qui s'intéressent à ce que leur époque veut exprimer. Anxieux, on se réfugie dans le passé le plus sûr, le plus aisé, sur lequel on n'a aucun risque de se tromper.

Cette saison purement administrative entre responsables de l'État et responsables artistiques serait-elle à la source du manque de rayonnement international de notre vie musicale que l'on peut constater en la comparant à celle de plusieurs pays étrangers ?

Lire la suite page 10

Pierre Boulez est compositeur et chef d'orchestre

## Le Tour aux sommets

ENFIN les Pyrénées ! Après neuf jours dans les plaines, les coureurs du Tour de France 1997 se sont attaqués à la montagne, lundi 14 juillet. Au menu de l'étape Pau-Loudenvielle, 182 km de course et quatre cols parmi les plus redoutables : le Soolor (1 474 m), le Tourmalet (2 114 m), l'Aspin (1 489 m) et Val-Louron-Azet (1 580 m). De quoi dévotiller les jambes des grimpeurs, lassés des arrivées au sprint où ils n'ont rien à faire. Quant aux sprinters, ils s'en sont donné à cœur joie, samedi 12 juillet, à Bordeaux, et dimanche 13 juillet, à Pau, où l'Allemand Erik Zabel (Telekom) s'est adjugé les deux arrivées.

Lire pages 12 et 13



## Esclaves

au XX<sup>e</sup> siècle

DES DOMESTIQUES étrangers travaillent en France dans des conditions inhumaines. Les victimes sont le plus souvent des femmes, parfois des couples, originaires de pays en développement. Le Comité France contre l'esclavage moderne, association constituée par Dominique Torès, journaliste à France 2, dénonce « des situations intolérables ».

Une dizaine d'affaires ont été portées à sa connaissance, dont la moitié font l'objet de procédures en justice. Les victimes, souvent en situation irrégulière, hésitent à déposer plainte. Lorsque les employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, le ministère des affaires étrangères tente une conciliation à l'amiable.

Lire page 6

## En haut de l'affiche



CHARLES AZNAVOUR

LE FESTIVAL de jazz de Montreux rend hommage à Charles Aznavour. Sous la houlette de George Duke et de sa rythmique californienne, le Big Band de la Radio de Cologne, Rachelle Ferrell, Parti Austin, Manu Dibango, Mino Cinelu, Lambert Wilson, Eitel Jones, David Soul, Jonathan Butler et Bobby McFerrin ont repris, le 12 juillet, les chansons du plus international des chanteurs français, à l'occasion de ses cinquante ans de carrière.

Lire page 17

International	2	Aujourd'hui	13
France	5	Jeu	14
Société	6	Météorologie	15
Carnet	8	Culture	16
Horizon	9	Globe culturel	18
Entreprises	11	Radio-télévision	19

**BASQUES** Des dizaines de milliers de personnes, dont le chef du gouvernement, José Maria Aznar, devaient assister, lundi après-midi 14 juillet à Ermua (Biscaye), aux ob-

sèques de Miguel Angel Blanco, assassiné, deux jours plus tôt, par l'organisation séparatiste basque ETA. 500 000 PERSONNES avaient défilé, samedi, dans les rues de Bilbao

pour dénoncer la violence politique de l'ETA qui réclamait, en échange de la libération du jeune conseiller municipal, le regroupement au Pays basque des six cents détenus de l'or-

ganisation dispersés aujourd'hui dans divers pénitenciers d'Espagne. **UNE NOUVELLE MANIFESTATION** devait se dérouler, dans la soirée du 14 juillet, à Madrid, à l'appel de tous

les partis politiques, à l'exception de Herri Batasuna, considérée comme la « vitrine politique » de l'ETA et dont certains demandent aujourd'hui la dissolution.

## L'Espagne réproouve dans la colère l'assassinat commis par l'ETA

La mort de Miguel Angel Blanco, conseiller municipal d'Ermua, en Biscaye, tué de deux balles dans la nuque par l'organisation séparatiste a provoqué une formidable vague d'indignation dans un pays las de la violence politique

**MADRID**  
de notre correspondant  
Rien n'y a fait. La ferveur des longues veillées de milliers d'Espagnols dans les rues, les manifestations de masse, dignes et silencieuses, les prières émouvantes d'une famille meurtrie, l'unité de la classe politique ou les appels du pape à la clémence ont été vains : cinquante minutes à peine après l'expiration de l'ultimatum, fixé samedi 12 juillet à 16 heures, l'organisation séparatiste basque ETA a exécuté son otage de deux balles dans la nuque. Miguel Angel Blanco Garrido, conseiller municipal d'Ermua, était âgé de vingt-neuf ans. Ce sont des chasseurs, à Lasarte, près de Saint-Sébastien, qui, entendant les détonations, ont découvert le corps du jeune homme, mains liées, les yeux révulsés, dans une flaque de sang et respirant encore. Pour l'Espagne, une comme jamais, qui retenait son souffle depuis l'annonce de l'enlèvement, quarante-huit heures auparavant, le choc a été terrible.

Peu à peu, au cours de cette longue nuit d'agonie, de samedi à dimanche, où sur chaque place de village des bougies brûlaient et parfois même des badauds, réunis spontanément, veillaient jusqu'à la mort de l'otage, entré depuis la veille dans « un coma neurologique irréversible », l'accablement et la surprise ont cédé la place à la colère et à la détermination.

La surprise, d'abord. Elle a éclaté jeudi après-midi, à l'annonce du nouvel enlèvement, avec une brutalité d'autant plus blessante que le gouvernement de José Maria Aznar recevait, le même jour, la guardia civil pour la féliciter d'avoir réussi à libérer, neuf jours plus tôt, le fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, « enter-



Les trois provinces du Pays basque espagnol  
Le Pays basque espagnol, « Euskadi », en basque, est depuis 1979 une communauté autonome d'Espagne, constituée de trois provinces : la Biscaye, l'Alava et la Guipuzcoa, qui ont approuvé ce statut par référendum. La capitale administrative est Vitoria et la population compte plus de 2 millions d'habitants environ.

ré vivant » depuis plus d'un an dans une cache exigüe. Et l'Espagne, qui depuis plus d'un an aussi affichait sur ses murs ou à ses boutonnières le ruban bleu symbolique de la solidarité avec les otages, respirait enfin. Un an de manifestations continues, chaque dimanche : un an d'angoisse pour un pays qui à l'heure de l'entrée en Europe se sent pris au piège d'un conflit d'un autre âge.

**« BASTIA ! »**  
L'espoir revenu fut brutalement brisé par l'enlèvement de Miguel Angel Blanco Garrido, d'origine modeste et plutôt débutant en politique, membre du Parti populaire au pouvoir. C'était presque un arrêt de mort annoncé, puisque l'organisation séparatiste donnait à peine quarante-huit heures au

gouvernement pour opérer le regroupement des prisonniers de l'ETA au Pays basque — une de ses vieilles revendications. Dans le passé, en 1981 et 1983 déjà, l'ETA avait tué deux otages après avoir posé deux ultimatums du même genre.

Cette fois, face à cette sentence destinée, comme le dira un commentateur, « à punir toute une société de s'être réjouie trop vite », l'ensemble du pays s'est mobilisé. C'était trop. L'émotion était rendue d'autant plus vive que les images de José Antonio Ortega Lara, barbu, hagard, amaigri de 23 kilos et luttant visiblement pour se réinsérer dans la vie réelle étaient présentes dans tous les regards. Le soir même, des Baléares à la Castille en passant par la Manche ou la Galice, l'Espagne s'est comptée. Et beaucoup ont

répondu présent, dans les rues à nouveau tristement pavées de rubans bleus et de mains de papier blanc découpé destinées à dire basta ! Ce fut, dans l'ensemble, une nuit silencieuse : même les télévisions avaient remplacé leur logo par le ruban bleu, et les circuits d'Internet étaient saturés de messages de solidarité. Une solidarité qui devait culminer, vendredi soir, Puerta del Sol à Madrid, par un rassemblement de 50 000 personnes.

Samedi, en revanche, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum, la tension montait. Tandis que cinq mille agents des forces de sécurité passaient le Pays basque au peigne fin, un demi-million de personnes, menées par le chef du gouvernement, José Maria Aznar, parcouraient les rues de Bilbao, à l'appel de toutes les forces politiques et syndicales du pays (excepté Herri Batasuna, la « vitrine politique » de l'ETA). La manifestation s'acheva par cinq longues et émouvantes minutes de silence. Tout ce que l'Espagne compte d'important était présent. En vain.

Les journaux — comme *El País* — ont été les premiers à stigmatiser les dirigeants de Herri Batasuna, « complices de l'ETA », et à poser la question « Comment être tolérant avec les intolérants ? ». Et tandis que les télévisions, qui avaient toutes bousculé leurs programmes, alternaient les reportages sur la clinique de Saint-Sébastien où l'homme que les Espagnols n'appellent plus que « Miguel Angel » luttait sans espoir contre la mort et sur les manifestations, toujours plus nombreuses et spontanées, les premiers cris de frustration ont éclaté. Dans la soirée, des incidents entre jeunes

pro-ETA et manifestants étaient à déplorer, notamment à Pampelune. A Ermua, un café, siège social de Herri Batasuna, était incendié. Ailleurs, la police a dû intervenir pour protéger les bâtiments de ce parti et ses militants, assiégés par des jeunes qui

répondre « por lo loi ó lo violencia ». La journée de dimanche, qui s'est achevée par des dizaines de défilés et de rassemblements dans tout le pays, aura été à cet égard particulièrement significative. « C'était, dira un jeune manifestant du Pays basque à la radio,

### Des réactions indignées en Europe

La mort de l'otage de l'ETA, Miguel Angel Blanco Garrido, a provoqué, dimanche 13 juillet, des réactions indignées à travers l'Europe. « C'est avec horreur et indignation que les Français ont appris le lâche assassinat de Miguel Angel Blanco. Dans cette épreuve, la France se tient aux côtés de l'Espagne », a déclaré Jacques Chirac dans un message adressé au chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar. Le président portugais, Jorge Sampaio, a de son côté qualifié l'acte de l'ETA de « barbare et absolument inqualifiable ». A Londres, le Foreign Office a condamné « de manière absolue le brutal assassinat » de l'otage. En Belgique, le ministre des affaires étrangères, Erik Derycke, s'est déclaré « profondément bouleversé », avant d'exprimer « l'admiration » du gouvernement belge « pour la façon dont laquelle la société espagnole tout entière s'est dressée avec dignité, courage et détermination contre cet acte de violence aveugle, cruel et lâche ». — (AFP)

criaient : « Lâches ! Complices d'assassins ! Voici notre nuque, tirez, si vous l'osez ! » Et, événement inédit, il fallut, dit-on, protéger dans les prisons certains détenus de l'ETA de la colère des autres détenus.

Enfin, la mère d'un prisonnier de l'ETA a lu à la radio une lettre destinée à son fils : « Quand vous vous battez contre Franco, a-t-elle lancé, vous étiez contre la peine de mort appliquée à vos compagnons. Mais que faites-vous vous-mêmes aujourd'hui ? » Devant les risques de débordement, le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, tentera de calmer le jeu. « Nous sommes fiers de ne pas être comme eux », dira-t-il à l'adresse des manifestants, en recommandant de

comme si un voile se déchirait : celui de la peur. La majorité silencieuse prenait enfin la parole. Puis la minorité séparatiste prendra conscience de ses actes ! L'enterrement du jeune conseiller municipal assassiné devait avoir lieu ce lundi, à la mi-journée. Une grève générale d'une heure a été décrétée à midi. Enfin, dans la soirée, une nouvelle manifestation, à laquelle sont attendues plusieurs centaines de milliers de personnes, guidées par l'ensemble des forces politiques et du gouvernement, est prévue Puerta del Sol, à Madrid. Pour ne pas oublier. Pour que l'élan ne retombe pas tout à fait.

Marie-Claude Decamps

### La dispersion des prisonniers divise les forces politiques

INITIÉE sous le précédent gouvernement socialiste, la dispersion des prisonniers de l'ETA, à l'origine du dernier enlèvement de l'organisation séparatiste basque, divise les forces politiques du Pays basque.

Selon des sources pénitentiaires, 425 des prisonniers de l'ETA — sur un total de près de 600, sans compter les détenus en France — purgent leur peine dans des centres situés à plus de 300 kilomètres des frontières du Pays basque.

L'ETA a voulu, en enlevant, jeudi, le conseiller municipal du Parti populaire Miguel Angel Blanco Garrido, forcer le gouvernement central à les regrouper dans des prisons du Pays basque.

Pour les mêmes raisons, l'ETA avait détenu pendant 532 jours — dans une cave de 7 mètres carrés — le fonctionnaire de prison José Antonio Ortega Lara, libéré le 1<sup>er</sup> juillet par la Guardia Civil.

La Commission des droits de l'homme du Parlement autonome basque avait décidé mercredi de dénoncer devant une « instance européenne » — sans doute le Conseil de l'Europe — la politique pénitentiaire de l'Espagne.

Le Parti nationaliste basque (PNV, modéré), Herri Batasuna (HB, bras politique de l'ETA) et Izquierda Unida (IU, rassemblement autour des communistes) avaient soutenu cette décision, contre l'avis des conservateurs du Parti populaire et des socialistes.

**AU NOM DES DROITS DE L'HOMME**  
Le document de la Commission des droits de l'homme soulignait que « toute personne privée de liberté doit purger sa peine dans le centre pénitentiaire le plus proche de son lieu d'origine. Il s'agit d'un principe fondamental pour éviter le détachement social des personnes ».

Le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, a récemment rejeté la demande du Parlement régional basque qui lui avait soumis un « plan » de regroupement des prisonniers basques près de leur région d'origine.

M. Mayor Oreja avait insisté sur la nécessité de maintenir la politique de dispersion tout en mettant l'accent sur le traitement individualisé qui consiste à rapprocher du Pays basque les seuls détenus ayant donné des gages de réinsertion. — (AFP)

### Pour le Pays basque français, qui craint une situation sans issue, la politique répressive a atteint ses limites

**BAYONNE**  
de notre correspondant

Malgré la proximité géographique, il n'y a guère eu, au Pays basque français, de manifestations publiques pour dénoncer la fin tragique de Miguel Angel Blanco. Week-end du 14 juillet oblige et parce que, comme souvent, les Basques du nord ressentent ce qui se passe au sud des Pyrénées comme un monde différent, c'est par médias interposés qu'à Bayonne et alentours on s'est tenu informé et qu'on a réagi.

L'indignation et la réprobation dominent dans les déclarations. « L'horreur n'a donc pas de limite », constate la branche du Parti nationaliste basque (PNV) en France — la formation au pouvoir dans la communauté autonome basque d'Espagne. « L'ETA qui se prétend « le sauveur du peuple basque » vient de démontrer, une fois de plus, sa barbarie et sa folie (...) Il n'y a pas plus de frontière pour les Basques que pour les démocrates ; poursuit le PNV. Cet assassinat perpétré à 80 kilomètres d'ici nous atteint en plein cœur ».

Même dénonciation chez la socialiste Nicole Péry, qui a participé à plusieurs reprises par le passé à des manifestations silencieuses à Saint-Sébastien contre les séquestrations, au côté de ses collègues du Parti socialiste et ouvrier espagnol PSOE. La députée PS, élue le 1<sup>er</sup> juin à Bayonne, s'interroge : « Quel est le sens, la terrible logique cet acte qui fait régresser le dialogue et met en danger la pacification du Pays basque sud souhaitée pourtant par la très grande majorité de la population ? Aucune démocratie ne peut accepter un rapport de forces imposé par le terrorisme. Aujourd'hui, l'ETA a perdu la bataille de l'opinion publique. Il faudra beaucoup de maturité, de courage, de maîtrise pour rendre possible la réconciliation tant attendue du Pays

basque ». Beaucoup parmi les responsables politiques à Bayonne pensent que la situation des détenus dans les établissements en Espagne comme en France ne va pas s'améliorer, au contraire : « Les balles ont tué tout espoir pour les prisonniers basques », estiment les Verts du Pays basque.

#### UN ACTE « REGRETTABLE »

Et devant cette impasse, un candidat nationaliste aux dernières élections législatives françaises, Richard Trautz, estime devoir lancer un appel : « L'événement est dramatique. Mais, au-delà de l'émotion, il appartient maintenant à la France de prendre une initiative pour réamorcer ce qui se passe au sud. Durant quinze ans, les pouvoirs publics français ont collaboré régulièrement avec les différents gouvernements espagnols. La France peut donc prendre la parole et dire que cette politique répressive a atteint ses limites. Avec tous ces prisonniers de part et d'autre, il est temps de braver une autre issue, une autre façon de faire », conclut ce militant de la

coalition nationaliste de gauche, Abertzaleen Batasuna.

Dans le petit Bayonne, point traditionnel de ralliement de la mouvance nationaliste basque, le meurtre du conseiller municipal d'Ermua est qualifié pour le moins de « regrettable ». Le conflit entre Madrid et le Pays basque y apparaît plus que jamais dans une impasse alors que, estime un militant nationaliste, le gouvernement espagnol aurait dû depuis longtemps faire un geste pour rapprocher les prisonniers basques de leur foyer et relâcher ceux qui sont malades, tout simplement parce que la loi espagnole le prévoit.

Mais tous les interlocuteurs pourraient se retrouver dans ce point de vue suivant : « Avec des actes de ce genre, nous venons de perdre des mois d'efforts, souligne un chef d'entreprise d'Hendaye. L'image du Pays basque vient d'en prendre un sacré coup. C'est comme si, 365 jours par an, il n'y avait ici que de la violence ».

Michel Garicoix

### Trente-huit ans de lutte contre le gouvernement espagnol

L'ETA (Euskadi ta Askatasuna, « Pays basque et Liberté ») est, avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'une des deux grandes organisations clandestines en Europe de l'Ouest, menant une lutte armée contre un gouvernement central. Elle revendique essentiellement le droit à l'autodétermination du Pays basque (Euskadi), le rattachement de la province de Navarre à l'Euskadi et le départ de cette région des forces de sécurité espagnoles. Tenue pour responsable d'environ 750 morts depuis le début de sa lutte armée, l'ETA est appuyée par la coalition Herri Batasuna, qui représente entre 12 et 15 % de l'électorat basque.

● 31 juillet 1959 : l'ETA, dont le symbole est une bache enroulée d'un serpent, est fondée par un petit groupe d'étudiants en rupture avec le Parti nationaliste basque (PNV, démocrate chrétien).  
● 7 juin 1968 : premier attentat mortel de l'ETA.  
● 1987 : le plus grave attentat de l'ETA fait vingt et un morts, lorsqu'une bombe explose dans un supermarché de Barcelone.  
● 1989 : l'ETA annonce une trêve unilatérale. Des négociations s'engagent à Alger entre des représentants du gouvernement socialiste espagnol et l'organisation clandestine. Elles échouent pen après.  
● 1992 : l'ETA subit un sérieux revers avec l'arrestation en France de son chef, Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo », suivie de nombreux coups de filet dans ses rangs de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

### Des élus demandent le rapprochement des détenus des prisons françaises

Des élus du Pays basque français demandent à l'Etat de transférer les détenus basques dans des prisons plus proches de leur domicile. « La campagne pour le rapprochement des prisonniers politiques basques » a été lancée par l'association Anai Artea (Entre frères), créée en 1969. Trente-quatre maires et 336 conseillers municipaux du Sud-Ouest, représentant un très large éventail politique, ont signé un « texte avant tout humanitaire », explique Michel Mendibourre, vice-président d'Anai Artea.

On compte soixante-dix prisonniers basques sur le territoire français (de nationalité française ou espagnole), dont soixante sont dans les centres de détention parisiens, les autres étant à Arras, Rennes, Uzès, Saint-Martin-de-Ré, etc., mais aucun dans la région de Bayonne. — (Corresp.)





Le mérite en revient à la décision des orangistes de changer l'itinéraire de certaines de leurs traditionnelles parades pour éviter qu'elles ne dégèrent en conflit.

communauté protestante entre modérés et extrémistes. Des accrochages ont eu lieu entre orangistes, en particulier à Derry, après que le défilé habituel eut été déplacé vers la ville voisine de Limavady.

**Patrice de Beer**

Mesut Yilmaz semble déterminé à introduire les mesures anti-islamistes préconisées par l'armée et notamment à porter la scolarité primaire laïque à huit années : il se sera vraisemblablement confronté à l'opposition du Parti de la prospérité (Refah) de Necmettin Erbakan et à celle de quelques-uns de ses propres députés conservateurs.

**Jacques Isnard**

La DMSE comprend actuellement 10 000 hommes de neuf nationalités. Son chef a réclamé un complément de 3 500 hommes, soit l'équivalent de quatre bataillons. La France et l'Allemagne sont prêtes à envoyer, chacune, un bataillon. L'Espagne et l'Italie (selon la façon dont évoluera la situation en Albanie, dont elle a déjà la responsabilité) pourraient se joindre aux efforts de l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE) dont le rôle est de superviser les élections municipales.

**Jean-Michel Caroit**

Les restes du guérillero d'origine argentine et de ses compagnons ont été retrouvés dans une fosse commune dans le sud-est de la Bolivie, où ils avaient été capturés et exécutés par l'armée bolivienne, en octobre 1967. La dépouille du « Che » reposera à partir d'octobre dans un mausolée actuellement en construction sur la place qui porte son nom dans la ville de Santa-Clara, à 300 kilomètres de La Havane.

mer, vendredi 11 juillet au soir, au large de Santiago (Sud-Est) avec quarante-quatre personnes à bord a été localisée samedi, selon l'Agence d'information nationale (AIN). Les autorités estiment qu'il n'existe pratiquement plus d'espoir de retrouver des survivants. - (AFR)

**Nicole Pope**



# Le roi Sihanouk ne s'oppose pas à la formation d'un nouveau gouvernement au Cambodge

Les combats dans Phnom-Penh auraient fait cinquante morts

Une semaine après avoir destitué de force Norodom Ranariddh - son rival copremier ministre - Hun Sen s'est déclaré favorable, dimanche

**PHNOM-PENH**  
de notre envoyé spécial  
Le choc provoqué par le coup de force des 5 et 6 juillet au Cambodge s'accompagne de réactions. Pourchassés dans le nord-ouest par une colonne du PPC (Parti du peuple cambodgien), les troupes du Funcinpec demeurent fidèles au prince Ranariddh tentent de se regrouper à une vingtaine de kilomètres de la frontière thaïlandaise. A Phnom-Penh, entre-temps, l'alle politique du mouvement royaliste négocie, à de rares exceptions près, avec le PPC la formation d'un gouvernement dont le premier ministre pourrait être Toan Chhay, principal adversaire de Ranariddh au sein du Funcinpec, et le deuxième premier ministre, Hun Sen. Des bureaux de l'Assemblée discutent déjà de la date à laquelle seront convoqués les députés pour se prononcer sur l'investiture du nouveau gouvernement.

Samedi 12 juillet, dans son Bulletin mensuel de documentation, le roi Norodom Sihanouk, qui réside à Pékin depuis fin février, a refusé

de qualifier les combats du 5 et 6 juillet de « coup d'Etat » et a déclaré qu'il accepterait que Cheam Sim (PPC), président de l'Assemblée nationale et chef de l'Etat par intérim, signe les décrets royaux. Tout en indiquant qu'il n'était pas prêt à regagner Phnom-Penh, Sihanouk a également demandé aux pays donateurs de poursuivre leur aide humanitaire au Cambodge. La veille, sous la pression de la Chine, le conseil de sécurité de l'ONU avait donné le ton en refusant de condamner nommément Hun Sen tout en exprimant sa « grave préoccupation » à la suite du coup de force de début juillet.

**CINQ VICE-PREMIERS MINISTRES**  
En dépit de l'évacuation de plus de six mille étrangers et de l'interdiction des déplacements ou du gel de plusieurs programmes d'assistance internationale, le mouvement royaliste garde donc leurs options ouvertes à l'égard de Hun Sen, qui s'est de nouveau engagé, dimanche, à organiser des élections générales en 1998 et à relancer

la machine gouvernementale. La composition du nouveau cabinet pourrait être, d'ailleurs, annoncée dans les tout prochains jours.

Rentré, vendredi soir, des Etats-Unis, Toan Chhay, le gouverneur de la province de Siem-Réap pressé pour remplacer le prince Ranariddh, passe pour avoir organisé de son propre chef, en 1975, la première guérilla contre les Khmers rouges au pouvoir à Phnom-Penh. Il a été, dans les années 80, le premier commandant de la guérilla royaliste et entretenait toujours de bonnes relations avec Sihanouk. Sa rupture avec Ranariddh remonte à deux mois. Depuis son retour, tout en n'étant pas membre du Parlement, il s'efforce de refaire l'unité du Funcinpec autour de sa personne.

Outre les deux premiers ministres, le gouvernement, tel qu'il se dessine lundi matin, comprendrait également cinq vice-premiers ministres : deux membres du Funcinpec (Tea Chamrath, ministre de la défense et un autre à désigner, dans l'ignorance des intentions de Ing Kiet, actuel vice-pre-

mier ministre hospitalisé en France) ; deux du PPC (Sar Kheng, actuel ministre de l'intérieur, et Tea Banh, ministre de la défense) ; le chef de la faction pro-Hun Sen du PDLB, ou Parti fédéral démocratique bouddhiste (Ieng Mouly, ministre de l'information). Hong Sun Hunt, actuel ministre du développement rural, quelques secrétaires d'Etat du Funcinpec et une poignée de députés (Funcinpec et PDLB) ont choisi l'exil la semaine dernière. On ignore, en revanche, la position de Tol Lah, ministre de l'éducation (Funcinpec).

Un dernier bilan des affrontements depuis début juillet fait état de cinquante-sept morts dont cinquante à Phnom-Penh, et de cent vingt-neuf blessés. Trois conseillers militaires de Ranariddh auraient été tués, dont un au moins assassiné, et des centaines de soldats du Funcinpec auraient été, selon le *Cambodia Daily*, quotidien de Phnom-Penh, faits prisonniers.

Jean-Claude Pomont

## L'opposition kenyane accentue sa pression sur le président Daniel Moi en vue des élections

« PAS DE RÉFORME, PAS D'ÉLECTIONS ! » c'est en brandissant ce slogan d'un genre nouveau en Afrique que l'opposition kenyane, depuis une dizaine de jours, accentue sa pression sur le pouvoir au fur et à mesure que s'approchent les élections générales. Au pouvoir depuis dix-neuf ans, Daniel Arap Moi, âgé de soixante-treize ans et qui se présente pour un dernier mandat, devrait annoncer d'un jour à l'autre la date du scrutin prévu, en principe, avant décembre 1997.

Atomisée en une multitude de partis, eux-mêmes divisés en factions, l'opposition retrouve aujourd'hui ses forces et se rassemblant sur le thème des réformes constitutionnelles derrière la Coalition des citoyens pour le changement constitutionnel (ou « 4 C »), un mouvement issu de la société civile qui a organisé, ces derniers mois, plusieurs journées d'actions pacifiques à travers tout le pays.

Et les trois jours d'agitation, du 7 au 9 juillet - les derniers en date d'une vague contestataire lancée en mai 1997 -, ont peut-être marqué un tournant car la répression des forces de l'ordre, qui a fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés, a conduit les opposants à dénoncer, non seulement les violences policières, mais aussi l'« incapacité du pouvoir à promouvoir un climat politique équilibré ».

Le régime a dû subir les critiques des chefs traditionnels de la puissante tribu des Kikuyus qui étaient au pouvoir du temps de la

présidence de Jomo Kenyatta (1963-1978). Illustré par le slogan d'un genre nouveau en Afrique que l'opposition kenyane, depuis une dizaine de jours, accentue sa pression sur le pouvoir au fur et à mesure que s'approchent les élections générales. Au pouvoir depuis dix-neuf ans, Daniel Arap Moi, âgé de soixante-treize ans et qui se présente pour un dernier mandat, devrait annoncer d'un jour à l'autre la date du scrutin prévu, en principe, avant décembre 1997.

**RÉFORMER LA CONSTITUTION**  
Après lui avoir arraché, en 1991, la restauration du multipartisme, les adversaires de M. Moi exigent aujourd'hui des amendements à la Constitution, trop fidèle, à leurs yeux, au système du parti unique. Outre la mise en place d'une commission électorale indépendante, ils demandent l'abrogation de certaines lois antidémocratiques qui datent de l'époque coloniale, comme le Public Order Act dont le régime a usé et abusé depuis six ans pour empêcher la tenue de la plupart des réunions publiques de l'opposition.

M. Moi s'obstine à ne pas répondre et trahit ainsi sa crainte de perdre des élections « à la régulière », même face à des adversaires très divisés qui lui avaient déjà « permis » de l'emporter en décembre 1992 (par un scrutin à un tour) avec moins de 35 % des voix.

Aujourd'hui, les opposants refusent non seulement d'aller aux urnes dans de telles conditions, en tant que « caution démocratique de M. Moi », mais ils veulent dépasser le simple boycottage qui - l'expérience l'a montré - dessert

en général ceux qui l'ont décrété. « Si Moi persiste, nous envisageons de perturber les élections », déclare au *Monde* le docteur Richard Leakey, un « Kényan blanc » de la troisième génération, ancien chef des services kenyans de la protection de la faune, aujourd'hui chef de file respecté de l'opposition. « Ceux qui rejettent les changements politiques rendent la violence inévitable », ajoute James Orendo, numéro deux du parti Ford-Kenya. Face à un président « qui ne cède qu'aux pressions », il y a dans ces propos une allusion à peine voilée au « syndrome Kabilia ».

Le chef rebelle zaïrois, devenu président du Congo ex-républicain l'un des derniers dictateurs africains de la vieille génération, dont Daniel Moi fait partie, est un homme très admiré dans l'opposition kenyane. Il serait toutefois exagéré de voir dans la contestation actuelle au Kenya la main de M. Kabilia qui a pourtant dit que « Moi serait le prochain ! » ou encore celle de ses pairs rwandais et ougandais, en froid avec le président kenyan. Mais nul doute que la fin du régime Mobutu a ragallardi une opposition qui semble à nouveau croire que la victoire est à sa portée.

Alors qu'en 1991 la pression des donateurs et le gel de leur assistance au Kenya avaient été essentiels pour imposer le multipartisme, l'opposition déplore que ces mêmes pays menagent aujourd'hui le chef de l'Etat, allant jusqu'à accuser en privé les opposants d'être eux-mêmes des fau-

teurs de troubles. Mais les récents troubles ont obligé les milieux diplomatiques à critiquer ouvertement Daniel Moi, même s'ils lui reconnaissent le mérite d'avoir su maintenir la stabilité de son pays dans une région agitée par l'anarchie en Somalie, une guerre civile au Soudan, des rébellions dans la région des Grands lacs...

Le président Moi a vivement réagi au communiqué des Occidentaux en dénonçant leurs « critères démocratiques à géométrie variable pour chaque pays ». Il est vrai qu'il est montré du doigt alors qu'il a restauré le multipartisme tandis que l'Ouganda, où les activités des partis politiques restent interdites, ou même l'Éthiopie, dont la presse est davantage bridée qu'au Kenya, sont choqués par les donateurs. Mais, aux yeux des bailleurs de fonds, le principal problème de M. Moi par rapport à ses voisins réside dans la corruption, d'où un « niveau macro-économique », que dans la démocratisation loachée de son régime.

Le chef de l'Etat peut cependant encore profiter des divisions de l'opposition. Aux rivalités de personnes s'ajoutent des divergences d'objectifs entre ceux qui veulent, au-delà des réformes minimales avant les élections, une refonte de la Constitution, et les caciques de l'opposition qui, selon l'avocat Willy Mutunga, « ont des responsabilités de 4 C », rêvent d'arriver au pouvoir pour gérer le pays à la façon de M. Moi.

Jean Héline

## La diaspora palestinienne, une communauté en devenir

LE GLISSEMENT est d'autant plus aisé qu'il offre une commodité de langage : au terme de « réfugiés » palestiniens se substitue de plus en plus celui de « diaspora », qui aplanit les nuances et étend, de fait, ce qu'au plan sémantique, l'existence d'un problème politique appelle une solution. Or la diaspora palestinienne est, « au mieux, une diaspora en devenir », souligne Bassma Kodmani-Darwish dans un livre extrêmement intéressant, *La Diaspora palestinienne*, qui vient de paraître aux Presses universitaires de France. Et la solution du problème de ces Palestiniens de l'exil est d'autant plus nécessaire qu'en impliquant le plus grand nombre de Palestiniens dans le règlement du conflit elle en garantit le caractère



BIBLIOGRAPHIE

Bassma Kodmani-Darwish retrace l'itinéraire des trois premières vagues de l'exil, en 1947 et 1948, puis celui des exodes de 1967 et 1970, faisant une haie dans chacun de leurs points de chute en s'attardant sur la Jordanie et le Liban, qui sont aux deux extrêmes de la qualité de l'accueil qui leur a été réservé. Mais en dépit de leurs différences, tous ces Palestiniens, constate-t-elle, revendiquent « un traitement de la question des réfugiés sur la base

du principe du droit au retour que les Nations unies leur avaient reconnu sans ambiguïté en 1948 ». Un « droit »-clé autour duquel s'est articulé leur exil et auquel il faudra impérativement donner un sens, maintenant que se profile une entité palestinienne qui entretient les mythes et alors que 70 à 80 % d'entre eux « sont originaires de la partie de Palestine qui constitue aujourd'hui l'Etat d'Israël dans ses frontières de 1948 ».

**« DROIT DE RETOUR POLITIQUE »**  
L'auteur souligne le rôle central joué par l'OLP dans « la reconstitution du lien identitaire » palestinien et l'établissement d'un « site de la mémoire collective ». Pour constater toutefois que l'émergence d'un « pôle territorial », avec les négociations en cours sur la Cisjordanie et Gaza, « suscite aujourd'hui un phénomène inverse de rétraction » et « un désengagement matériel, mais aussi politique vis-à-vis des réfugiés ».

de la part des dirigeants de la centrale. Or « l'enjeu pour le peuple en diaspora est maintenant d'intégrer la dispersion comme une dimension constitutive de son existence ».

Pour cela, il faut que ces exilés soient inclus dans le processus d'autodétermination en cours, que soit peut-être établie une distinction entre « citoyens » et « territoire », ce que certains appellent un « droit de retour politique ». La tâche est extrêmement compliquée car elle suppose la coopération, sans contrainte, des intéressés, mais aussi d'Israël et des différents pays d'accueil. Et cette bienveillance est loin d'être acquise aujourd'hui.

Mouna Nafin

\* *La diaspora palestinienne*, Bassma Kodmani-Darwish. PUF Perspectives internationales. 263 p. 120 FF.

## Explosion devant l'hôtel de la police internationale en République serbe

**ZVORNİK.** Une explosion s'est produite, dimanche soir 13 juillet, devant l'hôtel Drina à Zvornik (nord-est de la Bosnie-Herzégovine), où est logée la police internationale de l'ONU (IPTF) dans cette région de la République serbe (RS). Il n'y a pas eu de victime, indique l'agence serbe SRNA, qui fait état de dégâts matériels. L'engin explosif a été placé sous une jeep de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les relations entre l'OSCE et Pale, le centre administratif de la RS, se sont récemment tendues après des déclarations du porte-parole de l'organisation, David Foley, sur « la bande de Pale ». L'explosion est intervenue le soir même de l'enterrement de Simo Drljaca, l'ancien chef de la police de Prijedor, tué jeudi dans une action de l'OTAN en Bosnie. La SFOR tentait de l'arrêter en vertu d'une inculpation pour « crimes de guerre » lancée par le Tribunal pénal international. Simo Drljaca a résisté et a été tué, alors qu'un autre homme, Milan Kovacevic, a été arrêté puis transféré à La Haye. - (AFP)

## Reprise des combats entre Nigériens et Sierra-Léonais à Freetown

**FREETOWN.** Les affrontements qui opposent, depuis mercredi 9 juillet, les troupes nigériennes aux forces sierra-léonaises auraient fait une centaine de morts dans les environs de Freetown. Des dizaines de maisons ont été détruites et les rues sont jonchées de vêtements ensanglantés. Par endroits, les habitants des agglomérations périphériques, où se déroulent les plus violents combats, fuyaient dimanche vers le centre de la capitale. Les combats ont notamment lieu autour de Hastings et de Jui, les deux principales bases de l'armée nigérienne déployée en Sierra Leone dans le cadre de l'Ecomog, la force ouest-africaine de paix. Selon une source militaire, un avion oco identifié volant à basse altitude aurait été pris pour cible samedi par des soldats sierra-léonais. « Les troupes nigériennes ont immédiatement riposté à l'artillerie lourde » et depuis « ce la n'arrête plus ». - (AFP)

## Les affrontements continuent à Brazzaville après la signature d'un cessez-le-feu

**BRAZZAVILLE.** La capitale congolaise a retenti de nouveaux tirs, dimanche 13 juillet, alors qu'un nouvel accord de cessez-le-feu signé par le président Pascal Lissouba et son prédécesseur Denis Sassou Nguesso devait entrer en vigueur lundi à minuit. L'ambassadeur de l'ONU pour le Congo, Mohamed Sahnoun, a confirmé la date exacte du début de la trêve, en minimisant les tirs sporadiques entendus dans la journée. Les porte-parole des deux belligérants et des diplomates ont annoncé que des négociations devaient se tenir cette semaine à Libreville, au Gabon, à propos du déploiement d'une force d'interposition africaine paralysée par l'ONU. Le porte-parole de Pascal Lissouba a déclaré que le président avait décidé de signer l'accord de cessez-le-feu dans l'intérêt supérieur de la nation et pour « le retour de la paix ». Quant au porte-parole de M. Sassou Nguesso, il a affirmé que le pays avait besoin d'un gouvernement de salut national. - (Reuters)

## Kinshasa dément les accusations de l'ONU sur les massacres de réfugiés

**KINSHASA.** Les autorités de Kinshasa ont récusé, samedi 12 juillet, les accusations de massacres de réfugiés butus rwandais d'un rapport des Nations unies. « Nous récusons ce rapport », a affirmé le ministre de la reconstruction et des urgences, Etienne Richard Mbaya. Un rapport de l'ONU affirme que les réfugiés ont été massacrés dans les camps, et précise que l'ampleur des tueries pourrait indiquer que des « crimes contre l'humanité » ont été commis par les troupes de M. Kabila. « La communauté internationale sait que, sous le régime de Mobutu, il y a eu des massacres. Nous, nous avons souffert plus d'un million de réfugiés rwandais », a dit M. Mbaya. « Nous demeurons toujours ouverts à une nouvelle mission d'enquête de l'ONU », a-t-il assuré, soulignant que le rapport se fonde sur les « olégations mensongères » de Roberto Garretón, le rapporteur de la commission des droits de l'homme. Kinshasa a récusé la présence de M. Garretón au sein d'une nouvelle commission d'enquête. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** le président Vaclav Havel a annoncé, samedi 12 juillet, son intention de se représenter pour un mandat de cinq ans à l'élection présidentielle tchèque prévue pour le début de 1998. « J'espère être président au moment où la République tchèque intégrera réellement l'OTAN et l'Union européenne », a déclaré M. Havel, qui avait été élu président de la République tchèque en 1989. - (AFP)

■ **RUSSIE :** le candidat réformiste, Ivan Skliarov, a été élu, dimanche 13 juillet, gouverneur de la région de Nijni-Novgorod, a annoncé l'agence Itar-Tass. M. Skliarov a battu Guennadi Khodirev, le candidat soutenu par les communistes, en recueillant 51,77 % des suffrages, selon des résultats provisoires. Ce siège de gouverneur était vacant depuis la nomination en mars de son titulaire, le démocrate Boris Nemtsov, au poste de premier vice-premier ministre. Ce scrutin était considéré à Moscou comme un test important pour la poursuite des réformes économiques. - (AFP)

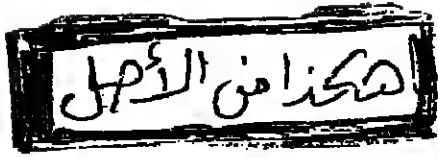
## Les inondations ont fait au moins 65 morts en Europe centrale

**VARSOVIE-PRAGUE.** Les inondations, qui touchent depuis plus d'une semaine l'Europe centrale, ont fait au moins soixante-cinq morts, selon des bilans établis dimanche 13 juillet. En Pologne, où l'on comptait au moins trente-trois morts, selon la police, les habitants de Wrocław (sud-ouest), aidés par des secouristes, ont tenté pour protéger les monuments du centre historique de la ville, envahi par les flots de l'Oder en crue. Dans tout le sud de la Pologne, quelque 800 000 personnes ont dû quitter leurs habitations. Les dégâts matériels pourraient dépasser 1 milliard de dollars, selon le ministère de l'intérieur. En République tchèque, le bilan des inondations s'élevait dimanche soir à vingt-neuf morts identifiés et huit disparus, a annoncé le ministère de l'intérieur. Le village de Troubkovad-Becvou (Moravie du Nord) a payé le plus lourd tribut : six corps ont été délogés samedi et dimanche des décombres de maisons qui se sont effondrées sous la pression des eaux. - (AFP)

Le Front national

CRFPA  
DEC  
PESUP





## FRANCE

LE MONDE / MARDI 15 JUILLET 1997

**EXTRÊME DROITE** A l'occasion d'une fête traditionnelle de son parti, dimanche 13 juillet à Marignane (Bouches-du-Rhône), le Front national a donné le coup d'envoi de sa campagne

pour les élections régionales de mars 1998, en présence de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret. **LE DÉLÉGUÉ** général du parti d'extrême droite a indiqué que l'objectif du FN est de « faire

éire » M. Le Pen à la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur actuellement dirigée par Jean-Claude Gaudin (UDF-DL), ancien ministre du gouvernement Juppé, désigné comme

« un adversaire privilégié ». **REVENANT** sur la préférence qu'il avait exprimée avant les législatives de voir la gauche gagner, le chef du Front national a assuré que son mouvement avait

vocation à succéder aux socialistes. **A TOULON**, le maire, Jean-Marie Le Chevallier (FN), a interdit une manifestation antiraciste prévue le 14 juillet par SOS-Racisme.

## Le Front national prépare les élections régionales de mars 1998

Jean-Marie Le Pen se fixe pour objectif de prendre à Jean-Claude Gaudin, qu'il désigne comme son « adversaire privilégié », la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

### MARIGNANE

de notre envoyé spécial

L'occasion était trop belle pour ne pas la saisir. Profitant de la fête traditionnelle des « Tricolores », qui réunit chaque année en Provence ses militants de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), le Front national a lancé, dimanche 13 juillet à Marignane, sa campagne électorale régionale. Tandis que Bruno Mégret, le délégué général, donnait l'objectif « faire élire Jean-Marie Le Pen à la présidence de la région », le président du parti d'extrême droite désignait, lui, l'ennemi, le sénateur UDF et ancien ministre Jean-Claude Gaudin, président du conseil régional de PACA.

Depuis que la Provence lui a donné ses quatre maires (Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles) et son unique représentant à l'Assemblée nationale (Jean-Marie Le Chevallier, maire de Toulon), le Front national rêve de conquérir

cette région, où son groupe est déjà le plus important.

Aussi M. Mégret a-t-il exhorté les militants à « se mobiliser comme jamais » pour obtenir une majorité relative et « mettre la classe politique au pied du mur »; la force soit à accepter qu'il y ait un « président Front national », soit à se mettre d'accord sur « un président RPR, UDF, PS, PC ». « Ce qui serait pire que le Front républicain », a ajouté le numéro deux du mouvement d'extrême droite. « Il n'y a de combat que quand on désigne l'ennemi. Par chance, ici, en Provence, il s'est désigné lui-même », a précisé plus tard M. Le Pen, avant d'ajouter qu'« aux élections prochaines, cantonales, régionales et municipales », le Front national a « un adversaire privilégié qu'il vise ouvertement et clairement à mettre à la porte des postes qu'il occupe : Jean-Claude Gaudin ».

A peine une élection s'an-

nonce-t-elle que déjà le président du Front national aime à en envisager une nouvelle. Dimanche, la chaleur étouffante qui pesait sur la région de Marignane où se tenait la fête n'a pas brisé son imagination, et il a évoqué de nouvelles échéances électorales. Celles qui, explique-t-il, devraient suivre « d'ici un an ou deux l'échec de la gauche » et pour lesquelles, croit-il, son parti est le mieux placé.

### LA FAUSSE DROITE

Anticipant les journées d'études qui doivent réunir, du mardi 15 au jeudi 17 juillet près de Strasbourg, les membres du bureau politique et quelques autres personnalités du mouvement, le président du Front national s'est en effet livré à une justification de son analyse faite avant le premier tour des dernières élections législatives sur « une victoire de la gauche moins

grave pour la France que celle de la fausse droite ».

Outre le fait que Lionel Jospin est à ses yeux « moins agressif, moins vulgaire, moins brutal » que Jacques Chirac, il serait un frein à l'abandon de la « préférence nationale qui existe chez une partie de ses électeurs, les fonctionnaires ». En fait, explique M. Le Pen, si la droite avait gagné les élections législatives, la gauche « aurait eu l'avantage au moment décisif », alors qu'à présent, en cas d'échec de la gauche, « l'alternative, c'est le Front national ». Promue « première formation antiraciste », son parti, assure-t-il, aurait « vocation à succéder au pouvoir socialiste pour peu que viennent s'agréger autour du noyau des patriotes les républicains et les démocrates conscients des risques que courent notre pays, notre identité nationale, notre sécurité et notre prospérité ». A cette fin, M. Le Pen a annoncé des me-

sures qui permettraient au mouvement d'extrême droite d'« apparaître dans tous les domaines comme capable de maîtriser un gouvernement de redressement et de renaissance nationale ». « Nous allons quitter, a-t-il dit, l'atmosphère combattante des luttes d'opposition pour nous mettre en situation de responsables de l'avenir politique français ».

### LE PEUPLE A L'ÉLYSÉE

Seule ombre au tableau idyllique : la justice, qui selon lui veut se mêler de politique. Son renvoi en correctionnelle à la suite des échauffourées qui avaient marqué son passage à Mantes-la-Jolie (Yvelines) lors de la campagne législative, le procès intenté contre Catherine Mégret, maire de Vitrolles, pour ses propos sur les immigrés dans le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung comme les poursuites engagées par le maire

de Strasbourg, Catherine Trautmann, contre lui seraient, affirme-t-il, le fruit d'un complot. Opposé à la rupture des « liens entre les parquets et le ministère de la justice », le président du Front national souhaiterait un renforcement du contrôle qui s'exerce sur celle-ci. Il préconise d'interdire « dans la justice comme d'ailleurs dans la fonction publique, en tout cas pour les fonctionnaires d'autorité, non seulement l'adhésion publique à un parti politique mais aussi à un syndicat professionnel ».

En attendant, M. Le Pen menace, sous un tonnerre d'applaudissements de ses militants : il devait être condamné « à l'indigence », être « empêché d'être candidat à la présidence de la République (...), le peuple français ne passerait pas par les urnes mais irait directement à l'Élysée ».

Christiane Chombeau

## La municipalité FN de Toulon s'oppose à une manifestation de SOS-Racisme

DÉCIDÉMENT, l'été rend nerveux la municipalité Front national de Toulon. En 1996, déjà, la période estivale avait été l'occasion des premières offensives du maire de la ville, Jean-Marie Le Chevallier. Tout au long du mois de juin, il avait engagé les hostilités contre le Festival de Châteaufort, réclamant « la tête » de son directeur, Gérard Paquet, et obtenant le concours du préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, contre la venue du groupe « NTM » dans la banlieue toulonnaise. Le 14 juillet, déjà, avait été le théâtre d'un affrontement symbolique entre deux manifestations. D'un côté, le défilé militaire organisé par la mairie et la « fête des Tricolores » de la municipalité d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen. De l'autre, un « méchoui des libertés », organisé par l'association « Toulon, c'est nous aussi », qui entendait dénoncer la « répression » par le Front national du type républicain, « Liberté, Égalité, Fraternité ». Le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, avait assisté à cette seconde fête.

Bis repetita cette année, où la fête nationale du 14 juillet promettait d'être tendue à Toulon. SOS-Racisme a, en effet, décidé de marquer le coup de manière plus significative, en organisant dans la préfecture du Var le « 14-juillet des libertés ». Or le député et maire FN de Toulon a confirmé, dimanche 13 juillet, sa décision d'interdire la manifestation de l'association antiraciste. « Le lieu sollicité par SOS-Racisme a déjà été ac-

cordé de longue date à un festival de jazz. Le fait de vouloir l'occuper ne se justifie pas », a déclaré M. Le Chevallier à son arrivée à la « fête provençale des Tricolores », organisée par le Front national à Marignane (lire ci-dessus). « Si les gens de SOS-Racisme attaquent les joueurs de jazz, ils devront répondre de leur attitude devant les tribunaux », a souligné le maire de Toulon, qui a précisé avoir demandé au préfet de veiller au respect de l'ordre public.

« La décision du maire (...) correspond à une volonté de casser la démocratie ».

Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, a aussitôt répondu que son association et les organisations de la fête programmée pour célébrer la République « maintiennent toujours leur appel à manifester à l'occasion du 14 juillet ». « SOS-Racisme et les associations organisatrices appellent tous les citoyens à venir à partir de 16 heures sur le parvis du Zénith, y compris le groupe de jazz dont parle le maire, qui est cordialement invité à venir faire la fête et chanter avec nous », a-t-il déclaré. M. Le Chevallier avait, dans un premier temps, motivé son interdiction par « les risques de troubles à l'ordre public » que la manifestation de

SOS-Racisme pouvait « générer ». Fodé Sylla avait alors jugé que « la décision du maire d'interdire pour des raisons fallacieuses cette initiative correspond à une volonté de casser la démocratie ». Le maire de Toulon a répondu, dimanche, qu'« il serait mal élevé de la part de SOS-Racisme de venir faire du forcing sur un espace déjà réservé ». Et il s'est lancé dans des explications quelque peu tortueuses, selon lesquelles « SOS-Racisme avait demandé l'organisation à quelqu'un qui ne pouvait pas la donner ». « La demande a été faite trop tard », a-t-il insisté.

Le maire a donc proposé au président de SOS-Racisme d'aller organiser son méchoui à la fête-proposition de Sainte-Luce, un quartier de Toulon. « Il y a de la place, il n'y aura pas de trouble à l'ordre public », a-t-il assuré. Enfin, M. Le Chevallier a dit avoir « invité Fodé Sylla, qui est un citoyen français, à venir assister à la grande parade militaire annuelle » à Toulon en fin de matinée. « Je pense qu'il ne verra pas d'inconvénient à venir fêter avec nous le 14 juillet », a-t-il conclu. « C'est avec fierté que j'appelle tous les citoyens, les démocrates, les militants des associations à venir assister au défilé, mais ce n'est pas le maire d'extrême droite, qui déshonore quotidiennement la République par ses politiques discriminatoires, qui doit me donner des leçons de citoyenneté », a répliqué le président de SOS-Racisme.

Gérard Courtois

## L'opposition s'inquiète du risque de « repli » de l'industrie de défense

Le RPR dénonce la décision du gouvernement d'arrêter la procédure de vente de Thomson-CSF

LA DÉCISION du premier ministre, annoncée vendredi 11 juillet, de mettre fin à la procédure de vente de gré à gré du groupe d'électronique militaire et professionnelle Thomson-CSF (Le Monde daté 13-14 juillet), a provoqué une levée de boucliers dans l'appareil. Plusieurs responsables du RPR ont vivement réagi contre l'interdiction de cette procédure engagée en février par le gouvernement d'Alain Juppé, après une première tentative avortée, durant l'automne 1996, de privatisation du groupe Thomson. L'opposition s'inquiète de la façon dont Lionel Jospin entend mener la restructuration des

industries de défense. Nicolas Sarkozy, porte-parole de la direction provisoire du RPR, a ainsi jugé, samedi 12 juillet, que l'arrêt de cette privatisation est « une erreur », qui va « faire prendre du retard » à la restructuration de la défense et « affaiblir » les industriels français. « On peut se demander quand les socialistes comprendront que l'État n'est pas un actionnaire adapté pour des entreprises comme Thomson sur un marché très compétitif », a déclaré, sur France-Info, l'ancien ministre d'Édouard Balladur.

### UNE FAUTE HISTORIQUE

De même, François Fillon, ancien ministre délégué du gouvernement Juppé et membre de cette même direction du RPR, a estimé, sur Europe 1, que le chef du gouvernement a commis « une faute historique, dont il sera comptable devant le peuple français ». Spécialiste des questions de défense, le député de la Sarthe a regretté que la France choisisse « le repli sur soi » et prenne le risque de faire jouer Thomson « en deuxième division », au moment où la tendance générale est au regroupement des industries de défense européennes.

De son côté, Pierre Lellouche, député RPR de Paris, a estimé, sur France 3, que l'annonce de l'arrêt de la privatisation de Thomson est « une très mauvaise nouvelle pour l'industrie française de défense, qui a besoin de s'épanouir au niveau international, de trouver des capitaux et de trouver des alliés, de façon à se regrouper », alors que « des mastodontes américains sont en train de se constituer ». Enfin, Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a jugé, dans un communiqué, que le refus de privatisation de Thomson est « une grave erreur ». « Le gouvernement socialiste croit encore aux entreprises publiques alors que l'État, et le contribuable l'a appris à ses dépens, ne sait pas gérer les entreprises concurrentielles », a-t-il assuré.

La satisfaction est, en revanche, manifeste dans les rangs de la majorité. Le socialiste Paul Quilès, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, a souligné, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse, que l'arrêt du processus de privatisation de Thomson-CSF est « une mesure nécessaire pour remettre en route un processus de décision largement

cambré par le gouvernement précédent ». « Le travail engagé depuis quinze jours par la commission de la défense, qui a déjà auditionné les PDG des grandes entreprises françaises et européennes d'aéronautique et d'électronique de défense, ainsi que les syndicats, peut aider le gouvernement à prendre en toute connaissance de cause des décisions importantes en matière de regroupement d'entreprises de défense », a-t-il précisé.

### BRADAGE

Selon l'ancien ministre de la défense, « face à l'agressivité de l'industrie américaine, il est urgent de constituer les groupes qui permettront à l'Europe de défendre sa technologie, de conquérir des marchés et de développer de nouveaux emplois ».

Quant à Georges Sarre, vice-président du Mouvement des citoyens, il a qualifié la décision du gouvernement de « sage et responsable ». « Le gouvernement affirme et assure ainsi la priorité donnée à l'intérêt national et au maintien des emplois en France », a assuré le député de Paris, ajoutant que ce choix met un terme au « bradage » de nos joyaux industriels, préparé par le gouvernement précédent.

### ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde  
**Abonnez-vous !**

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante :  
☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F  
☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F  
☐ 1 mois (26 N°) : 181 F  
☐ 2 mois (52 N°) : 360 F  
☐ 3 mois (78 N°) : 536 F  
☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F

Je joins mon règlement soit :  
☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ Par carte bancaire N° : \_\_\_\_\_  
Date de validité : \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires

Mon adresse en vacances : du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Mon adresse habituelle : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

Pour l'étranger nous consulter http://www.lemonde.fr

Le Monde (N° 0007727) est publié 5 fois par semaine, 52 fois par an. Le Monde, 21 rue Claude-Bernard, 75006 Paris Cedex 06, France, tél. 01-42-17-32-90. N. Y. U.S. and additional mailing offices, POSTMASTER: send address changes to LMS of N. Y. Box 15-18, Champlain N. Y. 12919-1518

**Concours d'AVOCAT**  
**CRFPA**  
Expertise comptable  
**DECF**  
Préparations intensives août-sept.  
**IPESUP**  
18, rue de Clugny - 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE (R. 201 FNU)



**DROITS DE L'HOMME** Le Comité France contre l'esclavage moderne dénonce des « situations intolérables » d'exploitation de domestiques étrangers par leurs em-

ployeurs. Une dizaine d'affaires ont été portées à sa connaissance, dont la moitié font l'objet de procédures en justice. ● LES VICTIMES sont le plus souvent des femmes, parfois

des couples, originaires de pays en développement, venues en France pour échapper à la misère. En situation irrégulière ou privées de papiers, elles hésitent à porter

plainte. ● LORSQUE leurs employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, le ministère des affaires étrangères tente de régler les dossiers à l'amiable. ● CHARLINE, exploitée comme deux de ses

sœurs par les enfants d'une grande famille de Madagascar, a été orientée par son ambassade au foyer malgache Arago à Paris.

## Des domestiques étrangers vivent dans des conditions de quasi-esclavage

Une association dénonce « des situations intolérables » de surexploitation sur le territoire français. Une demi-douzaine de cas ont déjà été soumis à la justice, malgré les difficultés qu'ont les victimes à engager des poursuites contre leurs « employeurs »

LE VOILE se lève tout juste en France sur le traitement réservé à certains domestiques employés le plus souvent par leurs compatriotes. D'origine étrangère, sans papiers, maltraités, sans langue française, ils travaillent dans des conditions de salaires dans des conditions indignes, étant violents et séquestrés la plupart du temps. Réduits à la condition d'esclaves, leurs employeurs exercent à leur encontre un véritable droit de propriété. Jusque-là, ces personnes demeuraient invisibles, gardées au secret par leurs employeurs et ignorées par les institutions judiciaires, policières – et même des services sociaux. Celles d'entre elles qui parvenaient à témoigner de leur condition auprès des autorités compétentes étaient en général expulsées, en vertu des lois sur les étrangers en situation irrégulière. Les employeurs, bénéficiant souvent de l'immunité diplomatique, demeuraient intouchables.

Que vaut en effet la parole d'une bonne sans papiers contre celle d'un ambassadeur ? Le 4 mars 1996, une jeune domestique érythréenne de vingt ans était déléguée dans des conditions rocambolesques au domicile d'une diplomate libanaise en poste à Paris (Le Monde du 7 mars 1996). Depuis plusieurs mois, Mehret Kifle travaillait sans horaire ni salaire. Ses papiers avaient été confisqués et elle était séquestrée dans l'appartement. Le Comité France contre l'esclavage moderne, association créée début 1995, fut à l'origine de cette libération, qui a abouti au renvoi au Liban de l'employeur indolente et à l'indemnisation de Mehret, qui demeure aujourd'hui en France. « A moins d'un ou du cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage par Victor Schœlcher, explique la journaliste Dominique Torrés, fondatrice de ce comité, il existe encore en France des situations intolérables. Les personnes concer-

nées sont sans doute beaucoup plus nombreuses que ce que l'on imagine. Avant que nous ne créions le comité, on nous disait que cela n'existait pas en France ! » Le comité a déjà eu connaissance d'une dizaine d'affaires. Une demi-douzaine ont été soumises à la justice, mais aucun procès n'a encore eu lieu.

### SALARIÉ DÉNIGRÉ

Les victimes sont le plus souvent des femmes, parfois des couples, originaires de pays en développement, qui viennent en France pour échapper à la misère. Le salaire qui leur est proposé est dérisoire en regard de la législation française du travail, mais il est très supérieur à ce qu'il leur est permis de gagner dans leur pays. A en croire le comité, il est rarement versé.

Les « bourreaux » ne sont pas tous des nantis. Pendant quatre ans, Marie-Laure, une jeune hivoirienne venue en France à l'âge de quatorze ans, a été exploitée, maltraitée et battue par une famille modeste de compatriotes habitant un village de Seine-Saint-Denis. Marie-Laure s'est enfuie et vit actuellement dans un foyer de jeunes filles. Une enquête préliminaire a été ouverte à son sujet le 30 juin.

Bertrand Mertz, l'avocat qui a suivi ce dossier, explique que les victimes de cette forme d'exploitation ne peuvent pas faire valoir leurs droits seuls. « Le fait d'être en situation irrégulière n'interdit pas de porter plainte, mais beaucoup renoncent de peur d'être expulsés, explique-t-il. Lorsque des affaires sont connues, comme dans le cas de Marie-Laure, la justice suit son cours. Mais sinon,



on a le sentiment que ces petites bonnes étrangères dérangent un peu, avec leurs dossiers compliqués et leurs imbroglios administratifs. »

Lorsque de tels faits sont révélés, les communautés se sentent menacées et craignent que le discrédit ne retombe sur eux tous, car ces pratiques sont parfois courantes dans leur pays d'origine. « L'affaire de son côté le pasteur André Lanvin, membre de la Cimade, un service œcuménique d'entraide. « Nous ne pouvons pas nous constituer partie civile, car nous n'avons pas les cinq ans d'existence requis par la loi, déplore Philippe Boudin, du Comité France contre l'esclavage moderne. Deux solutions s'offrent à nous : soit la victime dé-

pose plainte elle-même, soit nous alertons le parquet. »

Lorsque les employeurs bénéficient de l'immunité diplomatique, l'affaire est encore plus complexe. Le ministère des affaires étrangères tente alors de les régler, à l'amiable le plus souvent. Théoriquement, des titres de séjour sont délivrés pour tout le personnel des ambassades. Mais le système ne fonctionne pas toujours. Ainsi, le cas de deux jeunes Philippines, qui se sont enfuies le 15 août 1995 de l'ambassade du Qatar à Paris, a-t-il été signalé par le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti) au Quai d'Orsay. Leur contrat de « baby-sitter », signé par l'ancien

ambassadeur en poste à Paris, prévoyait un salaire de 300 dollars par mois pour « un maximum de huit heures de travail par jour, six jours par semaine » et trente jours de congés tous les deux ans. L'employeur se réservait en outre le droit de mettre fin au contrat en cas « d'engagement dans des activités syndicales ».

### GRAVITÉ DE LA SITUATION

« 90 % des ambassades ont un comportement correct avec leur personnel. Restent les autres », indique-t-on au service du protocole du Quai d'Orsay. Nous sommes les garants de l'immunité diplomatique, mais c'est aussi notre rôle de faire comprendre qu'elle ne permet pas de faire n'importe quoi. En cas de révélation d'un scandale, le Quai d'Orsay peut demander des explications à l'ambassadeur concerné et, si les faits sont extrêmement graves, lui demander de quitter le territoire.

L'une des difficultés peut être aussi de faire comprendre aux employeurs qu'ils sont dans leur tort. « Les employeurs ne se rendent pas compte de la gravité de la situation », explique ainsi Bernard Sexe, directeur de la cellule d'urgence et de veille au service de l'action humanitaire du Quai d'Orsay, qui vient d'intervenir dans une tentative de conciliation, qui a d'ailleurs échoué. « Certains affirment même qu'ils donnent une chance aux filles en les emmenant en France. Il faut faire comprendre que cela ne se fait pas. C'est aussi une des solutions pour que ces pratiques cessent. »

Michèle Aulagnon

### Des pratiques similaires dénoncées en Côte-d'Ivoire

L'exploitation de domestiques par leurs compatriotes a aussi cours à l'étranger. L'association ivoirienne de défense des droits de la femme (AIDF) a dénoncé, jeudi 3 juillet à Abidjan, le « commerce » et les conditions de travail des jeunes filles employées dans certaines familles de Côte-d'Ivoire. Certains les appellent les « Kounta Kinté », du nom de l'esclave du roman *Racines*, d'Alex Haley. Elles travaillent pour des salaires de misère ou ne perçoivent aucun revenu, leur rémunération étant versée directement à la famille ou à des intermédiaires.

La région particulièrement pauvre de Bondoukou, dans le nord-est du pays, serait, selon l'AIDF, l'une des principales zones d'origine de ces jeunes filles, recrutées par des « tantes ». « Il faut des lois pour responsabiliser ces tantes », mais aussi les employeurs, qui sont dans une logique d'esclavage », demande l'AIDF.

## Le calvaire de Charline et de ses sœurs, exploitées par une famille malgache

DANS CE PETIT immeuble du 13<sup>e</sup> arrondissement, le vent s'enfouffre dans la cour intérieure et fait claquer les portes de doubles rideaux. Derrière une double porte vitrée, des cartons ont été collés sur les vitres brisées. C'est la chambre de Charline : un lit, une plaque électrique, deux chaises, une télévision et un gros sac contenant toutes ses affaires. Charline est sommée de quitter le foyer malgache Arago pour cause de loyer non payé, ce qu'elle conteste.

Charline n'a pas d'autre endroit où aller, pas d'argent depuis qu'elle s'est enfuie de chez ses employeurs malgaches. « Charline est hébergée chez nous depuis septembre 1996, explique Désiré Veloumana, directeur adjoint du foyer. Elle était envoyée par l'ambassade et devait rester deux mois. Elle est toujours là, nous l'avons gardée car c'est un cas humanitaire. Mais ici, c'est d'abord un foyer pour étudiants. »

laira de 200 francs par mois qui lui a été promis ne lui est pas payé. En 1993, le régime se durcit : Charline doit travailler pour le beau-frère et le frère de son employeur dans une entreprise de nettoyage. Des trois sœurs, seule Mariette a droit à un lit pour dormir. Toutes réclament leur passeport et leur salaire. Célestine s'enfuit la première. Elle est recueillie par Sabandra Rakotobe, une compatriote voisine du foyer à qui Charline a fini par se confier. « Charline n'avait pas le droit de porter à des étrangers et craignait toujours qu'on la surprenne », raconte M<sup>me</sup> Rakotobe, qui adresse la Célestine au pasteur Solofo, de la paroisse malgache de Paris, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement.

« Nous avons tenté de trouver une solution pour les trois sœurs qui, incontestablement, ont été maltraitées, témoigne le pasteur Solofo. Les employeurs ont accepté de faire rentrer Célestine à Madag-

ascar, et se sont engagés à rendre les passeports. Arrivée à Tananarive, Célestine a été jetée en prison. Elle aurait été prise en flagrant délit de vol. Elle est sortie depuis. Quant à Mariette et Charline, elles n'ont jamais récupéré leurs papiers. » Le pasteur affirme que l'affaire est connue d'une bonne partie de la communauté malgache.

### TENTATIVE DE CONCILIATION

En novembre 1994, Charline s'enfuit. Pendant neuf mois, elle sera hébergée chez sa voisine, ira ensuite dans un foyer puis contactera l'ambassade. « Elle est venue avec les gens de l'Eglise, explique-t-on à l'ambassade de Madagascar. Elle ne savait pas où aller, nous l'avons adressée au foyer malgache Arago. A l'époque, elle ne pouvait pas porter plainte contre ses employeurs, car elle était en situation irrégulière. Maintenant, nous n'avons plus de nouvelles. »

En avril, le Comité France contre l'esclavage moderne publie une tribune libre dans la presse malgache, citant nommément ses employeurs. Les trois sœurs sont d'abord soupçonnées de vénalité, puis de fomenter un complot politique... Cédant aux pressions, Mariette demande au Comité de cesser de s'occuper de son dossier. Elle erre aujourd'hui dans Paris. « La communauté malgache a peur que le comportement des employeurs des trois sœurs leur nuise à tous, explique Céline Mancau-Rabarijaona, membre du Comité. Moi-même, qui suis Malgache, on m'a accusée de trahir la communauté. »

Début juin, le ministère de l'Intérieur promet à Charline une carte de séjour d'un an, « à titre exceptionnel ». Une nouvelle tentative de conciliation avec ses employeurs échoue et le 15 juin, le comité saisit le procureur de la République de Paris. Les em-

ployeurs de Charline envisagent de leur côté une action en justice pour tentative d'extorsion de fonds. « Mes clients ont été l'objet de pressions et de menaces, explique leur conseil, M<sup>re</sup> Olivier Hilliel. C'est d'ailleurs curieux : si les faits reprochés sont si graves, il n'y a rien à négocier, or c'est ce que la partie adverse a tenté de faire. » Charline tient bon : elle souhaite rester en France pour assister au procès et récupérer son dû. La paroisse malgache tente d'obtenir de ses arrières de loyers et l'assurance qu'il n'y aura pas de rétorsion contre la famille restée à Madagascar.

M. A.

★ Comité France contre l'esclavage moderne, c/a Française Di Folco, 31, rue du Professeur Calmette, 94400 Vitry-sur-Seine. Tél. : 01-49-59-02-17.

### Les dispositions pénales

Le mot « esclavage » n'existe plus dans le nouveau code pénal, mais l'enlèvement, la séquestration, les conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité de la personne sont clairement définies.

● L'article 224-1 prévoit que « le fait [...] d'arrêter, d'enlever, de séquestrer une personne est puni de vingt ans de réclusion criminelle ».

● L'article 225-13 stipule que « le fait d'obtenir d'une personne, en abusant de sa vulnérabilité ou de sa situation de dépendance, la fourniture de services non rémunérés ou en échange d'une rétribution manifestement sans rapport avec l'importance du travail accompli est puni de deux ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende ».

● L'article 225-14 dispose que « le fait de soumettre une personne, en abusant de sa vulnérabilité ou de sa situation de dépendance, à des conditions de travail ou d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine est puni de deux ans d'emprisonnement et de 500 000 francs d'amende ».

## Polémique autour du magazine « Terra incognita », outil de promotion de la scientologie

### PASSEPORT CONFISQUÉ

Le « cas humanitaire » a vingt-neuf ans et le regard traqué. Charline est en France depuis cinq ans. Originaire d'une famille pauvre de Madagascar, elle s'est rendue à Paris en mai 1992, munie d'un visa d'étudiante, pour travailler chez la fille de son employeur malgache. Elle sait alors tout juste lire et écrire et ne parle pas français. Ses deux sœurs, Célestine et Mariette, sont déjà en France, au service de mêmes employeurs, une famille connue de Madagascar, proche du pouvoir, dont les enfants font des affaires en France. A Madagascar, les parents des trois sœurs travaillent eux aussi pour le compte de cette famille.

Le rêve de Charline, gagner suffisamment d'argent pour faire venir son frère et ses deux sœurs, tourne vite au cauchemar. Son passeport est confisqué, elle est enfermée dans la maison, doit s'occuper du fils et des deux frères de l'employeur. Ses journées commencent à 8 heures du matin et se terminent à minuit. Elle dort sur le carrelage de la cuisine ou à même le sol dans le salon. Le sa-

L'EGLISE de scientologie teste de nouvelles méthodes de recrutement. Après l'édition, l'affichage, les annonces publicitaires et les brochures « pédagogiques », la secte, identifiée comme l'une des plus puissantes en France par le rapport de la commission d'enquête parlementaire de janvier 1996, professionnalise sa communication. Un nouveau titre de presse, répondant au nom de *Terra incognita* est diffusé depuis le 7 juillet par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) dans les grandes agglomérations françaises. Ce « magazine » trimestriel d'une soixantaine de pages est édité (30 000 exemplaires) par New Era Publications, bureau français de la société chargée de la publication des écrits de Ron Hubbard, père fondateur de la scientologie.

La large campagne publicitaire (affichage et radio) qui aide à son lancement a suscité l'émotion de plusieurs élus parisiens. Jean-

François Pernin, maire (UDF) du XII<sup>e</sup> arrondissement, a protesté, dès mardi 8 juillet, dans une lettre à Jean Tiberi, contre l'affichage sur des kiosques de presse ou de la Française des jeux de publicités pour *Terra incognita*. Il trouve « incroyable que l'on puisse officiellement hurler contre les sectes et les afficher comme Le Nouvel Observateur ou Le Point ». Une protestation identique a été adressée à la société concessionnaire des kiosques de presse parisiens, AAR, par Jean-Marie Le Guen, député et conseiller socialiste de Paris. Il rappelle que l'Eglise de scientologie « est une secte des lors que votre société assure la promotion de ses thèses ».

« Les éditions New Era ne sont en aucun cas tenues de citer l'Eglise de scientologie dans leurs publications », se défend Evelynne Bartczak, directrice de la publication. Si aucune référence à la scientologie n'est faite dans le magazine, celui-ci se fait le

ferveur défenseur des principes fondateurs du mouvement. Avancer masqué est une technique courante dans le domaine de la propagande sectaire. « La stratégie des sectes est de ne jamais se découvrir en prêtant l'aide ou le développement de la personnalité, et l'Eglise de scientologie excelle dans le complot », affirme Jean-Pierre Brard, député et maire (apparenté PC) de Montreuil, vice-président de la commission parlementaire à l'origine du rapport et membre de l'Observatoire interministériel de lutte contre les sectes.

### TRAVOLTA À LA RESCOUSSE

L'éditeur réfute tout lien direct avec l'Eglise de scientologie. *Terra incognita* est présenté comme « un magazine conçu pour mettre à la portée du grand public les découvertes étonnantes faites par Ron Hubbard dans l'un des domaines les plus méconnus : celui de l'esprit humain ». Il reprend, outre une bonne cinquantaine de pages

consacrées aux écrits publiés en janvier 1950 par Ron Hubbard, l'interview du porte-parole le plus médiatique de la scientologie, l'acteur John Travolta, qui explique comment la dianétique, « guide philosophique et pratique » de la scientologie, « l'aide à rester équilibré ». Une rubrique « actualités » se contente de recenser les différents « stages de formation » à la méthode, dans le monde.

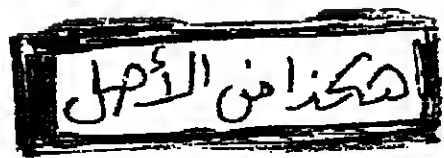
Brochure commerciale améliorée, le magazine propose un coupon de commande de l'ouvrage *Lo Dianétique*. Bien que 150 000 exemplaires du livre aient déjà été vendus en France depuis son lancement en 1987, « le sujet reste très mal connu », selon la porte-parole de l'Eglise de scientologie d'Ile-de-France. Elle estime que le magazine peut contribuer à résoudre « le problème d'image de l'Eglise de scientologie ». « Il y a une intention évidente de nous empêcher de communiquer, argumente-t-elle, l'éditeur devient autonome en créant son

propre magazine ». *Terra incognita*, dont le premier numéro aurait coûté dans les 300 000 francs, est une initiative française qui reste « un essai », selon l'Eglise de scientologie. Cette nouvelle initiative de communication a suscité des interrogations. Comment des thèses qualifiées dans le rapport parlementaire de « dangereuses » au titre des risques de « déstabilisation mentale », d'« exigences financières exorbitantes », d'« embrigadement des enfants » et susceptibles de provoquer des « troubles de l'ordre public », peuvent-elles être ainsi promues, de façon voilée, auprès du plus grand nombre ? Le rapport annuel de l'Observatoire interministériel, installé en novembre 1996 par Alain Juppé, qui devrait être remis à l'automne, soumettra au gouvernement « des propositions, notamment dans le domaine de la protection de l'enfance, de l'éducation et de la santé ».

Florence Amalou

A Dreux, le couvre-f  
de douze ans par le ma





# A Dreux, le couvre-feu imposé aux moins de douze ans par le maire divise la population

Des associations de quartiers dénoncent un manque de dialogue

Le couvre-feu imposé aux enfants de moins de douze ans depuis le 11 juillet par Gérard Hamel, maire (RPR) de Dreux (Eure-et-Loir), suscite de

vives réactions dans la ville. Certains habitants invoquent le climat d'insécurité régnant dans les cités du plateau sud pour demander un renfor-

cement de la mesure, tandis que les jeunes des quartiers déplorent un manque de concertation et redoutent des affrontements avec la police.

**DREUX**  
de notre envoyé spécial  
« DOUZE ANS, c'est trop restreint. Il faudrait étendre la mesure aux moins de seize ans. » « Et ramener le couvre-feu à 21 heures. » « Et faire payer une amende aux parents qui laissent traîner leurs gosses la nuit. » Pour certains Drouais, le nouvel arrêté du maire (RPR) Gérard Hamel, qui instaure, depuis le 11 juillet, un couvre-feu de minuit à 6 heures pour les moins de douze ans, paraît trop modéré. Pour Gérard Hamel, ce dispositif qui charge la police d'identifier et de raccompagner les enfants est une mesure de protection « de l'intégrité physique du mineur ». Le préfet d'Eure-et-Loir a demandé pour sa part, vendredi 11 juillet, l'annulation de l'arrêté devant le tribunal administratif, estimant que le texte avait un « caractère d'excessive généralité ».

Ceux qui souhaitent un durcissement de l'arrêté municipal – souvent des habitants du centre-ville – parlent volontiers du climat d'insécurité qui règne, selon eux, à Dreux. Histoire de braquages, de vols à la tire, de petite délinquance... La peur est réelle : le soir, passé 20 heures, le centre-ville se vide, seuls quelques badauds profitent des nuits claires de l'été pour s'asseoir à l'une des rares terrasses de la zone piétonne.

Un nom résume l'insécurité de la ville basse : les Chamards. Cette cité du plateau sud, de l'autre côté de la voie ferrée, cristallise tous les problèmes : drogue, chômage élevé, délinquance juvénile. Aux Chamards, il n'est pas rare que des poubelles et des voitures prennent feu la nuit. Quand les pompiers in-

terviennent, c'est souvent sous des jets de pierres. « On ne comprend pas pourquoi, confie un sapeur-pompier de Dreux. La nuit, on ne les voit pas, mais ils doivent avoir entre dix et quinze ans. » Les jeunes du plateau sud assurent pour leur part que « les mecs qui jettent des pierres, ils ont seize ans, pas douze ».

« C'est une psychosé entretenue : on accuse les jeunes, mais en réalité, il y a toujours les adultes derrière

il faudrait mobiliser beaucoup trop de policiers », Jacques Duval, qui a refusé de conduire la liste de gauche aux municipales partielles de 1996, n'entend pas laisser le thème de la sécurité à la droite ou au Front national. « Ils sont très efficaces au Front national, explique-t-il. Vingt-quatre heures après un cambriolage, ils sont déjà là pour prendre des nouvelles. La gauche, elle, a déserté le terrain. » Autre responsable du climat délétère qui

vingt-cinq ans à Dreux. Le jeune beur explique que l'association dont il faisait partie et qui n'existe plus aujourd'hui, organisait des soirées l'été pour les jeunes qui ne pouvaient pas partir en vacances. « A présent, les jeunes traînent, c'est normal. » Et d'accuser la mairie. « Les hommes politiques, lance-t-il, on les voit toujours la veille des élections, jamais après. »

Kamel Berrak, de l'association Génération Initiatives, basée à la Croix-Néan, une autre cité du plateau sud, regrette le manque de dialogue entre la mairie et les habitants des quartiers. « Responsabiliser les parents, comme le souhaite Hamel, c'est bien, mais pas imposer un arrêté, dit-il. Il aurait fallu une concertation, installer des agents d'ambiance. » Depuis deux ans, un programme de réhabilitation et de réaménagement du quartier des Chamards a été lancé. Aujourd'hui, avec ses commerces de la place des Orfèvres, avec ses façades blanches exemptes de tout tag, la cité se donne un air de respectabilité.

Mais la rénovation a aussi son revers. « C'est bien, vous trouvez de tout aux Chamards. Mais maintenant, on ne sort plus de son quartier, alors que nos parents faisaient leurs courses au centre-ville. On nous enferme un peu comme dans un ghetto », remarque Abdel. On imagine d'ailleurs mal, sur le plateau sud, la police interpellant après minuit des mineurs de moins de douze ans, pour les conduire au commissariat. « Dans ce cas, prévient Kamel, je m'attends à des bagarres entre les forces de police et les jeunes, et ce sera la faute du maire. »

Vincent Hubé

## Pédophilie : l'éducation nationale mise en cause après le suicide de Bernard Hanse

ILS ÉTAIENT quatre frères, dont trois enseignants : François, instituteur à Soissons, Alain, professeur d'éducation physique à Reims, Bernard, cinquante ans, professeur de gymnastique, lui aussi, à Montmirail (Marne). Bernard s'est suicidé, mardi 10 juin, après avoir été accusé d'actes de pédophilie par un élève de treize ans. Ce dernier a été mis en examen pour dénonciation mensongère, mardi 8 juillet. Selon les premiers éléments de l'enquête, rien ne justifiait une telle accusation.

Depuis, révoltée par ce drame, la famille et la femme de Bernard Hanse dénoncent les « dysfonctionnements » de l'éducation nationale. Dans une lettre ouverte adressée, le 19 juin, au ministre de l'Éducation nationale, les proches de l'enseignant estiment que « la précipitation l'a emporté sur le discernement et la mesure ». Ils reprochent à l'administration de n'avoir su ni gérer, ni prendre en mains « un conflit ouvert entre un enseignant et un adolescent ».

Selon l'avocat de la famille, une

altération a eu lieu, le 25 mai, entre Bernard Hanse et l'un de ses élèves, au gymnase du collège. Le 5 juin, l'enfant se plaint d'un geste déplacé commis à cette occasion. Le lendemain, le principal reçoit la famille et l'instituteur qu'une confrontation se déroulera avec l'enseignant, mardi 10 juin. Lundi 9, le chef d'établissement a fixé le même rendez-vous à Bernard Hanse et lui a annoncé qu'il avait saisi le procureur de la République. « C'est le détonateur », souligne l'avocat. Mardi 10 juin, Bernard Hanse se présente à la confrontation. La famille de l'enfant, elle, ne vient pas. En fin d'après-midi, l'enseignant se suicide en se tirant une balle dans la tête, sur une petite route de campagne.

La famille dénonce les méthodes utilisées par l'éducation nationale. Elle souligne qu'aucun des témoins cités par l'élève n'avait été en mesure de confirmer ses accusations. Pour sa part, le recteur de l'académie de Reims, François Huard, défend la procédure suivie dans cette affaire, affirmant que ce n'est pas au chef

d'établissement de mener une enquête. « Établir des faits, c'est l'affaire de professionnels. Ce n'était pas au principal d'entendre des témoins », explique-t-il.

« CONSCIENCE TRANQUILLE »  
Sans doute instruit par l'exemple de Fos-sur-Mer, où une directrice a été mise en examen le 25 juin (Le Monde du 30 juin) pour avoir averti trop tard la justice des agissements d'un enseignant pédophile, le recteur de Reims estime même que le principal du collège aurait pu consulter plus tôt le procureur de la République. « Lui au moins, lorsqu'il aurait convoqué les parents, aurait eu les moyens de se faire entendre », ajoute François Huard.

Or, c'est cette saisine du procureur qui est reprochée, par la famille. « Cela voulait dire qu'il serait suspendu, que des soupçons terribles pèseraient sur lui, en attendant que son innocence soit prouvée. C'est ce qu'il n'a pu supporter », estime Alain, frère de Bernard Hanse. « Notre frère est mort professionnellement, avant de se sui-

Béatrice Gurrey

## EDF-GDF condamné à réintégrer un médecin du travail licencié

LA COUR D'APPEL DE PARIS a condamné EDF-GDF à réintégrer en son sein le docteur Ellen Imbernon, licenciée de la division épidémiologie du service générale de médecine du travail (SGMT) l'été dernier (Le Monde du 1<sup>er</sup> août 1996 et du 19 mars). Dans un arrêt du 3 juillet, rendu public jeudi 10 juillet, la Cour a confirmé une ordonnance du conseil des prud'hommes en date du 22 octobre 1996, qui avait estimé que ce licenciement était entaché de nullité. Elle a aggravé le montant de l'astreinte alors prononcée à 4 000 francs par jour de retard.

« Considérant que depuis près d'un an, M<sup>me</sup> Imbernon se trouve exclue, de façon illégitime, de la division épidémiologie et des fonctions qu'elle y occupait », une somme de 50 000 francs devra en outre lui être versée. La réintégration d'Ellen Imbernon, dont le statut de médecin du travail était, en substance, contesté par EDF-GDF au motif qu'elle conduisait des études épidémiologiques, « devra s'opérer dans l'emploi de médecin du travail, chargée de mission en épidémiologie et adjointe au chef de la division épidémiologie du SGMT », a précisé la Cour d'appel. EDF-GDF est enfin condamné, sous peine d'une astreinte supplémentaire de 4 000 francs par jour, à « remettre M<sup>me</sup> Imbernon en possession des documents et objets personnels de travail placés sous scellés le 2 juillet 1996 » et à publier l'arrêt, à ses frais, dans le journal La Vie électrique.

## Un récidiviste écroué après le viol et l'enlèvement de deux fillettes

UN JARDINIER DE FEYZIN (Rhône), âgé de vingt-cinq ans, a été mis en examen dimanche 13 juillet et écroué, après avoir reconnu avoir enlevé lundi 7 dans les rues de Lyon, puis violé et frappé, deux fillettes de cinq et huit ans. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, est un récidiviste déjà condamné en 1992 pour viol sur mineur de quinze ans et en 1994 pour agression sexuelle sur mineur. Sorti en avril 1995 après avoir purgé ses peines, il doit répondre cette fois d'un enlèvement de mineurs, viol sur mineur de moins de 15 ans avec récidive légale et tentative d'homicide volontaire sur mineur de moins de 15 ans.

Le jardinier, formellement reconnu sur photo par les deux fillettes, a été appréhendé non loin du lieu où il les avait enlevées, alors qu'il roulait en scooter dans un coudoir de bus. Il a avoué avoir également tenté d'étrangler la plus jeune des fillettes. Il avait finalement relâché ses victimes à la condition qu'elles prétendent avoir été enlevées par « deux Noirs ». Le jeune homme était suivi par un psychiatre au moment des faits.

**DÉPÊCHES**  
■ DIVERS : après la disparition de la petite Marion, originaire d'Agen, un appel à témoins et un nouveau portrait-robot ont été diffusés, vendredi 11 juillet, en Martinique, d'après les indications d'une touriste affirmant y avoir rencontré en janvier dernier une fillette répondant à ce prénom qui souhaitait rentrer à Agen. Marion Wagon, dix ans, a disparu le 14 novembre 1996 vers 12 h 30, sur le chemin entre l'école et le domicile familial. Les très nombreuses recherches entreprises depuis par les policiers puis par les gendarmes n'ont donné aucun résultat. Cependant, selon la gendarmerie, la piste martiniquaise n'a « pas donné de résultat probant » jusqu'à présent. Les parents de Marion avaient lancé un appel par voie de presse à Noël l'an dernier et diffusé 300 000 affiches avec la photo de leur fille, qui n'ont été distribuées dans toute l'Europe.  
■ MER : un requin de 3 mètres de long a perturbé, dimanche 13 juillet, la baignade des estivants rassemblés sur la plage de Dieppe (Seine-Maritime), en promenant son aileron à environ deux cents mètres de la plage. Selon le centre de la mer Nausicaa de Boulogne-sur-Mer, contacté par le sémaphore de Dieppe, il s'agissait d'un requin mako, un squalo carnivore se nourrissant exclusivement de poissons et dont la présence dans les eaux de la Manche est habituelle, même s'il s'aventure rarement aussi près des côtes. Par mesure de précaution, le sémaphore a toutefois demandé au poste de secours de la plage de Dieppe de hisser le drapeau rouge et les baigneurs ont dû sortir de l'eau.

## La mission Weil sur l'immigration remettra son rapport fin juillet

LIONEL JOSPIN a adressé, le 1<sup>er</sup> juillet, au politologue Patrick Weil, une lettre précisant la mission qu'il lui a confiée à propos de la réforme de la législation sur l'immigration et la nationalité. Le premier ministre confie à M. Weil « la mission d'analyser la situation présente et de proposer des règles simples, réalistes et humaines pour l'entrée et le séjour de étrangers, propres à garantir une intégration réussie dans la République à ceux qui le souhaitent et en remplissent les conditions, et de nature à faire obstacle aux flux d'immigration illégale et aux filières de travail clandestin ». Patrick Weil devra aussi « définir les conditions d'application du principe du droit du sol pour l'attribution de la nationalité française » et faire connaître « le fruit de ses réflexions dès le 31 juillet ».

**Les cartables, marqués LE MONDE, sont en simili de haute qualité. Format 39 x 29,5 cm.**

Le cartable 2 soufflets, dont un à fermeture Éclair, porte-stylos. Tournequets automatiques 290 F

Noir S3004N  
Bleu S3004B

Le cartable 3 soufflets, dont un à fermeture Éclair. Ferme à clé 290 F

Noir S328N  
Bleu S328B

Le casquette noire en polycoton, visière blanche, brodée LE MONDE. Taille réglable. CASQ1 60 F

Le carnet métreur, format 13 x 9 cm avec un crayon papier. Couverture cartonnée originale : 25 F

Couverture blanche : LE MONDE en boîte CARNB  
Couverture noire : LE MONDE et l'encrier CARNN

L'ensemble crayons, taille-crayon, gomme, aux couleurs du MONDE : 2 crayons 9 cm, 1 taille-crayon en bois, 1 gomme avec un dessin original LOTS1 25 F

**BON DE COMMANDE**

Valable jusqu'au 31 octobre 1997 et dans la limite des stocks disponibles.

Articles	Réf	Qté	P.U.	P. total
Cartable à tournequets	S3004N S3004B		290 F	
Cartable à clé	S328N S328B		290 F	
Triopen	PO2711 PO2712		295 F	
Portamine	PO1821 PO1822		195 F	
Roller	P33010 P33015		180 F	
Stylo plume	P33062 P33062		225 F	
Casquette	CASQ1		60 F	
Carnet métreur	CARNB CARNN		25 F	
L'ensemble	LOTS1		25 F	

Montant total des articles

Frais de port : ☐ normal\* 30,00 F ☐ colisissimo\*\* 45,00 F

Montant total à régler

\* Délai de livraison : 2 à 3 semaines  
\*\* Délai de livraison : 1 à 2 semaines

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

n° de téléphone : \_\_\_\_\_ (facultatif)

MODE DE RÈGLEMENT : **MBC 001**

☐ Par chèque à l'ordre du Monde

Ce bon de commande est à renvoyer à :

**LE MONDE BOUTIQUE**  
21 bis, rue Claude-Bernard  
75242 PARIS Cedex 05

Tous ces objets sont en vente à la Boutique du MONDE

Pour tout renseignement, vous pouvez appeler le : 01-42-17-29-97

Tarifs valables uniquement pour la France métropolitaine, nous consulter pour l'étranger.



LÉGION D'HONNEUR

# Mme Geneviève Anthonioz élevée à la dignité de grand-croix

LES NOMINATIONS, promotions et élévations du 14 juillet dans l'ordre de la Légion d'honneur sont parues au Journal officiel du 13 juillet.

Est élevée à la dignité de grand-croix : Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD Quart Monde.

Sont élevés à la dignité de grand-officier : Jean Cabannes, membre du Conseil constitutionnel ; Marcel Landowski, compositeur ; Théodore Monod, membre de l'Institut ; Jacques Pélissier, vice-président délégué du conseil de surveillance de la société du palais omnisports de Paris-Bercy ; Simone Rozès, premier président honoraire de la Cour de cassation.

Parmi les personnalités promues commandeurs figurent notamment Pierre Gorse, ministre plénipotentiaire ; Georges Gorse, ancien ministre ; Olivier Guichard, ancien ministre ; Claude Bessy, directrice de l'école de danse de l'Opéra de Paris ; Alain Mimoun, champion sportif.

Parmi les personnalités promues officiers on relève les noms de Olivier de Kersauson, navigateur ; Jean-François Deniau, ancien ministre ; Jacques Boyon, ancien ministre ; Christian Blanc, président d'Air France ; Georges Suffert, journaliste ; le pasteur Jacques Stewart.

Enfin dans les nominations comme chevaliers figurent notamment Guy Lagorce, écrivain ; Marie-France Pisier, romancière ; Anne Queffelec, pianiste ; Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille ; Yves Baudelot, avocat au barreau de Paris ; André Fantin, ancien ministre ; Didier Bariani, ancien ministre ; Alain Lamas-soure, ancien ministre ; Clara Coquatrix, directrice de music-hall ; Jeanne Loriod, musicienne ; Robert Namias, journaliste ; Michel Barnier, ancien ministre.

\* Nous publierons dans notre prochain numéro, daté mercredi 16 juillet, la liste des élévations, promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.

DISPARITION

■ PAUL BARBEROT, ancien député de l'Ain et ancien maire de Bourg-en-Bresse (MRP puis Centre démocrate), est décédé des suites d'une longue maladie dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 juillet dans sa quatre-vingt-deuxième année. Né en 1915, Paul Barberot entre dans la vie publique en 1947, date à laquelle il est élu au conseil municipal du chef-lieu de l'Ain. Premier adjoint en 1959, il est élu député de l'Ain en 1962, mandat qu'il conserve jusqu'en 1978. En 1965, il est élu maire de Bourg-en-Bresse sous l'étiquette MRP, puis réélu en 1971. En 1970, il est élu conseiller général du canton de Bourg-en-

Bresse nord-centre. L'année 1976 marque le début de son déclin politique. Battu au conseil général par l'actuel maire du chef-lieu, André Godin (PS), il perd la mairie l'année suivante au profit de la liste d'union de la gauche conduite par Louis Robin (PS). En 1978, il est battu à l'Assemblée nationale par Jacques Boyon (RPR). Dirigeant une entreprise de bâtiment spécialisée dans la rénovation et la restauration du patrimoine ancien, Paul Barberot a été président du syndicat départemental des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics. Il a également occupé la présidence de la mutuelle d'assurances L'Auxiliaire et celle de la caisse des congés payés de Mâcon.

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 9 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Terre - Sont promus : général de division, les généraux de brigade André Soubrin, Arnold Schwerdtfeger, Henry Lombard, Michel Fruchard (nommé inspecteur des transmissions, le général de division Patrick Henry ; commandant la 2<sup>e</sup> division blindée, le général de division André Anselme ; gouverneur militaire de Nancy et commandant la 4<sup>e</sup> division aéro-mobilité, le général de brigade Armet d'Avout d'Amers-taëdt ; commandant l'école supérieure et d'application des transmissions, le général de brigade Paul Kuntz ; commandant l'école d'application de l'artillerie, le général de brigade Alain Pédron ; commandant l'école d'application de l'aviation légère de l'armée de terre, le général de brigade Hubert Rémond ; commandant l'école supérieure et d'application du génie, le général de brigade Jean-Louis Vincent ; directeur de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique, le général de brigade Gérard Conlon ; adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Besançon et commandant la 7<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Bernard Dringot ; chef de cabinet du général chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade André Ranson ; adjoint au général commandant de la doctrine et de l'entraînement, le général de brigade Henri Lasserre ; sous-chef d'état-major « études, planification et finances » à l'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Jean Wirth ; adjoint au général commandant la 2<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Yves Lafontaine ; adjoint au général commandant la 11<sup>e</sup> division parachutiste, le général de brigade Jean-Claude Gendouly ; directeur de la protection et de la sécurité de la défense, le général de brigade Claude Ascenzi ; commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie, le général de division Jean-Claude Lafontcade ; commandant la brigade franco-allemande, le général de brigade Alain Lefèvre.

● Marine - Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Christian Huet ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Pierre Sabatier-Garot (nommé sous-chef d'état-major « opérations logistiques » à l'état-major de la marine), Gilles Piron et Pierre Collinet ; commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Bernard de Cadenet (nommé di-

recteur central du commissariat de la marine) ; commissaires généraux de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Philippe Ruellan et Yves Mérie (nommé adjoint au préfet maritime pour la Méditerranée, chargé de la division « action de l'Etat en mer »).

Est nommé directeur du commissariat de la marine à Brest, le commissaire général de deuxième classe Michel Bressier.

● Air - Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Patrick Porchier (placé en service détaché au Secrétariat général de la défense nationale), Christian Escoffier et Claude Morel.

Sont nommés : commandant en second les forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Claude Bigot ; commandant en second la force aérienne de combat, le général de brigade aérienne Jacques Sivot ; adjoint territorial au général commandant la région aérienne Nord-est, le général de brigade aérienne Daniel Dubois.

● Service de santé - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Jacky Brillat ; médecin général, les médecins chefs Michel Selgoret et Henri Montet.

Sont nommés : inspecteur technique des réserves et de la mobilisation du service de santé des armées, le médecin général François De-lorme ; directeur du service de santé de la Force d'action rapide, le médecin général Bernard Colombé.

● Armement - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Pierre Pelosse, Jean Le Tallec et Pierre Lamoulen (nommé chef du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes) ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean Marcel, Jacques Kerbrat, Laurent Collet-Billon et Jean Pro-pier (nommé adjoint au sous-chef « études-planification-finances » à l'état-major de l'armée de terre).

recteur central du commissariat de la marine) ; commissaires généraux de deuxième classe, les commissaires en chef de première classe Philippe Ruellan et Yves Mérie (nommé adjoint au préfet maritime pour la Méditerranée, chargé de la division « action de l'Etat en mer »).

Est nommé directeur du commissariat de la marine à Brest, le commissaire général de deuxième classe Michel Bressier.

● Air - Sont promus général de brigade aérienne, les colonels Patrick Porchier (placé en service détaché au Secrétariat général de la défense nationale), Christian Escoffier et Claude Morel.

Sont nommés : commandant en second les forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Claude Bigot ; commandant en second la force aérienne de combat, le général de brigade aérienne Jacques Sivot ; adjoint territorial au général commandant la région aérienne Nord-est, le général de brigade aérienne Daniel Dubois.

● Service de santé - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Jacky Brillat ; médecin général, les médecins chefs Michel Selgoret et Henri Montet.

Sont nommés : inspecteur technique des réserves et de la mobilisation du service de santé des armées, le médecin général François De-lorme ; directeur du service de santé de la Force d'action rapide, le médecin général Bernard Colombé.

● Armement - Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Pierre Pelosse, Jean Le Tallec et Pierre Lamoulen (nommé chef du service des programmes navals de la direction des systèmes d'armes) ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean Marcel, Jacques Kerbrat, Laurent Collet-Billon et Jean Pro-pier (nommé adjoint au sous-chef « études-planification-finances » à l'état-major de l'armée de terre).

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

14 juillet 1997

Sophie's fourcath  
Fourteenth of July  
Love.

Miz Zaza, Mister Must, Pretty Poo,  
Marvelous Mom, Donx Daddy.

Mariages

Louise SIMON  
et ses quatre grands-parents  
sont heureux d'annoncer le mariage de

Mathilde BLOCH  
et  
Charles SIMON.

le 14 juillet 1997, à Moersdorf.  
L. 6690 Moersdorf.

Marie-Aude CADIEU,  
Christian LANDREAU,

sont heureux de faire part de leur mariage,  
célébré le lundi 7 juillet 1997.

51, rue Louis-Ullrich,  
10000 Troyes.

Décès

— M<sup>me</sup> Madeleine Fabre,  
son épouse,  
M. Edouard Fabre,  
son fils,  
Anne, sa belle-fille,  
Thomas et Marion,  
ses petits-enfants,  
et tous ses proches,  
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mario FABRE

survenu le 11 juillet 1997, à l'âge de  
soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en  
l'église du Mesnil-Saint-Denis, le 15 juillet,  
à 16 heures.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.

97, avenue Habert-de-Montmor,  
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

ESC NANTES ATLANTIQUE

Admission : 15 juillet.

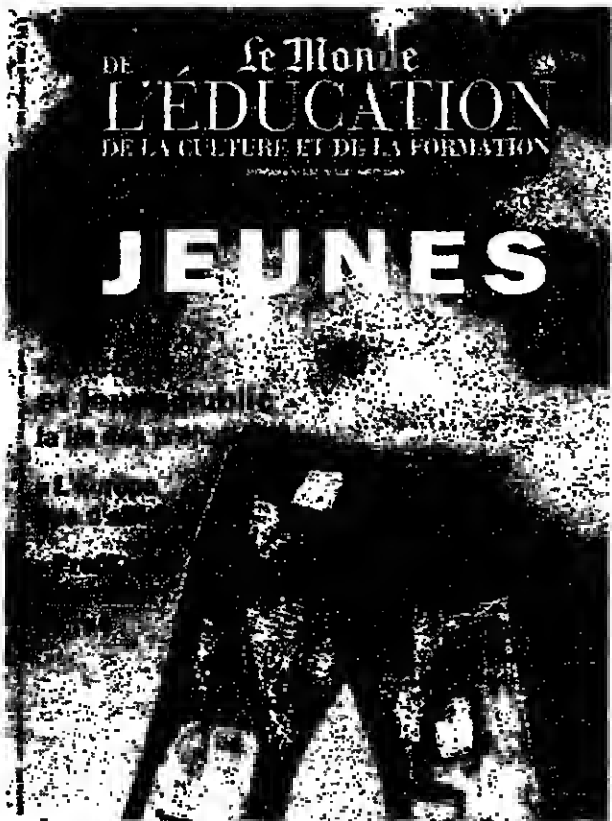
3615 LEMONDE

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du 9 juillet sont publiés :

● Accords internationaux : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 11 octobre 1995 ; un décret portant publication des amendements à la convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, adoptés à Londres le 4 novembre 1993 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique pour la promotion de la sécurité de l'aviation, signé à Paris le 14 mai 1996 ; un décret portant publication du traité d'amitié, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lettonie, signé à Paris le 2 mars 1993 ; un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine relatif à l'ouverture du consulat général de Chine à Strasbourg, signées à Pékin les 24 février et 21 mars 1997 ; un décret portant publication de l'arrangement complémentaire à l'accord de coopération technique et scientifique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République argentine en matière de formation à la recherche scientifique et technologique, signé à Paris le 4 février 1997 ; un décret portant publication de l'accord, sous forme d'échange de lettres, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Chili portant suppression de l'obligation de visa de court séjour, signées à Paris le 10 avril 1997.

● Catastrophe naturelle : un arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle dans une cinquantaine de communes de la Seine-Maritime, à la suite des inondations et des coulées de boue des 16 et 17 juin 1997.



Avec Yves Simon, Robert Abirached, Tahar Ben Jelloun, Yves Bigot, Edith Cresson, Marie Darrieussecq, François Dubet, Romain Goupil, Michel Maffesoli, Pierre Mayol, Jean-Pierre Miquel, Olivier Mongin, Michel Serres, Serge Tisseron, Jean-Pierre Vernant, Henriette Walter, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, littérature, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, télévision, etc.

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC, le mardi 22 juillet de 16 heures à 18 heures à la FNAC d'Avignon sur le thème de la création théâtrale pour le jeune public.

UNE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

arte



au Festival de Radio-France et Montpellier 1997 en collaboration avec

Le Monde

XII<sup>e</sup> RENCONTRES DE PÉTRARQUE  
LE PROGRÈS, UNE IDÉE MORTE ?

Jardin de Pétrarque, rue de la Monnaie, à Montpellier de 17 h 30 à 19 h 30

Entrée libre

Mardi 15 juillet

Peut-on faire confiance à la science ?

Débat animé par Jean Lebrun, avec Claude Allègre, Marie-Angèle Hermitte, Jean-Marc Lévy-Leblond, Benoît Massin.

Mercredi 16 juillet

Sommes-nous plus instruits et mieux informés ?

Débat animé par Jean-Pierre Langellier, avec Chantal Delsol, Thomas Ferenzi, Alain Finkielkraut, Alain Renaud.

Jendredi 17 juillet

Qu'est-ce qu'être moderne ?

Débat animé par Thomas Ferenzi, avec Jean Clair, Françoise Gaillard, Pierre Manent, Heinz Wisman.

Vendredi 18 juillet

La gauche est-elle progressiste ?

Débat animé par Marc Riegler, avec Georges Frêche, Jacques Julliard, Alain-Gérard Slama, Henri Vacquin.

Samedi 19 juillet

Peut-on être optimiste ?

Débat animé par Alain Finkielkraut, avec Jean Chesneaux, Viviane Forrester, Erik Izraelwicz, Monette Vacquin.

Ces rencontres seront diffusées du lundi 4 au vendredi 8 août 1997, sur France-Culture, de 21 h 10 à 22 h 30.

Après Hong Kong  
la petite colonie  
portugaise sera  
retrocedée  
à la Chine en 1999  
Une cérémonie  
purement formelle  
car les Portugais  
présents depuis  
1557, ont depuis  
longtemps inventé  
les Chinois invincibles  
cette capitale d'...



# HORIZONS

ENQUÊTE

## Macao déjà à l'heure de Pékin

**L**a plus ancienne colonie en terre chinoise, Macao, sera aussi la dernière à revenir à la mère patrie : dix jours avant l'an 2000, le 20 décembre 1999, les couleurs du Portugal, qui flottent sur l'enclave depuis 1557, descendront le long du mât du palais rose du gouverneur pour faire place au drapeau rouge frappé des cinq étoiles. Autrefois le plus riche comptoir occidental en Asie, Macao, ville des aventuriers-marchands, des missionnaires partant à la conquête de l'âme de la Chine, des exilés et des esclaves à la peau d'ébène de l'Afrique portugaise, mais aussi des arts et des églises, du jeu, des fumeries d'opium, des plaisirs et de leur cortège de turpitudes comme de tous les trafics, revient à la Chine conformément à un accord intervenu entre Lisbonne et Pékin en 1987, calqué sur celui, passé trois ans plus tôt, entre Britanniques et Chinois.

En dépit des règlements de comptes entre gangs dans les rues - éphémère du grand enjeu de la rétrocession : l'avenir du monopole des casinos, principale ressource de l'enclave -, et des incertitudes qui pèsent sur sa place dans l'économie régionale, le minuscule territoire (20 kilomètres carrés) s'apprête paisiblement à tourner une page de plus de quatre siècles de relations entre l'Occident latin et la Chine. La grande différence avec Hongkong, à 64 kilomètres à l'est, est l'absence d'actinisme. Le retour de Macao à la Chine se veut placé sous le signe de la coopération. Peut-être parce que la rétrocession est plus formelle que dans le cas de Hongkong : les Chinois ont toujours été ici chez eux. Si les Portugais administrent l'enclave, c'est parce que Pékin a voulu qu'il en soit ainsi. L'harmonie des relations sino-portugaises tient aussi à une bonne dose d'indifférence de Lisbonne à l'égard de sa dernière possession.

Contrairement à Hongkong, Macao ne fut pas arraché à la Chine tel un butin de guerre. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les navigateurs portugais, qui cherchaient à briser le monopole des Vénitiens sur le commerce des épices, et escomptaient les comptoirs de l'Afrique à l'Inde et à la Malaisie, se fixèrent en 1557 dans un village de pêcheurs du delta de la rivière des Perles, ramassé autour d'un temple dédié à la divinité de la Mer (A-Ma) qui prit le nom de A-Ma-kao.

Alors que l'île de Hongkong n'était qu'un rocher désert destiné à le rester trois siècles encore, les Portugais firent de la seule enclave-étrangère en terre chinoise la plus prospère cité-entrepôt de la région et un foyer de rayonnement de la civilisation latine en Asie orientale. Les fils du ciel trouvaient un avantage à la présence de ces barbares car leurs caïques mettaient en déroute d'autres barbares : les pirates chinois et japonais qui infestaient la région. Pour la Chine, les Portugais ont bénéficié d'aucune concession et encore moins d'une cession : ils étaient tolérés parce que leur présence servait les intérêts de l'Empire. Les Portugais estimaient, eux, qu'en échange de leurs services ils avaient obtenu un droit souverain sur l'enclave. C'est sur ce malentendu que Macao a prospéré et connu son « âge d'or » jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Ce n'est qu'en 1887 que la Chine, affaiblie par la guerre de l'opium et dépeçée par les Britanniques et les Français (lesquels avaient caressé l'idée, inacceptable pour Londres, d'échanger Macao contre une de leurs possessions en Afrique), reconnut au Portugal l'« occupation perpétuelle » du territoire. Mais l'heure de gloire de Macao était passée et la petite enclave commençait à s'assombrir sur les rives du Temps. Le jeu, le commerce de l'opium, les trafics et la corruption allaient en faire une cité sentant le souffre. Macao, qui se déroulait comme un film jammé le long de sa baie sa-

**Après Hongkong, la petite colonie portugaise sera rétrocédée à la Chine en 1999. Une cérémonie purement formelle car les Portugais, présents depuis 1557, ont depuis longtemps laissé les Chinois investir cette capitale du jeu**

blonneuse, restait une ville unique par ce métissage qui fait voisiner l'exquis théâtre Dom Pedro V, comparable à la Fenice de Venise, et les toits recourbés du temple Lin Fong, dont le rouge vermillon semble frémir dans les effluves d'encens. Goa est une ville européenne dont l'« indigénité » est absente, mais Macao avait su combiner les influences pour créer une harmonie qui lui était propre.

Le coup d'Etat du 25 avril 1974 à Lisbonne, qui jeta bas le régime Castano, sortit brusquement ce monde suranné de sa torpeur politique. A la réception du télégramme de la junte annonçant qu'elle avait pris le pouvoir, les soldats de la garnison de Macao se retrouvèrent les armes à la main. Ils les reposèrent vite. Défendre quoi ? Personne ne réclamait rien. Le soleil se couchait sur le vaste empire colonial du Portugal, mais Macao n'avait qu'une hantise : le changement. Les jeunes officiers mandatés par

Lisbonne, qui débarquèrent dans l'enclave en décembre 1974 la tête farcie des idéaux de la « révolution des œillets », furent étonnés : personne n'attendait de « libérateurs ».

**M**ACAO allait poser à Lisbonne un problème plus complexe que la Guinée-Bissau, le Mozambique, l'Angola ou même le Timor-Orientale, rattaché par la force à l'Indonésie : trouver une formule qui, en rompant avec le « colonialisme », soit compatible avec la « volonté » de la population chinoise, - ou plus exactement de l'élite pro-Pékin parlant en son nom. La Chine maoïste n'était pas disposée à prendre la suite du Portugal : un retour de Macao risquait, en effet, de provoquer une réaction de panique à Hongkong dont les banques et le commerce étaient essentiels à l'économie chinoise. Pékin ne voulait en aucun cas voir s'installer à ses portes un de ces régimes sociaux-démocrates

abhorrés et qui, de surcroît, aurait pu « flirter » avec Moscou. « Ces jeunes officiers et leurs idées « saugrenues » nous ont fait peur. La révolution ne s'importait pas, surtout en Chine. » C'était en 1976. L'homme qui ouais tenait ces propos en srotant un thé sur une véranda ouvrant sur la Baie Graode - et domloant sur sa droite la résidence du gouverneur portugais en contre-bas -, était le banquier Ho Yin, l'« homme de Pékin » à Macao. « Capitaliste patriote », il représentait l'enclave à l'Assemblée provinciale de Canton et siégeait au Congrès du peuple à Pékin. M. Ho était serelin : Lisbonne venait d'accorder à Macao un statut autonome. L'enclave restait sous la législation portugaise, mais serait indépendante et le pouvoir remis à une assemblée législative désignée au suffrage indirect. Les Portugais auraient voulu des élections directes, mais Pékin avait fait valoir que la « population » préférerait se prononcer par l'entremise de ses associa-

tions (une élection directe eut été un mauvais exemple pour Hongkong). Depuis, le ombre des membres de l'Assemblée est passé à vingt-six, dont huit sont élus au suffrage direct.

« Lorsque Pékin éternue, Moco tremble, mais lorsque Lisbonne rugit, rien ne se passe. » La plaisanterie qui courait alors à Macao se confirmait. Bien que portugaise, l'enclave n'avait jamais cessé de vivre à l'heure de la Chine. Dans les rues, la propagande maoïste voisina avec l'heure des messes et les journaux communistes étaient présents sur tous les étals.

**R**IEN ne s'était jamais décidé à Macao sans l'aval de la Chine : pas plus la réglementation des pétards du Nouvel An qu'une augmentation des tarifs d'électricité. En 1966-1967, les murs de Macao s'étaient couverts de journaux muraux et les émeutes de la révolution culturelle firent huit morts. Les autorités portugaises ne purent calmer les esprits qu'en promettant que, jamais plus, la police n'utiliserait les armes contre la population. Déjà, Lisbonne avait proposé de restituer Macao. « Vous y êtes et vous y restez jusqu'à ce que l'on vous dise de partir », avaient répondu les Chinois. Les Portugais sont restés, mais la leçon était faite : ils n'étaient que nominale-ment maîtres de la place. Pour la Chine, l'enclave, plus discrète que Hongkong, était propice aux trafics et source de devises. En 1979, lors de la normalisation des relations sino-portugaises, Pékin déclara que Macao était un « legs de l'histoire » et que son sort serait « réglé en temps opportun ».

Depuis, Pékin n'a pas plus « éternué » et Macao n'a plus « tremblé ». Afin que rien n'entache cette sérénité, les Portugais ont prestement enlevé la statue équestre du gouverneur João Ferreira de Amaral, cravache à la main, qui trônait devant l'Hôtel-Casino Lisboa. Ce farouche patriote, qui avait perdu un bras au champ de bataille et gouverna Macao de 1846 à 1849, avait, dit-on, la fâcheuse habitude de cravacher les Chinois récalcitrants. Il fut tué dans une embuscade et sa tête décapitée portée en triomphe à Canton. En 1990, Pékin signifia qu'il fallait retirer cet « inacceptable symbole du colonialisme ».

Une autre plaisanterie résume le rapport de forces qui s'est imposé dans l'enclave depuis qu'a été décidée la rétrocession. Il y a, dit-on, trois gouverneurs : l'émis-saire du Portugal est le seul à avoir le titre, mais, s'il a besoin d'argent, il doit se tourner vers un autre « gouverneur » (Stanley Ho, le milliardaire chinois qui détient le monopole des jeux) puis vers un troisième (le directeur de l'agence Chine nouvelle, ambassadeur officieux de Pékin) pour avoir la permission de le dépenser.

Depuis 1990, la Chine a massivement investi Macao avec ses capitaux. Pour ne pas croiser le fer avec Pékin, les autorités portugaises ont laissé la bride sur le cou aux spéculateurs qui ont transformé cette cité unique en une « Sarcelles-sur-Mer » et sacrifié la magnifique Baie Grande en échange de la restauration de deux cent cinquante édifices de l'âge colonial.

C'est de Chine que proviennent 50 % des investissements pour le nouvel aéroport (entré en activité en 1996) et les deux cinquièmes des dépôts bancaires. Mais fin 1993, Pékin a fermé le robinet de l'argent facile et la frénésie bétonneuse est retombée d'un coup : des immeubles sont inachevés et 30 000 appartements sont vides. « Lisbonne ne dépense pas un centavo à Moco, et il fallait bien trouver un compromis avec ceux qui tirent les cordons de la bourse », dit un fonctionnaire portugais.

C'est depuis qu'ils savent qu'ils doivent restituer Macao que les Portugais se sont intéressés à l'enclave. Ils se partagent en deux courants : les partisans d'une valorisation de l'héritage humaniste et architectural d'une cohabitation sino-lusitanienne quatre fois séculaire et ceux qui veulent tirer le maximum de profits avant de plier bagages.

Du courant des « rapaces » sont symptomatiques les dérives de la Fondation Orient (Fundação Oriente) et la coupable complicité de célèbres architectes portugais au saccage de Macao. Créée juste avant l'accord de rétrocession, la Fondation Orient, financée sur les profits des casinos, était destinée à promouvoir la présence culturelle portugaise :

« Lorsque Pékin éternue, Macao tremble, mais lorsque Lisbonne rugit, rien ne se passe »

elle servit en réalité à alimenter une « caisse noire » du parti socialiste de Mario Suarez. A la suite du scandale (le précédent gouverneur est poursuivi en justice à Lisbonne), Stanley Ho a suspendu des contributions (210 millions de dollars entre 1986 et 1995).

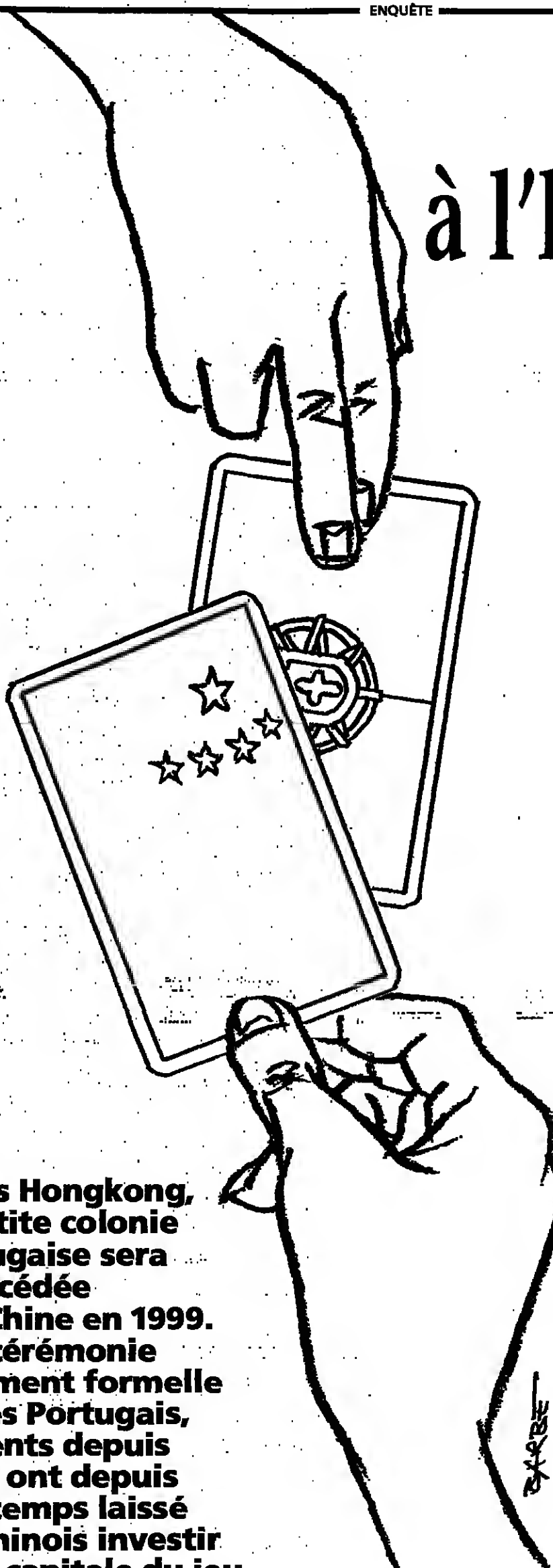
Aux termes de la déclaration de rétrocession, les Portugais ont obtenu le maintien à Macao de la législation la plus libérale d'Asie - dont un code pénal qui proscriit la peine de mort. Et outre, contrairement à Hongkong, il n'y aura pas de troupes chinoises stationnées à Macao. Lisbonne a, de son côté, été plus généreuse que Londres en accordant la nationalité portugaise à tous ceux qui sont nés avant 1981. Un quart des 400 000 habitants de Macao ont un passeport portugais (dont 5 000 Portugais européens). Mais Pékin, ne reconnaissant pas la double nationalité, considère que ce document n'est valable qu'à l'extérieur : en Chine, son détenteur est chinois. Le sort des Mocaneses (35 000), c'est-à-dire des sang-mêlé ou des personnes ethniquement chinoises mais portugaises par leur culture, est précaire. Et la majorité pense partir. Or ce sont surtout des Mocaneses qui font tourner la machine administrative.

L'aveoir des institutions comporte une autre inconnue : le Portugal a tardé à former une élite de bureaucrates (des juges, en particulier) capables de faire respecter les lois qu'il fait fébrilement traduire (98 % des habitants ne parlent pas un mot de portugais). Lisbonne mène une course contre la montre suivie avec ironie par les autorités de Pékin, certaines que le temps joue en leur faveur. Ng Kuok-cheung, membre de l'Assemblée législative, fait valoir que s'il n'y a pas de frictions avec Pékin sur le fonctionnement de la démocratie, c'est que celle-ci reste embryonnaire.

A ces inconnues politiques s'ajoute un autre enjeu : la place de Macao dans l'économie régionale. Une capitale du jeu comme aujourd'hui ? Un centre touristique, « Disneyland » en terre chinoise ? Une banlieue de Zhuhai, pôle d'une zone d'économie spéciale devenue une ville de 650 000 habitants ?

Une porte pour l'Europe continentale en Chine ? Confetti longtemps oublié de l'histoire, Macao est reprise par son rattachement à quelle destinée l'entraîne-t-elle ?

Philippe Pons  
Dessin : Barbe





# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-52-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## La défense en panne

LES propos de Jacques Chirac, la veille du 14 juillet, devant les chefs militaires réunis par Alain Richard au ministère de la défense, ont un double intérêt. Ils se veulent un rappel – peu discret – au gouvernement que le chef de l'Etat reste aussi celui des armées, c'est-à-dire l'ultime arbitre en matière de choix stratégiques. Ils expriment aussi un message – beaucoup plus sombre – en direction du ministre de la défense, pour lui indiquer qu'il pourra compter sur son soutien si, au sein même de l'actuel exécutif, il devait y avoir débat sur la nécessité de réduire les crédits militaires, compte tenu de la situation budgétaire.

Depuis 1996, la France est lancée dans une vaste entreprise de rénovation de sa force armée, avec la suspension du service national et la professionnalisation de son outil industriel de défense, avec des projets de restructuration qui touchent aussi bien la branche nationalisée que le secteur privé de l'armement.

Or, aujourd'hui, dans ces deux dossiers, l'esprit de la réforme serait plutôt en panne. Le changement de majorité n'en est pas la seule raison. Le gouvernement précédent, la comme ailleurs, a sous-estimé les obstacles de tous ordres qui se dressaient sur son chemin. La professionnalisation des armées n'est pas – maints exemples à l'étranger l'ont démontré – une mince affaire. Un regroupement des forces industrielles prend du temps parce qu'il peut s'accompagner de conséquences

souvent dures sur l'emploi. Même le modèle américain, dicté par des actionnaires désireux d'obtenir des gains rapides et immédiats, prouve la nécessité d'un chef d'orchestre – en la circonstance le Pentagone – susceptible de passer les achats adéquats.

C'est tout l'enjeu du débat qui s'amorce en France, à l'heure où Lionel Jospin, falsant les comptes de la gestion de son prédécesseur, a choisi d'ampagner de 1,8 milliard de francs le budget 1997 de la défense et, sans doute, de 5 à 6 milliards de francs les crédits de 1998. M. Chirac a visiblement tenu, en début de cობatation, à rappeler qu'il ne peut pas y avoir de retour en arrière sur la programmation militaire 1997-2002, adoptée par le Parlement en 1996 et déjà fortement réduite par rapport aux besoins approuvés du temps de François Mitterrand. Sinon, c'est sa crédibilité de chef des armées qui est en cause, alors qu'il n'a cessé de répéter qu'il s'engageait personnellement à faire respecter cette loi, qui s'achève en principe avec son septennat.

Pour l'instant, M. Richard réplique sur deux modes différents à propos d'un domaine partagé de responsabilités. Non seulement, explique-t-il, le gouvernement ne s'interdit pas de pratiquer les choix qui conviendraient, mais il ajoute aussitôt qu'il n'aborde pas la question « uniquement par le biais de l'indépendance » et qu'il s'agit, pour lui, de maintenir la cohérence du système de défense. Une façon d'esquiver le piège que lui tend le chef de l'Etat.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani, directeur général ; Jean-Pierre Pernaut, directeur général adjoint ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Fénail  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lévêque, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurence Gollmann, Erik Izard, Michel Kohnen, Bertrand Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Reynaud  
Rédacteur en chef technique : Eric Azam  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pommerehne

Médiateur : Thomas Fereczi

Directeur éditorial : Eric Paillasson ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Autres directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaître (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.  
Le Monde Presse, Kios Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### L'expansionnisme russe

LES RUSSSES ont utilisé trois moyens de pénétrer dans l'économie des pays de l'Est, trois moyens qui leur ont été fournis par la situation résultant de la guerre.

Les accords de Potsdam ont autorisé chaque allié à saisir au titre des réparations les avoirs allemands qui se trouvaient dans les territoires occupés par leurs armées. La Russie se trouvait donc *ipso facto* en possession de toutes les participations allemandes, largement développées depuis 1938, dans les affaires économiques des pays du Danube : cette clause de Potsdam assurait déjà une place de choix à l'URSS dans l'économie danubienne.

Accroître ces participations, en obtenir de nouvelles, tels furent les objectifs de l'expansionnisme russe dans le domaine financier. Les accords de réparation fournirent aux Russes une seconde oc-

casion. Une partie des réparations fut en effet imposée par certains des anciens satellites de l'Axe aux grandes entreprises nationales. Celles-ci s'acquittèrent de leurs obligations en cédant à l'occupant une part de leur capital.

Enfin, ultime moyen, les Russes ont profité de l'état de désorganisation économique des pays vaincus pour leur imposer, en les aidant à reconstruire leurs industries, la formation de sociétés mixtes englobant toute une branche économique. Dans ces sociétés, la Russie s'est assurée souvent une majorité absolue, la part russe de ces sociétés étant constituée d'une part par les avoirs allemands saisis, d'autre part par le matériel fourni par l'URSS.

Bertrand Gille  
(15 juillet 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-56

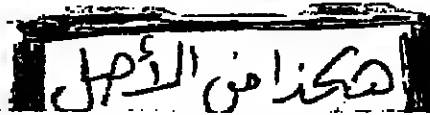
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compact Disc : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78



## L'ETA délégitimée

L'ORGANISATION séparatiste ETA, en tirant les deux balles qui ont mis fin à la vie de Miguel Angel Blanco Garrido, le jeune conseiller municipal enlevé le 10 juillet, vient-elle de se « suicider » comme l'ont écrit plusieurs commentateurs ? Sans doute pas. Mais l'écho de ces deux détonations qui ont réveillé, ne serait-ce que quelques jours, la conscience « nationale » espagnole, toujours un peu diffuse, d'un pays fortement ancré dans ses autonomies régionales, n'a pas fini de se faire entendre.

En témoignent les extraordinaires rassemblements de solidarité qui, dès jeudi soir, ont jeté des centaines de milliers de protestataires dans les rues, non seulement dans les provinces basques, mais dans le pays tout entier. La conscience nationale a été particulièrement blessée par cette « chronique d'une mort annoncée » qui, plus qu'une prise d'otage, avait tout, en raison de sa brutalité et de l'ultimatum sans délai, « de la mise en scène d'un véritable assassinat » (M. Mayor Oreja).

LOGIQUE DÉVOYÉE  
Vaire d'une « vengeance » : le 1<sup>er</sup> juillet, la Guardia Civil avait libéré un autre otage, le gardien de prison José Antonio Ortega Lara, détenu pendant 532 jours dans une cachette de moins de 7 m<sup>2</sup>. Quelques heures auparavant, l'ETA elle-même avait relâché un autre otage, l'avocat Cosme Delacrua, libéré après le paiement d'une rançon record d'un milliard et demi de pesetas (60 millions de francs environ).

Après avoir réussi son enlèvement « économique », l'organisation séparatiste ne pouvait-elle admettre avoir échoué dans son enlèvement « politique » ? Pour libérer le gardien de prison, l'ETA réclamait déjà au gouvernement qu'il regroupe au Pays basque les

quelque 600 prisonniers proches des milieux séparatistes qu'il détient, dans des conditions d'exception, il est vrai, discutables. La même revendication que celle qui, insatisfaite et impossible à satisfaire en un aussi court délai, a entraîné l'assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido.

UNE SOCIÉTÉ PARALLÈLE  
Pourquoi cette mort préméditée du jeune conseiller municipal ? Certains l'expliquent par le besoin de l'ETA de faire savoir immédiatement que sa capacité d'action et sa volonté demeurent intactes, même si l'organisation a subi, ces derniers temps, de rudes revers. D'autres préfèrent y voir le geste désespéré d'un groupe en perte de vitesse qui doit satisfaire ses partisans, entre autres les familles de ses prisonniers, dont les exigences se font de plus en plus pressantes, sous peine de laisser le doute s'insinuer.

L'on en revient à cette notion de vengeance, de logique de pouvoir dévoyée qui ignore certaines réalités... à commencer par la démocratie espagnole. Même si cette dernière, entre certaines bavures et vexations policières, et le terrorisme d'Etat de la « sale guerre » du milieu des années 80, qui fit une vingtaine de morts dans les milieux séparatistes du sud de la France, a connu de nombreuses déviations.

Cette logique, qui ne semble pas avoir changé depuis la dictature, s'appuie sur un mélange de revendications nationalistes et de rejet du système politique. Douce à quinze pour cent des électeurs basques y souscrivent, ceux-là mêmes qui votent, par exemple, pour Henri Batasuna, la vitrine politique de l'ETA. Un parti politique officiel qui a participé au jeu démocratique, tout en pratiquant longtemps l'art ambigu de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans son soutien à l'organisation séparatiste basque.

Mais depuis quelques mois, la barrière est franchie, semble-t-il. Avant d'être en butte à l'opinion publique ulcérée qui, ces derniers jours, l'a accusée de « complicité d'assassinat », Henri

Batasuna a eu maille à partir avec la justice pour « collaboration avec une bande armée », pour avoir diffusé, pendant les dernières élections législatives, des bandes vidéo qui faisaient la propagande de l'ETA.

Si Henri Batasuna est visé, la KAS (Coordinadora Abertzale Sozialista) l'est plus encore. Cette nébuleuse qui regroupe diverses associations séparatistes est le terreau, la réserve vitale de l'ETA. Elle fonctionne comme une société parallèle, un microcosme clos de 15 % de la société basque, tourné vers le passé et qui vit en circuit fermé, avec ses combats, ses « martyrs », son syndicat (Lab), son journal *Egin*, ses bars et cafés. « Un bubon ou flonc de notre société, qui s'ouït et se rétro-alimente, confiait au Monde José Antonio Ardanza, le chef du gouvernement basque, un bubon sur lequel on n'a aucune prise, mais qui empêche le sang de toute la société. »

### PRISES DE CONSCIENCE

D'où la tentation de certains d'aller, sous le coup de l'indignation, « arracher le bubon », attitude dangereuse qui ne pourrait que servir la logique de l'ETA. A moins – ce serait le miracle de ces trois jours d'intense solidarité – qu'au sein de Henri Batasuna, cette dernière exaction de l'ETA qui a assassiné, avec une froide ironie involontaire, « ou non de la défense des droits de l'homme de ses prisonniers », ne parvienne aussi à provoquer quelques prises de conscience.

Coupés de son terreau sociologique, l'organisation séparatiste basque serait alors peut-être acquiescée au changement. Déjà, des voix – isolées et timides – se sont élevées dans les milieux séparatistes ; les dirigeants du vieux Parti nationaliste basque qui fut, il y a longtemps, la matrice de l'ETA, avant de devenir l'allié intéressé mais embarrassé du gouvernement conservateur, ont enfin pris leurs distances. Si l'ETA ne s'est pas suicidée, elle s'est sans doute gravement délégitimée.

Marie-Claude Decamps

## AU COURRIER DU MONDE

### LES PRÉTENTIONS DE PÉKIN

Dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, la Chine a repris le contrôle de Hongkong. Jusqu'où vont les prétentions de Pékin ? Toutes proportions gardées, l'Allemagne de 1935 a récupéré la Saxe, dans des conditions analogues, par la négociation, l'Allemagne n'avait pas jusque-là manifesté d'ambition belliqueuse et s'était « contentée » de repérer son opposition intérieure. Ensuite, réarmée, elle a multiplié les agressions : un pays peuplé de germanophones, l'Autriche ; un autre comprenant une forte minorité, les Sudètes de Tchécoslovaquie, enfin, un pays non allemand, la Pologne. Toutes proportions gardées, la Chine prétend, d'ores et déjà, obtenir le rattachement de Taïwan, les îles Spratly et Paracels, la mer de Chine méridionale. Elle ne renonce pas à exercer son protectorat sur l'Indochine, des incidents de frontières ont déjà eu lieu avec le Vietnam (...). Il faudra faire preuve de fermeté et de diplomatie pour persuader la Chine qu'elle peut devenir une puissance économique mondiale de premier plan sans Taïwan ni les îles de la mer de Chine. Et en faisant l'économie d'un troisième conflit, incontrôlable parce que mondial.

Michel Godet,  
Neuilly-sur-Seine

### MINISTRE DE LA TECHNOLOGIE

Serait-ce M. de Viré qui a été oublié ou le ministre « Internet » (Le Monde du 12 juin) ? Car il semble évident que M. Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a en charge précisément... la technologie, donc les technologies de l'information et de la communication, donc Internet (qu'il conviendrait, soit dit en passant, de ne pas confondre systématiquement avec l'ensemble du dossier informatique, dans l'éducation nationale et ailleurs). Nous sommes nombreux à nous réjouir qu'un même ministre réunisse la recherche, la technologie et l'éducation. C'est un gage de développement dans la durée.

Jacques Baudry,  
Paris

## Malentendus et malentendants

suite de la première page

Est-ce qu'un ministre a le pouvoir magique de renverser cette situation, de créer solistes, orchestres, opéras exceptionnels ? Je veux prendre l'exemple de 1981 où, sur l'impulsion de Jack Lang au ministère de la culture, un certain nombre de projets capitaux ont été pensés et réalisés dans tous les azimuts : l'Opéra Bastille, la Cité de la musique à la Villette avec le Conservatoire, le Musée de la musique, la salle modulable, le Zénith. Voilà bien des outils, et des outils de premier ordre, mis à la disposition de la vie artistique dans un laps de temps remarquablement limité. Outre cette partie spectaculaire, des efforts ont été consacrés à l'enseignement, la création et la diffusion de la musique. Jamais la situation n'avait été fonctionnellement meilleure.

Mais là s'arrête le pouvoir de l'Etat. Le parallèle avec le sport est tentant : le ministre n'a pas pour tâche de créer les champions, pas plus qu'il n'en a la capacité. Pour s'en consoler, à chaque revers, revient cette formule cocasse mais bien française : perdre, peut-être, mais avec panache ! C'est vraisemblablement ce contentement de soi très séduisant qui crée le décalage entre les outils et les résultats qu'on en obtient.

La situation était-elle très différente dans le passé ? Y avait-il vraiment un âge d'or en dépit des outils défectueux ou inexistantes ? Le génie, ou plus humblement le talent, naïf ou il est, quand il veut, grâce aux circonstances ou en dépit d'elles. Aucune administration, fût-elle la plus vigilante, ne saurait remédier à l'inégalité du don, aux injustices du sort. Pour autant l'Etat doit-il jeter l'éponge en prenant ce prétexte pour ne pas agir ?

On se plaint soit que l'Etat ne fasse rien, ou pas assez, et laisse en déséquilibre son potentiel, soit qu'il en fasse trop et privilégie un art officiel aux dépens des indépendants laissés pour compte. Il est vrai que

le rapport entre l'Etat et les institutions musicales revêt un caractère typiquement français qui étonne souvent dans un bon comme dans un mauvais sens, les observateurs étrangers. Ils font volontiers remarquer qu'avec le budget dont la vie musicale dispose dans son ensemble, le niveau artistique devrait être au plus haut. Pourquoi n'est-ce pas toujours le cas, compte tenu des déficiences individuelles qui sont le lot de toute organisation globale ?

Il faudrait que les responsables, administratifs ou artistiques, de la vie musicale, se décident à renverser le proverbe et l'adoptent sous la forme : « Le ciel t'a aidé, aide-toi ! »

Observons la situation des orchestres : on entend souvent dire que la sécurité de l'emploi crée la négligence artistique. Il est vrai que les orchestres londoniens ont une existence infiniment plus précaire et plus laborieuse que les formations parisiennes, mais les orchestres allemands ou américains ont aussi leur existence confortablement assurée. Le confort n'empêche pas forcément la baisse de niveau.

Nature argument : tout est exagérément centralisé et il existe encore, et malgré tous les efforts accomplis, une différence d'attraction entre la pléthore de Paris et le désert des régions. Si la France n'est pas l'Allemagne dans la distribution des ressources, elle se rapproche beaucoup de l'Angleterre où régions et capitale, malgré le centralisme, se situent dans un équilibre étonnant du cliché du zéro et de l'infini. Quant à la qualité individuelle, elle est au moins aussi

irréprochable au même niveau que dans les autres pays ; tout au plus, comme partout, y a-t-il des hauts et des bas dans le recrutement si l'on n'y veille pas en permanence, et même la vigilance la plus soignée peut, un jour ou l'autre, se laisser tromper.

Alors, à qui la faute ? De deux ordres : artistique et administratif. Je crois que souvent l'on confond chez nous discipline et corvée. Ce n'est pas renoncer à soi que de se plier au travail collectif et reconnaître l'importance du groupe et de sa cohésion. L'éducation musicale doit y préparer de longue date : dans cet ordre d'idées, nous payons des décennies de négligence et d'incurie. En outre, la fusion d'un ensemble ne sera véritablement obtenue que si la tête artistique est vraiment, absolument responsable et capable d'assumer sur le long terme cette responsabilité ; sans un échange permanent, la vie d'un ensemble est vouée à une existence chaotique et à un niveau fluctuant. Mais à force de fluctuer, on s'enfoncé et on coule...

Pour supporter ces exigences artistiques, il faut des qualités administratives très spécifiques qui sont, dans notre pays, comme dans tous les autres, extrêmement rares et difficiles à trouver. Former des administrateurs artistiques serait une tâche urgente. Rien n'est plus démoralisant pour un groupe qu'un manque de direction, qu'une absence de dialogue : l'activité paraît alors sans autre but véritable que d'occuper le temps de travail. Le musicien devient une sorte de courtrois de transmission inerte, mal employée, ne remplissant pas sa véritable fonction. Comment veut-on atteindre, même sporadiquement, l'excellence si la motivation est absente ? Favoriser l'apprentissage de ce métier d'administrateur en développement, par exemple, des échanges avec l'étranger serait du ressort du ministère de la culture, car on ne peut apprendre que par la pratique, en observant et comparant les diverses manières de faire, selon les individus, les institutions et les pays.

Enfin, je crois qu'il revient aux tutelles de penser à longue échéance et dans la continuité.

Pierre Boulez



**ASIE** Les devises malaisienne, indonésienne et singapourienne ont été attaquées, lundi 14 juillet, après la dévaluation du peso philippin, vendredi, et la décision thaïlandaise

de laisser flotter le baht, le 2 juillet. ● LE RINGGIT malaisien est tombé jusqu'à 2,5520 pour 1 dollar et il a dû être défendu par la banque centrale. En Indonésie, la marge de fluctua-

tion de la roupie, descendue jusqu'à 2,471 pour 1 dollar, a dû être élargie. ● LA HAUSSE DU DOLLAR américain, auquel les monnaies asiatiques étaient accrochées, force ces pays à

dévaluer brusquement les uns après les autres. Jusqu'ici, la politique d'ancrage au dollar avait fait bénéficier cette zone d'une grande stabilité monétaire utile à son décollage

économique. ● Le JAPON s'inquiète de ces dévaluations, qui menacent ses intérêts industriels délocalisés dans la région. Tokyo veut prendre la tête des opérations de sauvetage.

## La crise monétaire se propage de la Thaïlande aux autres « dragons »

Après les devises thaïlandaise et philippine, la spéculation s'attaque au ringgit malaisien et à la roupie indonésienne. La hausse du dollar américain force les pays de la région à décrocher brutalement leurs monnaies pour les laisser flotter

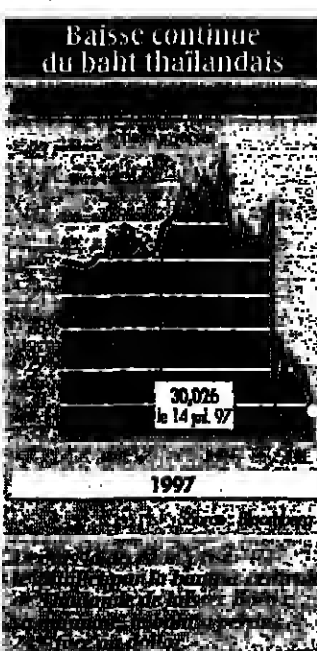
**LE MIRACLE** économique asiatique est-il en danger ? La question commence à se poser depuis que les « nouveaux dragons » (Thaïlande, Philippines, Malaisie, Indonésie et Birmanie) sont confrontés tour à tour à une vague de déflation et de spéculation contre leurs devises. La Thaïlande, le 2 juillet, et les Philippines, le 11 juillet (*Le Monde* du 12 juillet), ont fini par céder face à la pression des marchés et laisser flotter leurs monnaies, liées auparavant à un ensemble de devises dans lequel le dollar était prédominant. Depuis la fin de la semaine dernière, c'est au tour de la Malaisie et, dans une moindre mesure, de l'Indonésie et de la Birmanie d'être victimes d'attaques massives.

Le ringgit malaisien est tombé, lundi 14 juillet, à son plus bas niveau depuis dix-sept mois face au dollar, à 2,5510 pour un billet vert. La banque centrale de Kuala Lumpur a encore relevé ses taux d'inté-

rêt à trois mois, à 14,4 %, contre 11,1 % vendredi.

La roupie indonésienne a touché, toujours lundi, son plus bas niveau historique face au billet vert, en dépit de la décision prise vendredi par la banque centrale de Djakarta d'élargir les bandes de fluctuation de sa devise de 8 % à 12 % afin de désamorcer la spéculation. Enfin, le peso philippin a perdu à nouveau du terrain (à 29,75 pour un dollar) après avoir baissé de 11,5 % vendredi et le baht thaïlandais a encore cédé 1 %, à 30,425 pour un dollar, la devise thaïlandaise abandonnant 24 % face à la monnaie américaine.

La crise a pris suffisamment d'ampleur pour que le Fonds monétaire international (FMI) et le Japon interviennent officiellement afin de rétablir la confiance et de garantir, notamment à la Thaïlande, l'épicerie du système, des garanties de refinancement de sa



dette à court terme. Le FMI avait indiqué, vendredi, qu'il se félicitait de la décision prise par Manille de laisser flotter le peso et qu'il était prêt à fournir des ressources financières. Michel Camdessus, le directeur général du FMI, va recommander au conseil d'administration du Fonds d'approuver l'extension d'un crédit aux Philippines, qui vient à terme le 23 juillet et d'examiner la mise à disposition « de ressources financières additionnelles ».

### TENTATIVES VAINES

L'institution internationale s'est montrée plus discrète sur la Thaïlande. Deux missions du Fonds sont toutefois parties pour Bangkok, chargées d'une « assistance technique ». Et surtout, le Japon semble avoir décidé de prendre les choses en main en annonçant déjà un soutien d'un milliard de dollars. Par ailleurs, les autorités monétaires de Singapour et de Hong-

kong, qui étaient déjà intervenues en mai pour tenter, en vain, de défendre le baht, auraient à nouveau injecté des capitaux pour soutenir la monnaie thaïlandaise.

« Le Japon est le dernier recours pour la Thaïlande », explique Yoka Kou, un économiste en charge de la Thaïlande à l'Institut Yamaichi Research à Tokyo. « Le Japon est le seul pays en Asie qui peut apporter l'aide nécessaire, considérant ses réserves en devises et son influence dans les institutions internationales », ajoute-t-il. Le Japon est de loin le premier partenaire commercial de la Thaïlande et le premier investisseur dans ce pays.

La vague de déflation des investisseurs internationaux à l'égard des « nouveaux dragons » reflète des doutes grandissants sur la pérennité du développement économique ultra-rapide de l'Asie du Sud-Est. Le ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois, lié à la fois à la hausse du dollar et

à la mise en place de politiques monétaires et budgétaires restrictives pour éviter la surchauffe, révèle des déséquilibres structurels dans bon nombre de pays de la région. La Thaïlande en est l'exemple le plus frappant : victime à la fois d'un déficit croissant de sa balance des paiements courants, d'une baisse sensible de ses exportations et d'une grave crise immobilière et bancaire. En laissant filer sa devise, Bangkok, tout comme Manille d'ailleurs, se redonne un peu d'oxygène en tentant de favoriser les exportations et en abaissant des taux d'intérêt trop élevés qui asphyxiaient leurs économies.

### FUITE DES CAPITAUX

Mais en laissant filer leurs devises, ces pays prennent le risque de faire fuir les capitaux et d'avoir les plus grandes difficultés à trouver des sources indispensables de financement à l'étranger, faute d'une épargne locale suffisante. Le processus qui avait failli coïncider en janvier 1995 le Mexique à la banqueroute n'est pas très différent de celui que traverse la Thaïlande aujourd'hui : une fuite des capitaux et une baisse rapide de la valeur de la monnaie qui met les pays dans une situation toujours plus difficile pour faire face aux échéances de sa dette. La dette thaïlandaise à court terme et en devises représente 50 % de son endettement total estimé 93 milliards de dollars.

Sur un plan plus fondamental, les « nouveaux dragons » doivent gérer une délicate transition qui les condamne à se lancer dans des activités économiques à plus forte valeur ajoutée. Ils subissent aujourd'hui, dans les industries grandes consommatrices de main-d'œuvre bon marché, une concurrence très forte de pays où le niveau de vie est plus faible comme la Chine, le Vietnam, le Cambodge, le Sri Lanka et l'Inde. La mondialisation est impitoyable.

Philippe Pons

Eric Leser

## Tokyo veut jouer un rôle central dans le plan de sauvetage du baht

### TOKYO

de notre correspondant

Les intérêts politiques et économiques japonais en Asie du Sud-Est sont trop importants pour que Tokyo ne soit pas préoccupé au premier chef par les crises monétaires de la région. On craint, dans les milieux financiers nippons, qu'après le baht thaïlandais, puis le peso philippin, le dollar de Hongkong et le dollar de Malaisie, deux monnaies elles aussi ancrées sur le dollar américain, ne deviennent les nouvelles victimes des spéculations.

Estimant que l'épicentre de la crise est la Thaïlande, les autorités financières japonaises ont arrêté, en concertation avec le Fonds monétaire international, une série de mesures de soutien au baht comportant des prêts de la Banque d'import-export et l'octroi par les banques privées de facilités de crédit pour un montant total de 20 milliards de dollars dont les Japonais fourniront plus de la moitié. Le programme de soutien au baht devrait être annoncé au cours de la visite à Tokyo du ministre des finances et des affaires

étrangères thaïlandais les 17 et 18 juillet. La première préoccupation des japonais est d'indiquer clairement aux marchés qu'ils fourniront au gouvernement thaïlandais les moyens de défendre sa monnaie. Tokyo veut écarter le risque d'une crise du type de celle qui a conduit le Mexique en 1995, qui pourrait cette fois être d'ampleur régionale.

### INTÉRÊTS MENACÉS

C'est la première fois que le Japon prend l'initiative d'un tel plan de coopération multilatérale, destiné à prévenir une crise financière régionale. « Le Japon a tout intérêt à apparaître le leader dans le plan de stabilisation du marché financier thaïlandais, avant les Américains ou les Européens, s'il veut asseoir son rôle de puissance dominante dans la région », estime Minoru Tanaka, un économiste du Centre de recherche NIKKO, cité par l'agence Bloomberg. Dans le cas du Mexique, ce sont les États-Unis qui avaient été à l'origine du plan de sauvetage de 50 milliards de dollars.

L'aggravation de la confusion monétaire en

Thaïlande menace en outre directement les intérêts nippons : sur les quelques 90 milliards d'endettement extérieur de Bangkok, 30 à 40 % sont constitués par des emprunts auprès de banques japonaises. Bien que les engagements des banques japonaises en Thaïlande constituent une part importante de l'endettement de ce pays, leur montant ne représente que 1 % du total des prêts des vingt premières d'entre elles.

On craint surtout, à Tokyo, que la poursuite de l'affaiblissement du baht n'ait un effet boule de neige et entraîne à la baisse les autres monnaies. Or, le Japon sera directement affecté par toute perte de confiance dans les monnaies asiatiques en raison non seulement des engagements de ses banques dans la région, mais aussi des implantations de ses entreprises qui ont activement délocalisé leur production au cours des dernières années. Les fabricants d'électronique et les constructeurs automobiles nippons cherchent, depuis la semaine dernière, à se prémunir contre les risques de change et craignent qu'un affaiblissement du baht ne se

traduise par une contraction de la demande intérieure. La Thaïlande est le premier centre de production et de vente dans la région pour les entreprises japonaises, qui y ont investi deux fois plus que les Américains.

La stabilité des monnaies a été jusqu'à présent un des facteurs essentiels qui ont permis la croissance des économies des pays de la région. Accrochées au dollar américain (ce qui constituait une garantie de change pour les investisseurs étrangers), les monnaies asiatiques ont aussi été progressivement encastrées dans un carcan : la valorisation du billet vert, depuis le milieu de la décennie 1990, s'est traduite par un accroissement du déficit des pays paiements courants et un affaiblissement de leur compétitivité internationale. Aujourd'hui, les économies d'Asie du Sud-Est doivent se dégrader d'un système trop rigide, mais la transition risque d'être douloureuse. Le Japon a trop d'intérêts dans la région pour ne pas jouer un rôle central dans ce processus.

## Le président du premier groupe financier russe est rattrapé par les « affaires »

### MOSCOU

de notre correspondant

Vladimir Potanine, président d'Oneksim, le premier groupe financier et industriel russe, a annoncé, mercredi 9 juillet, qu'il lançait la plus grosse banque d'investissement du pays, MFK Renaissance. Mais, le lendemain, le parquet a révélé l'ouverture d'une enquête le concernant, à la suite de la disparition de 237 millions de dollars (1,4 milliard de francs) de fonds budgétaires.

L'affaire, a priori exceptionnelle, n'a pourtant pas bouleversé les médias russes, de mieux en mieux contrôlés par l'oligarchie financière du pays. Les commentateurs ont simplement estimé qu'il s'agissait là d'une offensive menée par les concurrents directs de M. Potanine visant, non pas à le traduire un jour devant un tribunal, mais juste à brider ses ambitions, pour qu'il ne prenne pas trop d'avance. L'opinion courante étant qu'une telle mésaventure peut frapper chacun des nouveaux « barons » de l'économie russe ayant traversé victorieusement la furieuse aventure du passage au capitalisme.

L'ouverture d'une enquête visant M. Potanine, est tout de même une première : elle porte une ombre sur un groupe unanimement considéré à Moscou comme un des plus proches du pouvoir, le plus « professionnel » et engagé en faveur des réformes (sous-entendu « honnête »). C'est la raison d'ailleurs invoquée par Boris Jordan, un américain actif sur le marché russe depuis le début des privatisations, pour expliquer pourquoi il a choisi d'associer son fonds d'investissement Renaissance Capital à celui de Vladimir Potanine, la banque MFK (Mej-

dounarodnaia Finansovaja Kompania), pour créer, à parts égales, MFK Renaissance.

Avec un capital de 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs), 2 milliards de dollars en actifs et 1 milliard encore en gestion, il s'agit du premier fonds d'investissement du pays, dont Vladimir Potanine sera le président et Boris Jordan le directeur exécutif. Ce dernier affirme que MFK Renaissance sera indépendant d'Oneksim. Mais l'affirmation est peu cré-

dible : le poids et l'influence du groupe sont trop lourds.

« Index de criminalité » Rien ne met plus en fureur les « nouveaux Russes » que la tendance des Occidentaux à juger qu'une grande partie des banques du pays (449, selon le dernier chiffre) est contrôlée par la mafia. Une société américaine, Thomson BankWatch, commercialise ainsi un « index de criminalité » de ces banques, classées comme « extrêmement », « moyennement » ou « pas trop » criminelles. Ses critiques se fondent sur l'épaveur de la porte d'entrée blindée, le nombre de porteurs de kalachnikov dans les vestibules ou de mini-jupes dans les bureaux.

Cette vision semble aujourd'hui dépassée. Si le nombre de dirigeants d'une banque à avoir été assassinés reste une bonne mesure en la matière, elle ne concerne plus que les banques du bas de la liste, toujours impliquées dans des trafics de drogue ou la prostitution. On affirme, à Moscou, sans que cela puisse être vérifié, que les « grandes » banques n'y ont pas, ou plus, d'intérêt.

« Index de criminalité » Rien ne met plus en fureur les « nouveaux Russes » que la tendance des Occidentaux à juger qu'une grande partie des banques du pays (449, selon le dernier chiffre) est contrôlée par la mafia. Une société américaine, Thomson BankWatch, commercialise ainsi un « index de criminalité » de ces banques, classées comme « extrêmement », « moyennement » ou « pas trop » criminelles. Ses critiques se fondent sur l'épaveur de la porte d'entrée blindée, le nombre de porteurs de kalachnikov dans les vestibules ou de mini-jupes dans les bureaux.

Cette vision semble aujourd'hui dépassée. Si le nombre de dirigeants d'une banque à avoir été assassinés reste une bonne mesure en la matière, elle ne concerne plus que les banques du bas de la liste, toujours impliquées dans des trafics de drogue ou la prostitution. On affirme, à Moscou, sans que cela puisse être vérifié, que les « grandes » banques n'y ont pas, ou plus, d'intérêt.

l'exportation (de pétrole et de métaux essentiellement). Lui-même a hérité du contrôle de Nordisk-Nikel, de Sidanco (quatrième société pétrolière) et, finalement, de sept des vingt premières sociétés russes, donnant 56 % de la production industrielle du pays (et une part plus forte encore de ses exportations), selon un décompte de l'hébdomadaire Expert. C'est ce banquier devenu industriel qui fut nommé au gouvernement, à la suite de la réélection de Boris El-

étaient signés par un jeune vice-ministre des finances, Andrei Vavilov, occupant fermement ce poste stratégique durant cinq ans et sous une demi-douzaine de ministres. Son nom révélait constamment comme gérant du financement occulte de la campagne présidentielle ou comme sélectionneur des banques autorisées à gérer des fonds du budget — une des grandes sources de leur bien-être.

### PROMOTIONS PEU ALARMANTES

On raconte que c'est un banquier éconduit qui aurait été à l'origine de la bombe qui a détruit l'hiver dernier la Mercedes de M. Vavilov, garée au pied du ministère des finances. C'est seulement en mars dernier, quand le titulaire du portefeuille des finances, Anatoli Tchoubais, devint « l'homme fort » du pays, que M. Vavilov en fut enfin écarté. Mais il devint aussitôt président de la MFK. Peu auparavant, son ami Vladimir Potanine avait quitté le gouvernement, pour retrouver, tout naturellement, la présidence du groupe Oeoxim-MFK. Un journal officiel du gouvernement, Rossiiskaia Gazeta, affirme maintenant que ce départ, à l'époque inexplicable, était lié à cette affaire des Mig fantômes. MFK Potanine et Vavilov (ainsi que le directeur du consortium MAPO fabriquant ces avions, renvoyé à l'issue d'épisodes rocambolesques), devaient être interrogés par le parquet.

Mais les pronostics ne sont pas alarmants pour eux : chacun pense que tout finira par s'arranger, que les 237 millions seront retrouvés et que l'avenir de la banque commerciale Oeoxim, comme celle du

fonds d'investissement MFK-Renaissance, n'est pas menacé. Même si M. Vavilov, en congé en France, a quitté la présidence de la MFK pour occuper un poste plus discret dans le groupe.

Ses rivaux ne lâcheront pourtant pas prise de sitôt. Notamment Boris Berezovski, un autre « baron » qui occupe officiellement un seul poste : celui — gouvernemental — de vice-président du Conseil de sécurité russe... Oeoxim a récemment tenté de lui arracher le contrôle de la société pétrolière Sibneft, de même qu'il tenta de faire entrer M. Vavilov au conseil d'administration du géant Gazprom, chasse gardée de la « vieille garde » proche du premier ministre et, désormais, de M. Berezovski. Cet autre clan n'a pas apprécié les tentatives d'Oeoxim d'empêcher sur les partages initiaux et il aurait appelé à sa rescousse le parquet, par l'intermédiaire du président de la Banque centrale.

Cet épisode montre encore une fois que l'instrument politique reste perçu, dans l'oligarchie, comme étant le plus efficace pour la conduite de ses affaires privées. Ses membres, privés de capitaux suffisants pour assainir, restructurer et moderniser les vieilles entreprises endettées qu'ils contrôlent, continuent à vouloir s'en arracher des morceaux en jouant des coudes autour du pouvoir. Anatoli Tchoubais a beau affirmer que les conditions sont maintenant réunies pour inciter les banques à investir dans les entreprises acquises et leur permettre d'activer des capitaux étrangers, la réalité dément ces pronostics.

Sophie Shihab

## Nouvelle stratégie pour LVMH

**BERNARD ARNAULT**, le PDG de LVMH, aurait modifié sa stratégie face à la fusion prévue des groupes britanniques Guinness et Grand Metropolitan, selon le *Daily Telegraph* daté du 12 juillet. L'entreprise de luxe française, qui détenait déjà 14,2 % du capital du brasseur, a acquis 6,3 % de GrandMet depuis l'annonce, le 12 mai, de ce projet de mariage. Selon M. Arnault, cette fusion rapprocherait des activités — boissons alcoolisées, restauration rapide, agro-alimentaire — qui ne sont pas suffisamment complémentaires. Le 2 juillet, M. Arnault a rencontré ses homologues de Guinness et de GrandMet, Tony Greener et George Bull, et leur a proposé une fusion à trois, mais seulement dans le secteur des alcools.

Cette base de négociation, à en croire le quotidien britannique, ne serait plus d'actualité. M. Arnault proposerait désormais de scinder sa filiale Moët-Hennessy, dont Guinness détient 34 % : LVMH prendrait le contrôle total de la branche champagne (Moët), tandis que Guinness récupérerait celui des cognacs. Coïncidence, un nouveau patron a été désigné par LVMH, vendredi 11 juillet, pour diriger les cognacs Hennessy : Christophe Narvare (groupe Interbrew) remplacera dès le 1<sup>er</sup> août l'actuel président du directeur, Henri de Prochamont, membre de la famille fondatrice, qui dirigeait la société depuis cinq ans. Ce dernier se met « à son compte » et rachète à LVMH deux affaires de tonnelleries, Tarnaud et Garnier, fournisseurs de la maison Hennessy.



**TOUR DE FRANCE 97** Le peloton du Tour de France devait vivre, lundi 14 juillet, sa première journée de montagne. Au programme de l'étape Pau-Loudenvielle, 182 km, et

quatre cols - le Soulor (1474 m), le Tourmalet (2114 m), Aspin (1489 m) et Val-Louron-Azet (1580 m). Jusque-là, les grimpeurs candidats au maillot à pois, très discrets, ont



laissé toute la place aux sprinteurs. Ainsi, samedi 12 juillet, à Bordeaux, et dimanche 13 juillet, à Pau, c'est l'Allemand Erik Zabel (Telekom) qui s'est imposé après avoir été déclassé

pour sprint irrégulier, vendredi 11 juillet à Marennes. Le maillot jaune était toujours la propriété de Cédric Vasseur (Gan), qui s'attend à le céder bientôt.

## Après un dernier rush des sprinters, les montagnards sont là

Marennes-Bordeaux-Pau. Avant d'aborder les Pyrénées, le Tour de France s'est offert deux arrivées au sprint, à Bordeaux, samedi 12 juillet, et à Pau, dimanche 13 juillet. Les deux ont été remportées par l'Allemand Erik Zabel (Telekom), que la montagne devrait replonger dans l'anonymat

**PAU**  
de notre envoyé spécial  
Le sprint obéit à la théorie du chaos. Happé à plus de 70 km/h, un peloton se ruant vers la ligne d'arrivée donne l'impression du plus parfait désordre. Sa route paraît erratique. Les particules de matière se meuvent selon des trajectoires incohérentes. Elles se croisent, se frottent, s'entrechoquent. Finalement, l'une d'elles se retrouve sur un podium, les bras chargés de fleurs. Alors il se révèle que tout cela avait un sens. On repasse le ralenti et tout s'éclaire : derrière l'imbroglio de corps et de vélos se découvre une rigoureuse organisation.

### Le baroud de Ludovic Auger

Il y a les jours « sans » et les jours « avec ». Ludovic Auger pelait depuis le départ de Rouen en queue du peloton (Le Monde du 12 juillet). Dimanche 13 juillet, le coureur de Big Mat-Auber 93 s'est enfin révéillé avec des jambes. Il s'est donc lancé dans une échappée de 86 kilomètres en compagnie de l'italien Fabio Baldato

(MG-Technogym). Repris par le peloton, il a terminé dans un groupe d'attardés, à près de huit minutes du vainqueur. Ludovic Auger est donc toujours dernier du classement général. Après ce long effort, il a eu outre, selon Stéphane Jaquet, son directeur sportif, « hypothéqué ses chances dans la montagne ». Mais la lanterne rouge aura au moins pu montrer qu'il était.

« Un sprint, ce n'est pas A+B=C : il y a de multiples aléas », explique Claudy Criquielion, l'ancien coureur belge reconverti dans l'encadrement de Mapei. Voilà ! La manière dont l'équipe Telekom a mené, dimanche 13 juillet à Pau, le sprint du vainqueur, Erik Zabel, a semblé répondre à un modèle mathématique. Dans un ordonnancement impeccable, Jan Ullrich, Bjarne Riis, Rolf Aldag se sont succédé en tête du peloton, augmentant la cadence à chaque relais. A

100 mètres de l'arrivée, Giovanni Lombardi, l'avant-dernier étage de la fusée, s'est éteint à son tour, s'écartant de la trajectoire. Erik Zabel pouvait commencer à pédaler... L'équipe allemande n'avait pas procédé différemment la veille à Bordeaux, pour un résultat identique. André Darrigade ne peut que constater l'évolution. « En équipe de France, j'étais d'abord là pour aider Louis Bobet ou Jacques Anquetil, raconte celui qui l'emporta sur les bords de la Garonne en 1964. Dans les sprints, je devais me débrouiller tout seul. Aujourd'hui, c'est bien différent. »

La maîtrise de la formation de Walter Godefroot sur les 5 derniers kilomètres a été facilitée par les commissaires, après l'embrouillamini du sprint de Marennes, vendredi 11 juillet. Horsions et bidon volèrent bas. Erik Zabel y perdit la victoire, déclassé, mais également un adversaire coriace, le Belge Tom Steels (Mapei), exclu de la course. Le lendemain, l'italien Mario Cipollini (Sacco) abandonnait, blessé au genou.

En moins de vingt-quatre heures,

l'Allemand revêtu du maillot vert se trouvait débarrassé de deux géneurs. Quel Louis-XVII à Bordeaux puis rue du Marquis-de-Béarn à Pau, Erik Zabel et Telekom se retrouvaient sur une voie royale.

### LA FRONDE

Mais les plus judicieux agencements n'aboutiront jamais qu'à laisser à 100 mètres de la ligne une poignée d'hommes mesurer leur force, coude contre coude, watts contre watts. Mario Cipollini avait dicté sa loi au début de l'épreuve. Erik Zabel prétend le faire depuis son retrait. Mais, dimanche, le public a assisté à une fronde. Nicola Minali (Batik-Del Monte) et Jeroen Blijlevens (TVM) n'ont rien cédé, ou si peu, à leur adversaire. L'épaisseur d'un boyau séparait les trois hommes sur la ligne. Les juges à l'arrivée eurent d'ailleurs recours à la photo-finish.

A Pau, le Tour de France s'est décliné une dernière fois dans l'infinité du petit. Lundi 14 juillet, il devait commencer à se jouer dans l'infinité grand. Le peloton atteignait tout de go un gros morceau de Py-

renées, avec quatre cols dont le Tourmalet (2114 m). Que le relief se bombe, et les écarts se creusent, c'est connu.

Lundi soir, on devait en savoir un peu plus sur le sort de cette 84<sup>e</sup> édition. Et le maillot jaune, porté jusque-là par Cédric Vasseur (Gan), pourrait bien changer de titulaire. Les prétendants ? On ne sait pas grand-chose sur eux. On les croit pourtant nombreux, à observer la bagarre qui a régné ces temps derniers dans le peloton.

Par tradition, lors des arrivées au sprint, ceux qui lorgnent sur le classement général tentent de se placer à l'avant du peloton, entre la vingtième et la quarantième place. Un coup d'oeil quotidien au classement des étapes le confirme. Ainsi évitent-ils à la fois la trouble hite des sprinters et les cassures qui peuvent faire perdre de précieuses secondes.

Des capitaines de route tentent donc de les faire remonter contre que coûte à l'approche de l'arrivée. Richard Virenque (Festina), Laurent Dufore (Festina) sont ainsi guidés par Neil Stephens et Gianluca Bortola-

mi. Abraham Olano (Banesto) est chaperonné par Marino Alonso ou Angel Casero. Bjarne Riis reçoit l'aide de Christian Henn. « L'an dernier, ils étaient deux avec lui sur le plat, explique Walter Godefroot, directeur sportif de Deutsche Telekom. Cette année, il n'y a plus qu'un : entre Riis, Ullrich et Zabel, il y a beaucoup de monde à protéger dans l'équipe. »

### CINQUANTE POUR VINGT PLACES

En fait, chaque escouade engagée a son leader, qu'elle entend mettre à l'abri. Le calcul est rapide : vingt-deux formations avec un patron encadré d'un ou deux gardes du corps, cela fait près de cinquante personnes qui se chamaillent une vingtaine de places. « Les vingt gars qui participent au sprint plus ceux qui emmènent leur leader, cela fait beaucoup de monde à vouloir être devant », confirme Jean-Cyril Robin (US Postal).

D'où d'incessants doublements qui rendent le peloton extrêmement nerveux et multiplient les risques de chutes. Ces dernières se produisent régulièrement aux envi-

rons de la trentième place, là où se posent justement ces questions de préséance. Aussi leurs victimes se trouvent-elles être souvent gens d'importance (Tony Rominger, Alex Zülle, Evgeni Berzine, Ivan Gotti, Mario Cipollini). Encore ne parle-t-on pas ici de ceux qui ont simplement perdu du temps dans ces incidents de course, comme Bjarne Riis ou Luc Leblanc (Polti).

« Ça frotte aussi dur parce qu'il y a des gars qui veulent être devant alors qu'ils n'ont aucune chance au classement général », explique Richard Virenque (Festina), lui-même piégé dans une chute, samedi. « Jusqu'à l'année dernière, il y avait les équipes de sprinters et, derrière, l'équipe Banesto qui protégeait l'indivisible, estime Bruno Roussel. Aujourd'hui, il n'y a plus de hiérarchie, et comme la route n'appartient à personne... » Mais le directeur sportif de Festina sait que les Pyrénées auront tôt fait de remettre chacun à sa vraie place : « A partir de lundi, ce problème ne se posera plus. » Les favoris vont enfin pouvoir prendre leurs distances.

Benoît Hopquin

## La route s'élève, Peter Luttenberger respire

**PAU**  
de notre envoyé spécial

En huit jours de course, la route du Tour de France a culminé à seulement 290 m au-dessus du niveau de la mer, en haut de la côte de Bellevue, lors de la 3<sup>e</sup> étape disputée entre Vire et Plumetec. Visiblement impatients d'en découvrir, quelques-uns des géants d'imes se sont offerts une petite sortie à l'avant du peloton, dimanche 13 juillet, dans les plaines du Béarn : Richard Virenque (Festina) ou Peter Luttenberger (Rabobank) avaient sans doute autant envie de se montrer que de tester leur forme du moment.

D'autres, demeurés en retrait, n'en pensaient pas moins : « Les sprinters ont eu une semaine pour jouer à 100 %, mais maintenant c'est à nous d'y aller », se réjouissait Jean-Cyril Robin, le meilleur avaluateur de bosses de l'US Postal, à l'arrivée de Pau, dimanche. « Mais, ajoutait-il aussitôt, aucun grimpeur n'est capable de dire aujourd'hui s'il se sent au top de sa forme. La semaine écoulée a été trop nerveuse, nous avons utilisé des gros braquets pendant longtemps, cela pourrait provoquer des surprises en montagne. »

Ce climat d'incertitude a fait l'affaire d'au moins un homme, qui, au départ de Rouen,

n'avait, lui, rien à cacher de son état de forme : blessé deux fois en début de saison, l'Autrichien Peter Luttenberger, cinquième l'année dernière pour sa première participation au Tour, à l'âge de vingt-trois ans, était incapable d'estimer ses propres chances.

Comme toutes les étoiles du peloton, ce grimpeur de grand talent avait pourtant misé toute sa saison sur le Tour de France : « C'est l'épreuve la plus prestigieuse au monde et c'est aussi le seul endroit où on peut faire de l'argent », explique-t-il sans fausse pudeur.

### ENFIN LEADER

Après sa bonne prestation dans le Tour 1996, il avait quitté l'Italie pour la principauté monégasque. Malheureux au sein de la Carrera italienne, où Claudio Chiappucci, même sur le déclin, faisait encore trop d'ombre à ses ambitions, Peter Luttenberger, le premier cycliste autrichien de renom, a mis à profit sa gloire naissante pour signer un confortable contrat de deux ans avec les Hollandais de Rabobank (la banque néerlandaise prendrait à sa charge son salaire annuel de trois millions de francs).

Ayant obtenu la place convoitée, celle de leader, le jeune champion de Saint-Peter-am-

Ottersbach n'a pas manqué de préciser à ses nouveaux employeurs que rien ne pourrait le détourner de son unique objectif : réussir un bon Tour. Deux chutes graves ont malheureusement contrarié la préparation de Peter Luttenberger. La première, au Tour de Méditerranée, l'a éloigné des pelotons pendant trois semaines dès le début de l'année cycliste. A peine rétabli, il est de nouveau tombé pendant la Semaine catalane. Atteint au cartilage du genou gauche, il a été contraint d'effectuer une nouvelle escalade imprévue dans son parcours d'initiation au Tour.

Chez lui, à Monaco, il a tenté de nier l'évidence, mais une sortie à vélo d'une heure l'a convaincu de l'étendue des dégâts. « N'importe quelle ménagère pourrait courir plus vite que moi en ce moment », se lamentait-il. Incrédule, il a alors entendu le médecin de l'AS Monaco lui conseiller d'oublier sa bicyclette pendant trois semaines. La nouvelle ne lui plaisait guère, il est allé consulter du côté de Brescia, en Italie : le diagnostic était identique, il a pris son mal en patience en se livrant à son passe-temps favori, zapper devant l'une des cent chaînes de télé qu'il capte de son appartement, en espérant tomber sur un film de son héros favori, Arnold Schwar-

zenegger. Ces déconvenues ont altéré sa préparation, mais pas son moral. Peter Luttenberger, toujours concentré, tendu vers son but, est réputé pour sa force de caractère. « Il sait ce qu'il veut, il ne veut pas perdre son temps », observent ses proches. Au printemps, il n'a pas hésité à se relancer chez les amateurs autrichiens, avant d'enchaîner sur le Tour de Romandie et de défendre son titre de vainqueur du Tour de Suisse 1996, sa meilleure performance à ce jour.

Le leader des Rabobank est ensuite arrivé sur le Tour de France à court de condition et de compétition, mais cela ne semble guère l'affecter. Il s'est tenu sagement à l'écart des bagarres de la première semaine, « étrange » selon lui. Il a su éviter toutes les chutes, moins une, celle qui a précédé l'arrivée à Bordeaux, samedi 12 juillet. Il y a perdu environ cinquante secondes, mais toujours pas de détermination. Il aborde la montagne sans complexe, avec la volonté de rééditer sa performance de l'an passé, éventuellement en mieux : « Je préfère, dit-il, terminer à une bonne place au général plutôt que de gagner une étape. »

Eric Collier

## RÉSULTATS

### 7<sup>e</sup> étape (194 km)

#### Marennes-Bordeaux

1. E. Zabel (AL, TEL), en 4 h 11 min 15 s ; 2. J. Kri-piau (Est, CSO) ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM) ; 4. R. McEwen (Aus, RAB) ; 5. M. Saccoccini (Fes, ROS) ; 6. F. Simon (Fes, GAN) ; 7. H. Vogels (Aus, GAN) ; 8. F. Moncassin (Fes, GAN) ; 9. N. Jelbert (Fes, COF) ; 10. M. Traversari (Aus, MER) ; 11. G. Fagnini (Aus, SAE) ; 12. N. Minali (Aus, LOT) ; 13. A. Todor (Aus, LOT) ; 14. F. Baldato (Aus, MAG) ; 15. D. Eberhart (Esp, ONC) ; 16. M. Jenson (Esp, USP) ; 17. T. Hamilton (Esp, USP) ; 18. V. Davanion (Fes, ROS) ; 19. C. Vasseur (Fes, GAN) ; 20. C. Moreau (Fes, FES), n. l. etc.

Classifications : E. Zabel (AL, TEL), 20 s ; J. Kri-piau (Est, CSO), 12 s ; J. Blijlevens (PB, TVM), 8 s. A. Baldato (Aus, USP), 6 s ; M. Saccoccini (Fes, CSO), 4 s ; F. Vanzella (Aus, FDI), 2 s.

### 8<sup>e</sup> étape (161,50 km)

#### Sauernes-Pau

1. E. Zabel (AL, TEL), en 3 h 22 min 42 s ; 2. N. Minali (Aus, BAT) ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM) ; 4. F. Moncassin (Fes, GAN) ; 5. L. Aus (Est, CSO) ; 6. G. Fagnini (Aus, SAE) ; 7. A. Tchmil (Aus, LOT) ; 8. M. Saccoccini (Fes, ROS) ; 9. N. Jelbert (Fes, COF) ; 10. A. Baldato (Aus, USP) ; 11. G. Lombardi (Aus, TEL) ; 12. F. Simon (Fes, GAN) ; 13. M. Traversari (Aus, MER) ; 14. R. McEwen (Aus, RAB) ; 15. H. Vogels (Aus, GAN) ; 16. G. Bortolami (Aus, FES) ; 17. N. Loda (Aus, MAG) ; 18. T. Gouvenou (Aus, ROS) ; 19. P. Van Hyfte (Aus, LOT) ; 20. R. Aldag (AL, TEL), n. l. etc.

Classifications : E. Zabel (AL, TEL), 25 s ; N. Minali (Aus, BAT), 12 s ; J. Blijlevens (PB, TVM), 8 s ; L. Aus et G. Fagnini (Aus, FDI), 6 s ; S. O'Grady (Aus, GAN), 4 s ; F. Baldato (Aus, MAG) et D. Bortolami (Aus, USP), 4 s ; E. Dobbie (PB, RAB) et R. Virenque (Fes, FES), 2 s.

### Classements

Classement général : 1. C. Vasseur (Fes, GAN), en 41 h 45 min 4 s ; 2. E. Zabel (AL, TEL), 1 min 21 s ; 3. C. Bortolami (Aus, GAN), 2 min 54 s ; 4. J. Blijlevens (PB, TVM), 2 min 56 s ; 5. S. O'Grady (Aus, GAN), 3 min 50 s ; 6. F. Moncassin (Fes, GAN), 3 min 51 s ; 7. A. Chaz (Esp, BAN), 2

3 min 4 s ; 8. L. Jelbert (Fes, ONC), 3 min 5 s ; 9. O. Carrenzind (Aus, MAP), 3 min 22 s ; 10. D. Rebellin (Aus, FDI), 3 min 24 s ; 11. F. Andru (Esp, COF), 3 min 36 s ; 12. O. Eberhart (Esp, ONC), 3 min 42 s ; 13. F. Vandenbroucke (Aus, BAT) ; 14. S. Riis (Dan, TEL), 3 min 55 s ; 15. P. Lino (Aus, ROS), 4 min 05 s ; 16. B. Hamberger (Dan, TVM), 4 min 11 s ; 17. P. Luttenberger (Aut, RAB), 4 min 13 s ; 18. N. Minali (Aus, BAT), 4 min 14 s ; 19. V. Bortolami (Aus, USP), 4 min 17 s ; 20. M. Traversari (Aus, MER), 4 min 21 s ; 21. O. Nardella (Aus, MAP), 4 min 22 s ; 22. F. Simon (Fes, GAN), 4 min 25 s ; 23. J.-C. Robin (Fes, USP), 4 min 25 s ; 24. R. Virenque (Fes, FES), 4 min 26 s ; 25. H. Vogels (Aus, GAN), 4 min 27 s ; 26. F. Bortolami (Esp, KEE), 4 min 28 s ; 27. F. Escarlin (Esp, KEE), 4 min 30 s ; 28. S. Heurdt (Aus, FDI), 4 min 32 s ; 29. L. Medvedev (Aus, LOT), 4 min 38 s ; 30. L. Dufour (Aus, FES), 5 min 4 s, etc.

Classement par points : 1. E. Zabel (AL, TEL), 230 pts ; 2. F. Moncassin (Fes, GAN), 180 ; 3. J. Blijlevens (PB, TVM), 159 ; 4. N. Minali (Aus, BAT), 121 ; 5. R. McEwen (Aus, RAB), 112, etc.

Classement de la montagne : 1. L. Bortolami (Aus, USP), 47 pts ; 2. C. Saccoccini (Fes, COF), 11 ; 3. A. Kaspulski (Aus, CSO), 10 ; 4. F. Vanzella (Aus, FDI), 8 ; 5. M. Saccoccini (Fes, CSO), 6, etc.

Classement par équipes : 1. GAN, en 125 h 25 min 43 s ; 2. Telekom, 3 h 38 min 38 s ; 3. US Postal Services, 3 h 38 min 42 s ; 4. Casino, 4 h 29 min ; 5. Mapei, 5 h 59 min 10 s, etc.

### Abandons

Séquence étape : 1. Van Bort (PB, RAB) ; E. Bortolami (Aus, BAT) ; I. Gotti (Aus, SAE) ; M. Cipollini (Aus, SAE).

### Abréviations

Telekom (TEL), Festina (FES), Mapei-GB (MAP), Ono (ONC), MG Technogym (MAG), Pote (PLT), Cofidis (COF), Gan (GAN), TVM (TVM), Saccoccini (SAC), Rabobank (RAB), Casino-Cofidis (CAS), Batik-Del Monte (BAT), La Française des Jeux (FDJ), Postobon-26 Mobili (POS), Banesto (BAN), Lotto-Mobistar-Hogless (LOT), Kelme-Cosma Blanco (KEB), Mercatone Uno (MER), US Postal Services (USP), La Mulsalle de Sarte-et-Marne (SAM), Big Mat-Auber 93 (BIG).

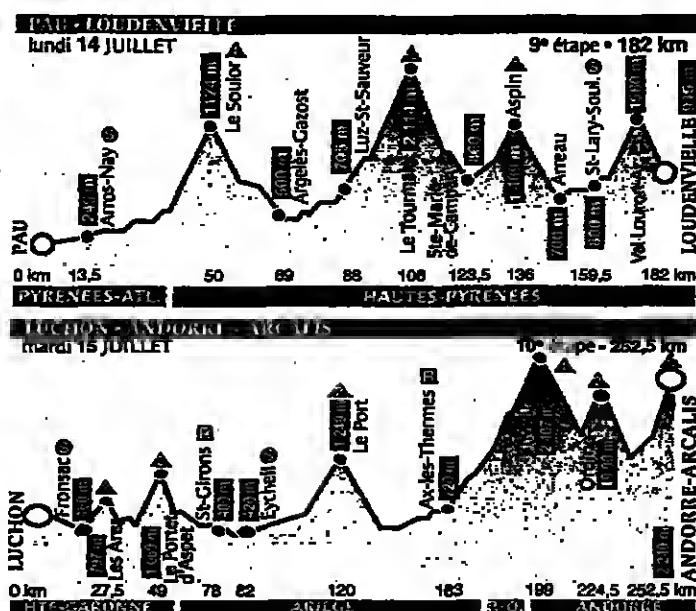
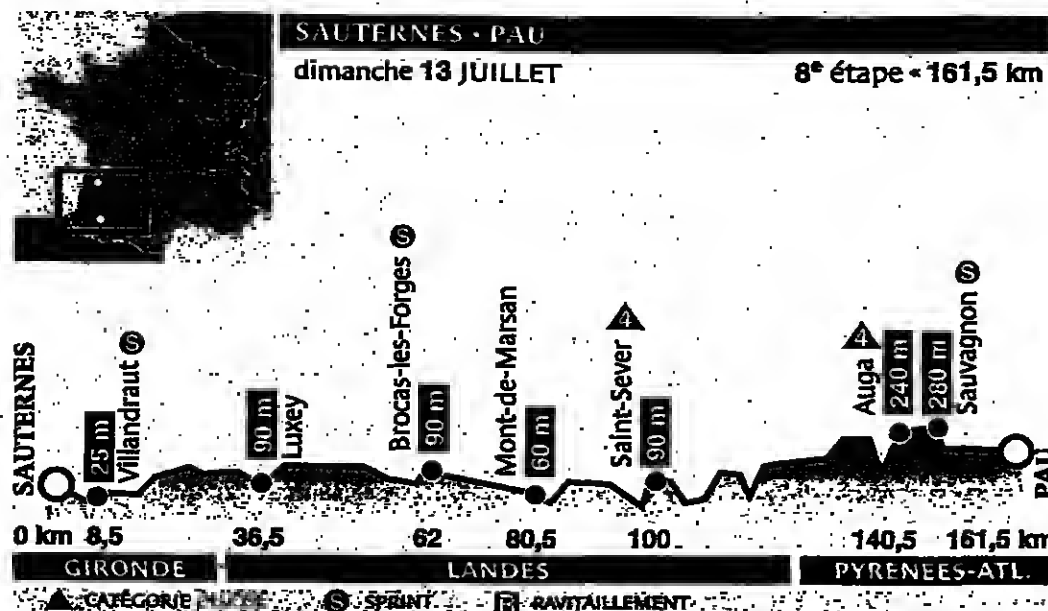


### En file par 9

Cédric Vasseur est l'heureux porteur du maillot jaune depuis son échappée victorieuse vers La Châtre, jeudi 10 juillet. Lui et ses huit coéquipiers de la formation Gan (si l'un est masqué sur notre photo, il ne s'est pas caché !) ont

compté parmi les grands animateurs de la première semaine du Tour de France. Alors que le peloton s'attaque à la montagne au jour de la fête nationale, le souriant leader sait bien qu'il lui sera difficile de conserver la précieuse tunique un cinquième jour de rang. Les Pyrénées et leurs grands cols vont permettre aux favoris (et aux grimpeurs) de s'expliquer à leur tour.





## Les chaussures Kelme ont trouvé équipe à leur pied

L'équipementier espagnol veut assurer la relève du cyclisme ibérique

**PAU**  
de notre envoyé spécial  
Leur inimitable maillot à rayures verticales vertes et blanches évoque plutôt une équipe de football, ce qui n'a rien de surprenant quand on sait que leur patron est le Real de Madrid. Les longues échappées en montagne sont leur spécialité. Voici Kelme-Costa Blanca, troisième équipe espagnole après Banesto et Once, mais première en ancienneté. Kelme a fait son apparition dans le peloton en 1980 : un record.

L'histoire de Kelme sur la sage d'Américain, vainqueur, cette année-là, à Morzine. L'an passé, Kelme avait également défrayé la chronique du Tour. Alvaro Pino, son directeur sportif, quarante ans, ancien vainqueur du Tour d'Espagne, avait, dans les Pyrénées, envoyé au décor la moto d'un photographe. S'en était suivie une « historique » Journée de grâce. Vainqueur à Hendaye, l'anonyme Bart Voskamp n'avait donc pas eu droit à sa photo dans le journal et était reparti tout aussi inconnu le lendemain. Depuis, Miguel Indurain s'en est

contemporain des Lejaretta, Gorospe, Pino (Alvaro), Martinez-Oliver, Ruiz-Cabestany et autres Chozas, tous vainqueurs d'étape sur la Grande Boucle. Oui, il y a une vie après Indurain, et particulièrement chez Kelme, avec Juan Carlos Dominguez, vingt-six ans, un des hommes du début de saison, lauréat des Tours de Valence et de Murcie ; avec Jose Luis Ruhlira, vingt-quatre ans, vainqueur d'étape sur le dernier Tour d'Italie ; avec Marcos Serrano, vingt-quatre ans, huitième de ce même Giro, investi par les Kelme, premiers au classement par équipes et encore maîtres de celui de la montagne avec « Chepe » Gonzales.

10 min 26 s de Rilis, septième en 1995, alors qu'il était encore l'équipier de Tony Rominger chez Mapei, « Cavalin », comme on le surnomme en Espagne à cause de son profil chevalin, semble, en effet, à vingt-neuf ans, capable de rivaliser avec les meilleurs. C'est du moins l'avis de quelques spécialistes, dont « Perico » Delgado, qui place

Escartin « parmi les cinq premiers à Paris ». « Notre tactique ne va pas changer pour autant », prévient Alvaro Pino, au pied des cols. Kelme, c'est la montagne grandeur nature, les longs raids solitaires, la combativité, le courage, l'épopée ! Et la sympathie.

Nicolas Guillon

### Leader en Espagne

A l'origine fabricant de chaussures de sport, Kelme a étendu, ces dernières années, son activité au vêtement de sport en général, pour devenir le géant du genre en Espagne. Déjà implantée en Colombie et aux États-Unis, Kelme regarde, en effet, désormais vers la Russie, après avoir équipé les athlètes de la CEI pour les Jeux Olympiques de Barcelone (1992). Installée à Elche, dans la région d'Alicante (ce qui explique le soutien apporté par la Costa Blanca à l'équipe Kelme, à hauteur de 7 millions de francs pour un budget global de 20 millions de francs), l'entreprise Kelme est dirigée par les frères Quijles. « Pepe », l'écuyer du cyclisme et Diego, du football, Kelme étant le fournisseur du champion national, le Real de Madrid. Une victoire convoitée par Nike et Adidas.

Grande Boucle est donc déjà longue. Et riche. En victoires d'étape, parfois paradoxales. Les deux dernières eurent, en effet, pour théâtre... la plaine. Francisco Cabellon s'était, contre toute attente, imposé à Brighton, en 1994, à l'occasion du passage du Tour en Angleterre. En 1996, c'est le Colombien « Chepe » Gonzales, qui avait émergé, à Valence, d'un groupe d'échappés dont il était le parent pauvre. Mais son heure de gloire, Kelme la connaît en 1988, avec la montée sur le podium des Champs-Élysées, du fameux Pablo Parré, formidable grimpeur, au vi-

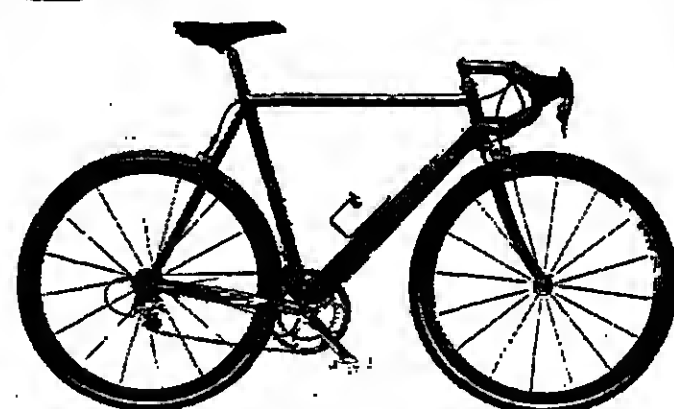
allé. Le roi du Tour d'aura jamais roulé pour Kelme, lui qui fit tout de même une proposition d'embauche (comme à Olano), en fin d'année dernière, à tout hasard. Mais Indurain était espagnol et le départ d'un tel champion n'est jamais sans conséquence. Du régime monarchique, le cyclisme ibérique est passé, en 1997, à la démocratie. Si, durant cinq ans, il n'existait qu'un seul coureur de l'autre côté des Pyrénées, c'est aujourd'hui toute une génération de talents qui prend le relais, « aussi brillante que la mienne », estime Pedro Delgado, vainqueur du Tour en 1988 et

### LES ESPRITS D'ESCARTIN

De ces hommes, seul Chepe Gonzales participe au Tour. Les autres « ont bien le temps », explique Alvaro Pino qui n'hésite, toutefois, pas à déclarer que « le mois de juillet ne s'est jamais présenté aussi favorablement pour Kelme ». L'affaire faillit pourtant tourner rapidement au vinaigre. Dimanche 6 juillet, sept des neuf coureurs de l'équipe étaient victimes de la chute de Forges-les-Eaux. Mais, « depuis, plus rien », rayonne Pino, en dépit de l'abandon de l'expérimenté Arsenio Gonzales, trente-sept ans, arrivé de l'Armada Mapei, à l'intersaison. Le directeur sportif veut y voir un signe.

Dimanche 13 juillet, Alvaro Pino disait également sa satisfaction de « passer » les Pyrénées avant le premier contre-la-montre, vendredi 18 juillet, à Saint-Etienne. Pour la première fois, son leader, Fernando Escartin, « partait sur la même ligne » que les Rilis, Olano et consorts, ces dorsaux en « 1 » qui savent aussi enrouler du braquet. Huitième du Tour en 1996 (à

### TECHNIQUE



### « Mégatubes » ultrarigides

LES COUREURS professionnels étant de plus en plus puissants, ils imposent à leurs machines des efforts susceptibles d'en déformer le cadre. Le principal souci des constructeurs est donc de produire des bicyclettes à la fois légères et suffisamment rigides pour restituer l'énergie encaissée. Résultat : l'acier a presque disparu du peloton, remplacé par l'aluminium, le carbone ou le titane qui assurent un notable gain de poids. La rigidité, elle, est désormais assurée par un tube diagonal (celui qui relie la boîte de pédalier à la douille de direction) surdimensionné, autrement appelé « mégatube ». Les Italiens Bianchi (Roslotto-ZG Mobili), Pinarello (Telekom), Coppi (Polti, MG Technogym), les Français Gitane (Française des Jeux) et Peugeot (Festina, Big Mat-Auber 93), ou l'Américain Cannondale (Saeo) s'y sont mis également. Parfois de manière spectaculaire comme Bianchi avec son « mégastiff » et Cannondale avec son tube type batte de base-ball, plus large à la base qu'au sommet. M. Da. La bicyclette présentée ici est le modèle Bianchi utilisé par l'équipe Roslotto-ZG Mobili. Elle est équipée d'une fourche Time en carbone et d'un groupe Campagnolo Record neuf vitesses. Son prix avoisine les 30 000 francs.

Michel Dalloni

## Quand les « coursiers » faisaient « rougir le treize »

Le cyclisme évolue, et commence à oublier son jargon et l'art du surnom

**PAU**  
de notre envoyé spécial  
« Pour jaser, il faut être deux, et avoir, comme qui dirait, une relation » : certains s'inspirent, en fin d'étape, l'ancien coureur et directeur sportif Raphaël Geminiani, soixante-trois ans, vient table ouverte. Au menu, accompagnant un pastis ou un verre de rosé : des mots. Mais pas n'importe lesquels. Les mots que « Gen » offre à ses invités sont précieux comme la mémoire. La mémoire d'un sport qui a donné naissance à un des argots les plus godelyeux, les plus fruités, les plus imagés qui soient. Au risque, parfois, de décourager le néophyte, qui se balade dans cette langue comme un énarque à Rungis.

« Tout part », explique Geminiani, de la Cipale ou du Vél d'Hiv. Là, les pistards, les « six-day men », les coureurs de six jours, dont beaucoup étaient de vrais fils parisiens, ont créé cet étrange langage, auquel le Tour de France donna ensuite ses lettres de noblesse. « Même s'il lui arrive, pour les besoins de la cause, de créer ex nihilo certaines expressions particulièrement chatoyantes, Geminiani est aussi un puriste. « De la littérature », jette-t-il, avec un rien de mépris, quand on parle devant lui de « la sorcière aux dents vertes », expression pourtant consacrée jadis pour désigner la malchance accablant les coureurs qui craquent. Pédalant « à s'en faire pêter les va-

rices », « faisant rougir le treize », le pigeon de treize dents de la roue arrière, le « coursier » en forme va « mettre le nez à la fenêtre » - tenter une échappée - et, « s'il a en o encore sous la pédale », « mettra tout à droite » - c'est-à-dire le plus grand braquet, grâce au plus petit pigeon, le plus à droite - et pourra « offrir » (gagner). Sur le podium, il sera embrassé par une « tout Campa ». Tout Campa ? Dans son Dictionnaire international du cyclisme, Claude Sudres précise que René Fallet, un autre poète du vélo, désignait ainsi une fille à qui il ne manquait rien, car, à l'époque, les équipements les plus sophistiqués des bicyclettes étaient fournis par la maison italienne Campagnolo.

Loin derrière, les victimes des coups de bois - certains coureurs renforçaient leur cadre en y glissant un morceau de bois, bois particulièrement dur - continuent à « coller au goudron », à « faire du bec de selle » (position avancée qui dénote l'homme en perdition), en dépit de la « rétroposition » d'un camarade compatissant. Pas de pitié, en revanche, pour celui qui court « en ragnasse », en profitant du travail des autres. Celui qui, « le guidon dans le cul », « suçant la route », « montrera sur le dos » du coureur placé devant lui.

S'il est vraiment trop mal, le coureur en détresse pourra toujours « beccueter de l'aile », c'est à dire

s'appuyer sur l'aile de la voiture de son directeur sportif et tenter de recoller au peloton. Pratique rigoureusement interdite. Comme sont interdites toutes les « topettes » : folles contenant d'étranges substances préparées par des soigneurs peu scrupuleux. Le spécialiste détestera vite qu'un coureur a « chargé lo mule », « solé lo soupe » ou « olumé les phares » du fait de ses yeux dilatés. Ou - plus récent - qu'il est « un des meilleurs clients des Chargeurs réunis ».

### GRAND FUSIL

Quel coureur n'avait pas son surnom ? Geminiani, le premier, que Louis Bobet lui-même avait appelé « le Grand Fusil ». « Dans le Tour 1955, explique-t-il, Louis était encore plus inquiet de l'habitude. Tous les soirs, alors que moi je voulais un peu me détendre, il nous emmenait avec l'étape du lendemain. Pour le rassurer, je lui disais : « Ne t'en fais pas, dès le départ, je vais flinguer tout cela », ou : « Je vais mettre un bon coup de fusil dans le peloton, et on y verra plus clair ». Dans la montée du Ventoux, je fais ce que j'avais promis, je donne une bonne accélération, Gaul et Kubler passent par la fenêtre. Le soir, Bobet, me dit : « Ah ! sacré grand fusil ! ». Les surnoms des coureurs cyclistes remplissent un bestiaire. De « l'Aigle de Tolède » (Federico Bahamontes), à « la Perruche » (Jacques Marinelli, pour

son maillot bigarré de régional dans le Tour), en passant par « le Blaireau » (pour l'agressivité de Bernard Hinault), « la Puce du Cantal » (Lucien Bernard), ou « le Taureau de Noy » (Raymond Mastrotto). Charly Gaul fut « l'Ange de la montagne », Lucien Fauchoux, « le Pape de la Cipale », Gabriel Poulain, « l'ange Gabriel », Rick Van Looy fut « l'Empereur d'Herentals » (du nom de sa ville en Belgique), René Vietto seulement « le roi René ». Maître Jacques (Jacques Anquetil), lui, avait préféré rester dans l'histoire comme « le Viking » tant il était certain de descendre des combattants nordiques. « Jaja » (Laurent Jalabert), « Luchn » (Luc Leblanc) : les surnoms, aujourd'hui, sont moins imaginatifs. Seul en Italie, où Claudio Chiappucci est « il Diavolo », Mario Cipollini, « il Magifico » et Marco Pantani est devenu « il Pirato » après avoir été « l'Elefantino ».

Dans certaines courses régionales, l'on met encore un point d'honneur à parler la langue du vélo, mais celle-ci se perd un peu. Comme dans la musique, la technique triomphe. Là où son ancien aurait détesté « avoir des socquettes en titane », le nouveau annoncera docilement qu'il a « couru à 160 pulses », qu'il a « su gérer son avance » et qu'il a « toujours des bonnes sensations ».

José-Alain Pralon

### EN PELOTON

■ Evgeni Berzine (Bati-Del Monte) a été opéré pour une fracture de la clavicule droite, dimanche 13 juillet à Lucques, en Italie. Le Russe avait été victime d'une chute vendredi 11 juillet, peu avant l'arrivée de la sixième étape à Marennes. Il s'est fait poser dans l'équipe une plaque tenue par cinq vis.

■ L'équipe Telekom, qui était jusqu'à maintenant suivie de près par un groupe de journalistes sportifs allemands, a vu débarquer ces derniers jours d'autres représentants de la presse germanique. Mais sans joie. « Ce sont des journalistes de la presse de boulevard, dit-on dans l'entourage de l'équipe. Et ils ne sont là que pour monter en épingle une éventuelle rivalité entre Jan Ullrich et Bjorne Rilis ».

■ Le Néerlandais Jeroen Blijlevens (TVM), déclaré vainqueur de la sixième étape, vendredi 11 juillet à Marennes, après le déclassement de l'Allemand Erik Zabel (Telekom), a eu droit à une cérémonie protocolaire samedi matin, avant le départ vers Bordeaux. L'ambiance et les bises en moins.

■ Laurent Riaux (TVM) traîne toujours des séquelles de sa chute - au milieu de beaucoup d'autres coureurs - dans l'étape de Plumelec. Il souffre encore du tendon d'Achille, ce qui l'inquiète un peu avant d'aborder la première étape de montagne, dans les Pyrénées. ■ Bernard Hinault, auquel on demandait, dimanche 13 juillet,

### TÉLÉVISION

## Messieurs, un peu de tenue !

CÉDRIC VASSEUR a porté pendant quelques jours un superbe maillot jaune qu'il exhibait avec un gentil sourire sur le podium du Tour de France. Seulement voilà, les caméras de Jean-Maurice Oogbe et Jean-Marc L'Hénoret nous ont offert ses accolades officielles en plan large. Nous n'en avons rien raté. Ni le sourire, ni la casquette de l'annonceur, ni le bouquet, ni le Lion en peluche, ni les bisous. Rien de rien, même pas les claquettes que le champion fourbu passait aux pieds pour l'occasion. Des claquettes.

On s'épuise à longueur d'articles à décrire les efforts surhumains des géants de la route, à leur fournir, clefs en mains, une légende mitonnée aux petits riens et volée que le premier d'entre eux se transforme, sous les yeux de millions de téléspectateurs, en vacancier de base, en traîne-savates des plages, en touriste ordinaire.

On le sait bien, que le port de ces machines en plastique tranquillisent les pinceaux de l'athlète, grâce aux petits picots qui en garnissent l'intérieur ; que les chaussures de vélo compriment tellement les arpillons que les cyclistes ne rêvent que de les envoyer balader une fois la ligne passée ; que la claquette colle une grande plaque aux mauvaises petites odeurs.

Pourtant l'Allemand Erik Zabel (Telekom) qui, en tant que maillot vert du Tour de France, suit notre héros sur le podium, débarque, lui, équipé de ses rudes souliers de routier-sprinteur. Ensuite, le roi Cipollini (Saeo) lui-même, arbitre des élégances et des arrivées tumultueuses, va chercher ses récompenses en baskets, en baskets branchées, tout comme Laurent Brochard (Festina).

Enfin, imagine-t-on cinq minutes Jean-Claude Killy percevoir ses trois médailles olympiques de Grenoble en charentaises ? Croit-on sincèrement que Martina Navratilova aurait accepté de recevoir son trophée annuel à Wimbledon des mains de la duchesse de Kent en mules à pouspous ? Et le roi Pelé, vous le voyez brandissant la Coupe du monde en espadrilles ? Comment fait-on, alors ? Faut-il lancer une pétition contre le port de la claquette en public ? Faut-il ramener - car il existait naguère - la trophée quotidien du coureur le plus élégant ? Ou bien faut-il demander aux techniciens du service public de cadrer plus haut la séquence du podium ? Hou là, gare ! Cette réforme de l'image pourrait bien nous priver, aussi, des gambettes des hôtes en satin. Et là, on n'est plus d'accord.

Michel Dalloni





## Greg LeMond a rajouté deux roues à sa passion de la course

L'ancien vainqueur du Tour de France pilote pour le compte de l'écurie d'un centre de formation

L'Américain Greg LeMond, trois fois vainqueur du Tour de France, s'était retiré de la compétition cycliste en 1994, victime d'une maladie mus-

culaire rare. A trente-six ans, il a entrepris une nouvelle carrière de pilote automobile. Les 12 et 13 juillet il a disputé sur le circuit de Saers Point

les épreuves de la Triple Crown Pro-Series, pour l'écurie Russell. C'était sa sixième course « professionnelle » sur quatre roues.

MINNEAPOLIS

de notre envoyé spécial

Il n'a pas pris une ride. Et pas le moindre gramme, jure-t-il en se levant de sa chaise pour faire admirer un ventre aussi plat que les routes des Flandres. Il parle toujours de vélo avec plaisir et envie, souvent au passé, mais aussi, parfois, en promenant ses regards vers le lointain, vers un avenir réel mais encore imprécis. Tout à l'heure, en fin de journée, il enfilerait un cuirassier et il ira rouler, une heure ou deux, sur les routes étroites qui se fauillent dans la campagne, sa campagne, à un jet de pierre des premiers immeubles de Minneapolis. Il le fera, dit-il, « pour la forme, par simple entretien physique ». Mais sûrement, aussi, par vieille habitude.

AUTOMOBILE

Il est toujours le même, donc. Et pourtant Greg LeMond ne fait plus profession de coureur cycliste. Il a quitté le métier, par contrainte plus que par choix, un soir de l'automne 1994. Les médecins voulaient de découvrir dans ses muscles les traces d'un mal étrange, une forme rare de myopathie, héréditaire, semble-t-il. « J'avais envie d'envie, avoue-t-il dans un soupir. Mais je ne pouvais plus continuer. Mon corps n'en avait plus la force. Si j'avais eu un emploi de bureau, je n'aurais peut-être jamais découvert la présence de ce mal. Mais en vélo ce n'était plus possible. »

Depuis, son existence de pré-retraité du cyclisme a pris un virage qu'il n'avait jamais pensé possible, même dans ses humeurs les plus fatalistes.

Greg LeMond, trente-six ans, trois fois vainqueur du Tour de France, a rajouté deux roues à sa passion du sport, de la vitesse et de la compétition. Il se présente aujourd'hui, dans un sourire presque gêné, comme « coureur automobile professionnel ». Un statut qu'il prononce avec peine et une certaine réticence, comme s'il avait encore du mal à se prendre lui-même au sérieux. Puis il marque une pause, le temps de laisser l'effet de surprise s'échapper sans bruit de la pièce. Et il précise : « Mais je débute à peine. Il s'agit de ma première saison. Et je n'ai participé jusqu'ici qu'à une demi-douzaine de courses. » Il est engagé en formule Ford 2000, l'équivalent américain de la formule Renault.

Le récit de sa singulière reconversion sportive l'amuse encore, au moins autant qu'il semble amuser Kathy, son épouse et la mère de ses trois enfants. « Par le passé, je crois n'avoir jamais vu Greg ouvrir un capot pour voir ce qui pouvait bien se trouver dessous », plaisante-t-elle. Lui-même l'avoue sans honte : « Je ne connaissais rien aux voitures. Absolument rien. Zéro. Et je n'avais même jamais eu l'idée de m'offrir un modèle de sport. Avec les limitations de vitesse américaines, cela m'avait toujours paru sans intérêt. » Détail sans surprise : l'idée n'est pas venue de lui. Fin 1995, un ami lui propose

de l'accompagner pour un stage de trois jours dans une école de pilotage, en Californie. Greg LeMond accepte. « Par jeu, simplement pour changer d'air et passer un bon moment », raconte-t-il aujourd'hui. L'exercice l'amuse. Puis le hasard l'accroche plus solidement à cette improbable destinée. Quelques mois plus tard, il est invité par l'école, comme tous les stagiaires de l'année, à une compétition de fin de saison. Au soir de la course, le jury lui attribue gentiment la troisième place. « Pas seulement pour mes performances, avoue-t-il. Je crois qu'ils ont aussi tenu compte de mon manque d'expérience. » Troisième, Greg LeMond se voit offrir un nouveau week-end de formation.

PAR SURPRISE

La suite le prend souvent par surprise. En juillet dernier, il débourse 30 000 francs pour louer une monoplace et se risquer à une première expérience de la vraie compétition, une course professionnelle dans les rues de Minneapolis. Résultat : une douzième place. « J'aurais pu en rester là, explique-t-il. Mais une équipe du coin m'a contacté pour me proposer un volant pendant une saison complète. Les gens se sont engagés à payer toutes mes dépenses. Alors, bien sûr, j'ai accepté. » Il l'a fait par envie d'un nouveau défi, par opportunité de découvrir un monde encore inconnu et par simple jeu. Mais, plus encore, Greg LeMond a saisi au vol la chance qu'il lui était offerte de combler un vide de son existence. Ecarté des routes du Tour de France

à un âge, trente-trois ans, où il aurait pu en être encore le maître, il n'a jamais laissé l'ennui et les regrets se glisser dans son quotidien. Il a investi dans une chaîne de restaurants, vendu à un constructeur mieux établi sa ligne de vélos et de vêtements de cyclisme et honoré avec soin tous ses engagements publicitaires. « J'étais occupé, assure-t-il. Parfois même trop occupé, au goût de ma femme et de mes enfants. » Sans doute. Mais lui manquait l'essentiel, ce besoin de compétition qu'il avait transporté avec lui, en toutes occasions, pendant sa carrière de cycliste.

Aujourd'hui, ses impressions de pilote automobile sont encore trop fraîches pour qu'il ose s'engager sur l'avenir. Il veut bien jurer sur la Bible que les deux sports se connaissent plus de points communs qu'il n'y paraît au premier regard. Et il avance sa connaissance de la tactique de course et son goût du risque comme autant d'atouts dans son jeu. « J'ai sûrement un peu de talent, mais il est encore trop tôt pour savoir si je possède celui qu'il faut pour atteindre le sommet, dit-il. J'en suis seulement au début. Tout est donc possible. A ma première année chez les pros, en cyclisme, je ne pouvais pas imaginer que je remporterais un jour le Tour de France. » Il l'a gagné trois fois, mais il ne fera pas mieux. Un regret que le bruit des moteurs et l'odeur de l'essence l'aideront, aujourd'hui, à écarter de ses pensées.

Alain Mercier

## Au Grand Prix de Silverstone, Villeneuve profite des malheurs de Michael Schumacher

LA VICTOIRE pour Jacques Villeneuve, les trois marches du podium occupées par ses représentants : Renault a fêté royalement ses vingt ans de présence en formule 1 en dévorant le gâteau tout seul. L'écurie Williams-Renault a pourtant craint le pire, c'est-à-dire une nouvelle victoire de Michael Schumacher, lorsqu'un banal écoulement a retenu le pilote canadien dans son stand, au vingt-troisième tour, pendant une éternité : trente-trois secondes.

Ayant choisi d'effectuer trois arrêts, les deux hommes en tête reçoivent leur stand à un tour d'intervalle. L'Allemand repart au bout de 7 secondes ; le Canadien reste collé au bitume, alors que les techniciens s'agitent autour de sa roue avant gauche. Comptez trente-trois et Jacques Villeneuve rejoint la piste de tranche en neuvième position, à vingt-huit se-

condes de Michael Schumacher. La victoire semble alors aussi envisageable qu'une place dans les points pour Damo Hill, qui est pour mémoire le champion du monde de 1996. Les deux voient pourtant se produire. Damo Hill finira sixième.

Autre surprise, Jean Alesi (Benetton-Renault) se retrouve deuxième au treizième tour : le pilote français a profité des arrêts successifs au stand des deux McLaren, qui avaient opté pour un seul ravitaillement à la mi-course. Sans soncl et loin devant, Michael Schumacher se frotterait les mains si elles n'étaient occupées par le volant. Elles vont pourtant lui servir pour se prendre la tête. Au trente-sixième tour, la roue arrière gauche de sa voiture fume ; un tour plus tard, malgré un nouvel arrêt, la Ferrari roule comme sur le périphérique à

18 heures et rejoint le garage, pour une histoire de roulement de roue.

La course est relancée et indécise, puisque sept pilotes se tiennent en dix secondes. Chez Williams-Renault, on allume timidement les bougies du gâteau et les clerges, n'osant croire à un retournement favorable. Il ne reste plus que Mika Hakkinen entre Jacques Villeneuve et la première marche du podium. A dix tours de l'arrivée, le Finlandais mène le bal mécanique d'une malheureuse seconde après avoir été ralenti par la Prost-Honda de Trulli, qui s'illustra ainsi pour la seule fois du week-end.

Mika Hakkinen, lui, veut confirmer les bonnes performances de la McLaren-Mercedes depuis les qualifications. La pole-position lui avait échappé de très peu, au profit des deux Williams ; la victoire paraît donc être à portée de roues.

Le circuit de Silverstone tend les dépassements presque impossibles, d'autant plus que les deux voitures se valent. Il y a d'ailleurs de quoi s'interroger sur l'avenir de la formule 1 : le spectacle va-t-il se résumer aux ravitaillements dans les stands, aux abandons et aux sorties de piste, à force d'adoucir le tracé des circuits ? Réponse : au cinquante-deuxième tour, Jacques Villeneuve prend la tête de la course à la suite d'un incident mécanique à bord de la voiture de Mika Hakkinen.

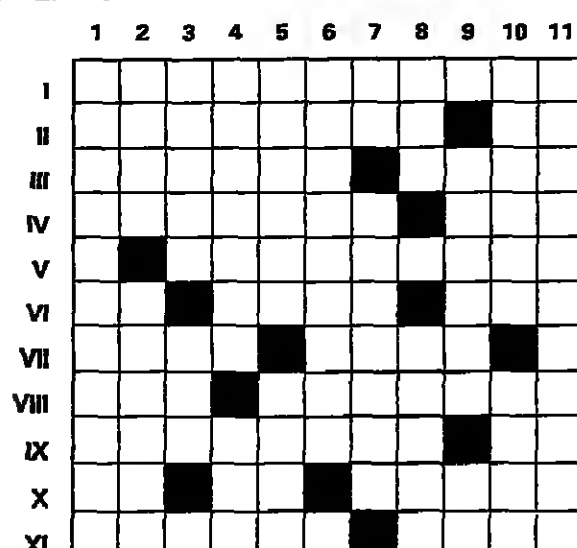
Dès lors, le champagne de la victoire a trouvé preneur. Jacques Villeneuve remporte sa quatrième course de la saison, la centième victoire de Williams au Grand Prix. Jean Alesi et son coéquipier Alexander Wurz se hissent à ses côtés sur le podium.

Piotr Smolar

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97147

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 Fmin).



HORIZONTALEMENT

1. Prépare le monde de demain. - II. Mis de force au régime. Points de croix. - III. Envoies au tapis. Réserve d'alcool. - IV. Coups de gueule du sanglier. Vient d'avoir. - V. Un petit bain dans le petit bain. - VI. Résultats d'entreprise. Dans la banquette d'Helsinki. Une fois de plus. - VII. Homme d'Eglise. Moyen d'évasion, au moins dans les dessins animés. - VIII. Personnel. Se mit à agir sans raison. - IX. Problèmes aux règles et aux

chevilles. Démonstratif. - X. Point de départ. Points. Un côté des choses. - XI. C'est du racolage. Possessif.

VERTICALEMENT

1. Porte la bonne parole. - 2. Se dilate en cas d'explosion. Le bon client du monde. - 3. Supprimé. Unité informatique. - 4. Pincée à la taille. Se lança. - 5. Ont déjà eu une certaine expérience. Un coup bien ajusté. - 6. Deux ou trois pièces pour dames. - 7. Fête début janvier.

Assure à l'automobile une meilleure pénétration. - 8. Un beau tas de charbon. Rafées par les gagnants. - 9. Porter comme un Père Noël. Curie. - 10. Attaque les nerfs. On le donne pour accord. - II. Une répétition qui n'a rien de théâtral.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97146

HORIZONTALEMENT  
1. Pluviomètre. - II. Lavette. Ret. - III. Ai. Tétanisé. - IV. Ite. Mot à mot. - V. Sept. Pele. - VI. Aréopage. Ur. - VII. Nipponnes. - VIII. Cei. Léo. Api. - IX. Nui (un). Nohle. - X. Enesco. Iran. - XI. Ressemblant.

VERTICALEMENT

1. Plaisancier. - 2. Laiterie. Ne. - 3. UV. Epépines. - 4. Vét. Top. Uss. - 5. Item. Police. - 6. Ottomane. OM. - 7. Méat. Gnon. - 8. Napée. Oll. - 9. Trime. Sabra. - 10. Résolu. Plan. - 11. Etérierait.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457. ISSN 0256-2037

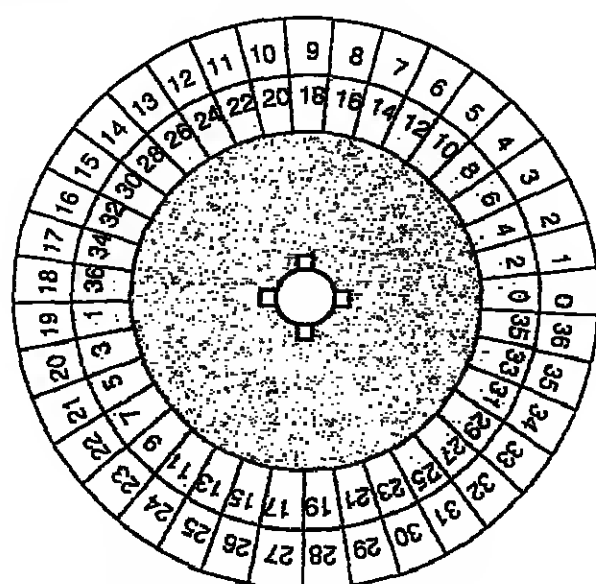
Imprimeur du Monde : 12, rue M. Gutenberg 93852 Bry Cedex

PRINTED IN FRANCE

## LAFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 26

## La roulette sans boule



SOLUTION DU PROBLÈME N° 25 paru dans Le Monde du 8 juillet. La réponse, vous vous y attendez, est 111111111111 (quatorze fois le chiffre 1).

Pourquoi ? La reconnaissance d'un « produit remarquable » permet la première étape, le reste vient seul :  
5 555 556 - 4 444 445  
= (5 555 556 - 4 444 445) x (5 555 556 + 4 444 445)  
= 111111 x 10000001  
= 111111 x (10000000 + 1) = 111111 x 10000000 + 111111  
= 1111110000000 + 111111

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26



## L'été continue

LES PRESSIONS restent relativement hautes sur la France, mais un front peu actif traverse mardi les régions les plus au nord. De l'instabilité pour la remontée d'Espagne vers les Pyrénées. Les températures, bien qu'en baisse par rapport aux jours derniers, restent à des valeurs de saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Il y aura beaucoup de nuages sur ces régions, avec un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Quelques éclaircies pourront se développer sur le sud de la Bretagne et les pays de Loire. Les températures s'éleveront entre 19 et 24 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le début de matinée sera assez ensoleillé mais très vite les nuages arriveront par l'est. Ils gagneront jusqu'aux Ardennes en fin de journée. Il pourra y avoir un peu de bruine sur les côtes de la Manche. Le thermomètre indiquera 20 à 25 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps sera à l'amélioration avec encore quelques pluies résiduelles en début de matinée sur les Vosges et le Jura. Les éclaircies deviendront assez belles mais les nuages reviendront sur la Champagne en fin de journée. Les températures iront de 23 à 26 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après un début de matinée brumeux, la journée sera bien ensoleillée. Sur les Pyrénées, le temps deviendra lourd et des orages isolés éclateront. Le mercure atteindra 25 à 28 degrés.

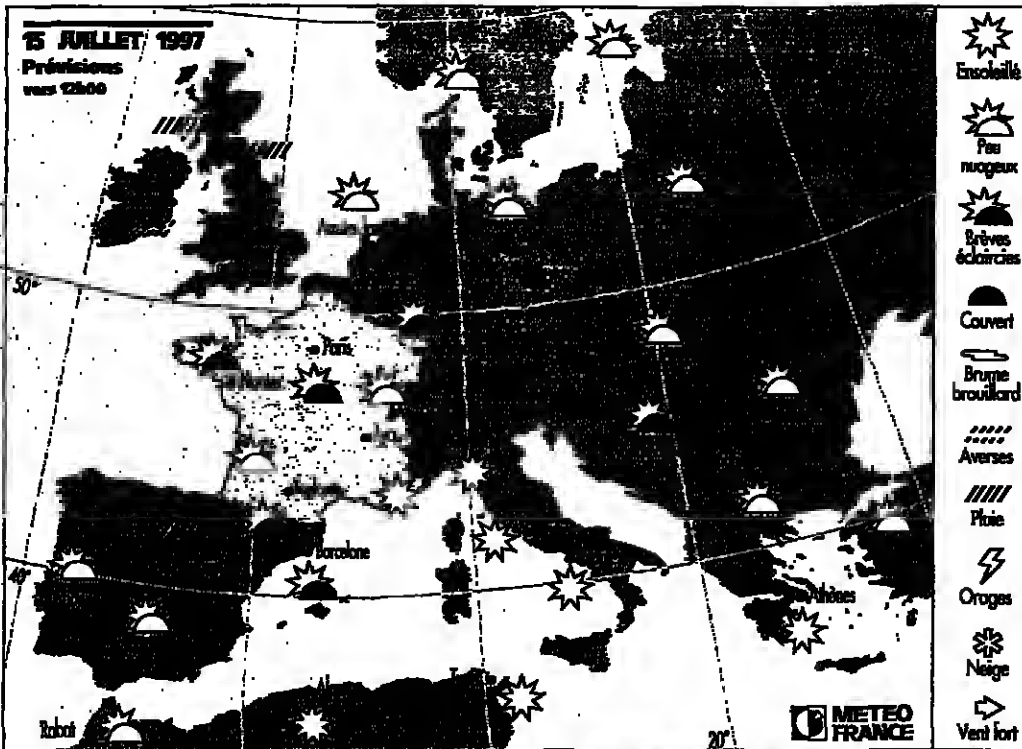
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps s'améliore bien et le soleil brillera largement. Quelques cumulus se développeront sur les Alpes l'après-midi. Les températures seront estivales avec 25 à 28 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le beau temps domine avec un soleil généreux. Le vent de nord en vallée du Rhône sera modéré. Il fera de 27 à 31 degrés.

**PRÉVISIONS POUR LE 15 JUILLET 1997**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	14/24 S	NANTES	17/24 S
AIACCIO	19/27 S	19/24 S	NICE	19/26 S
BIARRITZ	19/26 S	19/24 S	PARIS	19/24 S
BONDEAUX	19/25 S	19/24 S	PAU	19/24 S
BOURGES	19/25 S	19/24 S	PERPIGNAN	19/24 S
BREST	19/25 S	19/24 S	RENNES	19/24 S
CAEN	19/25 S	19/24 S	ST-ETIENNE	19/24 S
CHERBOURG	19/25 S	19/24 S	STRASBOURG	19/24 S
CLERMONT-F.	19/25 S	19/24 S	TOULOUSE	19/24 S
DIJON	19/25 S	19/24 S	TOURS	19/24 S
GRENOBLE	19/25 S	19/24 S	FRANCIS	19/24 S
LILLE	19/25 S	19/24 S	CAENNE	19/24 S
LIMOGES	19/25 S	19/24 S	FORT-DE-FR.	19/24 S
LYON	19/25 S	19/24 S	NOUMEA	19/24 S
MARSEILLE	19/25 S	19/24 S		

PAPEETE	22/28 S	KIEV	14/19 P	VENISE	19/24 P
POINTE-A-P.	22/28 S	LESANNE	14/19 P	MAIRAKECH	23/33 S
ST-DENIS-R.	19/24 S	LIVERPOOL	13/20 P	NAIROBI	12/19 N
AMSTERDAM	12/21 S	LONDRES	14/23 S	PRETORIA	31/19 S
ATHENES	22/28 S	LUXEMBOURG	13/23 S	RABAT	18/24 N
BARCELONE	22/28 S	MADRID	17/21 P	TUNIS	27/40 S
BERLIN	14/18 P	MILAN	21/29 S	ASIE-OCEANIE	
BELGRADE	14/18 P	MOSCOW	11/17 P	BANGKOK	28/34 C
BERNE	15/22 N	MUNICH	14/19 P	BOMBAY	27/30 P
BRUXELLES	15/22 N	NAPLES	21/20 S	DIARBA	24/30 C
BUCAREST	15/22 N	OSLO	15/21 N	DUBAI	29/36 S
BUDAPEST	15/22 N	PALMA DE M.	22/31 S	HANOI	27/31 P
COPENHAGUE	14/21 S	PRAGUE	14/22 P	HONGKONG	27/28 P
DUBLIN	14/19 P	PRAGUE	17/28 S	JERUSALEM	22/31 S
FRANCOFORT	15/23 P	SEVILLE	19/25 S	NEW DELHI	28/34 P
GENEVE	16/24 C	ST-PETERSB.	12/18 N	PEKIN	27/36 S
HELSINKI	10/20 N	STOCKHOLM	12/18 N	SEOUL	23/30 P
ISTANBUL	19/24 N	TENERIFE	15/21 S	SINGAPOUR	27/32 C
		VARSOVIE	13/19 S	SYDNEY	31/16 C
				TOKYO	23/31 N



## LE CARNET DU VOYAGEUR

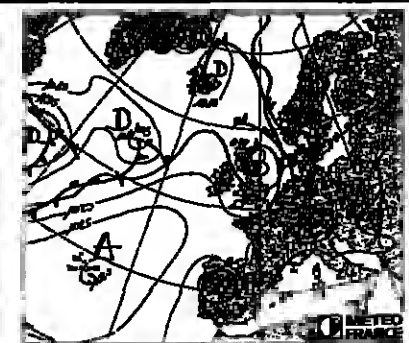
■ **FRANCE.** Air France et Proteus Airlines ont conclu un accord de franchise portant sur la desserte Chambéry-Paris. A partir du 1<sup>er</sup> septembre, ces vols, assurés par Proteus Airlines sous numéro de vol Air France, bénéficieront du service proposé sur les lignes régionales domestiques d'Air France et des avantages du programme de fidélisation de la compagnie nationale.

■ **ETATS-UNIS.** United Airlines, première compagnie aérienne américaine, a pris livraison du premier des 28 Airbus A319 commandés pour remplacer les anciens Boeing 737-200. - (AFP)

■ **MONDE.** Le Guide des déplacements professionnels publié par le Moci analyse les coûts et conditions de séjour dans 100 capitales, et donne les adresses des agences de voyages, compagnies aériennes, aéroports et offices de tourisme. Commande (100 F) par fax au 01-40-73-31-46.



Situation le 14 juillet à 0 heure TU



Prévisions pour le 16 juillet à 0 heure TU

## COMMUNICATION

### A Montpellier, la vie s'organise sans « Midi libre »

Le quotidien régional est absent des kiosques depuis trois semaines

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

On ne se bouscule pas dans la boutique d'Azéte Thérond. « Ils poussent la porte, ils voient que c'est le petit, alors ils repartent », explique la marchande de journaux de Saint-Martin-de-Londres. Le « petit », c'est l'édition de douze pages que la direction de Midi libre fait imprimer, quelque part à l'étranger en lieu et place du quotidien absent des kiosques depuis le 24 juin (le Monde du 4 juillet). La commerçante montre la pile de ces journaux à 2 francs, restée quasiment intacte en début d'après-midi. Il est vrai que ce Midi libre de fortune manque de l'essentiel pour les habitants : l'information locale.

A Saint-Martin comme dans les autres communes de l'arrière-pays, une partie de la population a perdu ses repères. « Les gens ne savent plus où ils en sont », résume cet ancien ouvrier agricole. L'absence prolongée de nouvelles du voisinage semble créer une situation de manque intolérable aux plus âgés, qui l'expriment d'un bref cri du cœur : « Je ne peux pas vivre sans mon journal ».

Certains « accros » ne désarment pas, comme à Castelnaud-le-Léon, dans la périphérie de Montpellier, où le journal de substitution a davantage de succès, malgré sa diffusion tardive. Une poignée d'irréductibles fait le siège de la maison de la presse. « Ils arrivent en même temps que moi, vers 6 h 15, explique le patron, Jean-Marie Molines. Hier, l'un d'eux est resté jusqu'à l'arrivée du camion à 10 h 15. » Tous les clients ne prennent pas leur mal en patience. « Maintenant, on se fait engueuler », constate M. Molines.

La non-parution du quotidien local perturbe la vie des communes. Comment annoncer les fêtes votives ou les courses de taureaux ? Faute de publication des avis de décès dans le journal, « les églises sont vides pour les enterrements », assure Jean-Pierre Grand, maire (RPR) de Castelnaud. Pour la même raison, les fleuristes estiment à 40 % leur perte de chiffre d'affaires. Les chantiers prennent du retard : « Nos avis d'adjudication n'ont pas encore pu paraître, explique Marguerite Mathieu, maire de Fraisse-sur-Agout, petite commune de 250 habitants aux confins du Tarn. Or, dans nos pays de montagne, il ne faut pas attendre la fin de l'été pour entreprendre les travaux. » Toutes ces petites misères au quotidien ont incité le sénateur de l'Hérault Gérard Delfau, maire (PS) de Saint-André-de-Sangonis, à attirer par une question écrite l'attention du ministre de la

communication sur le « rôle social que n'assume plus le journal ».

Le patronat local redoute les gênes apportées à la vie économique. Privé de son support publicitaire privilégié, le tissu des PME se trouverait fragilisé, mais personne ne s'avance à chiffrer le préjudice. « Le téléphone sonne moins dans nos agences », constate simplement Jacques Dandine, responsable du Syndicat national des promoteurs immobiliers. Au nom des constructeurs de maisons individuelles, Jean-Claude Novet est plus précis : « On a 50 % de contacts commerciaux en moins. » Les patrons d'écoles privées se disent gênés pour leur recrutement au lendemain du bac. Et le commerce, petit ou grand, en cette période de soldes ? « Curieusement nous n'en sommes pas moins », sourit Jean-Louis Marc, sous-directeur des Galeries Lafayette. Nous avons réorienté notre communication, en par-

### Manifestation et comité d'entreprise

Un comité central d'entreprise doit se réunir à Midi libre, mardi 15 juillet à 15 heures. A l'ordre du jour figure notamment « l'évolution des structures juridiques de l'entreprise ». Le même jour, une manifestation est organisée à Montpellier, à l'initiative des chambres de commerce et d'industrie régionale et locale, ainsi que de l'Union patronale de Montpellier, afin de protester contre les désordres apportés à l'économie locale par la non-parution du quotidien.

ticulier vers les radios comme NRJ. Notre chiffre est même supérieur aux autres années. »

L'absence de Midi libre est moins traumatisante en ville, où l'on s'organise sans lui. Le Printemps des comédiens a fait salles comblées, de même que la Fête du cinéma. Certains s'installent déjà dans de nouvelles habitudes de lecture. Le taux de pénétration du quotidien, il est vrai, n'excède pas 25 % à Montpellier. « Les trois quarts des gens vivent très bien sans Midi libre, dont le monopole n'existe plus », affirme Pierre Serre, directeur de l'hebdomadaire La Gazette de Montpellier. Il cite France 3 et le décrochage de M6, Radio-France Hérault et le décrochage de Sud-Radio ou encore la presse gratuite et associative parmi les multiples façons de se tenir informé. « Une seule conférence de presse a été annulée depuis le début du conflit », avance-t-il pour

preuve que la vie des institutions continue malgré le forfait de l'une d'entre elles.

Outre La Gazette, qui n'a pas augmenté son tirage « par déontologie », mais qui est désormais introuvable dès le lendemain de sa sortie, le principal bénéficiaire du conflit de Midi libre est La Marseillaise. Le journal communiste, qui vient de changer de formule (le Monde du samedi 12 juillet), utilise toute la puissance de ses rotatives pour tirer 15 000 exemplaires supplémentaires sur l'Hérault, et sort de sa confidentialité à Montpellier : 2 200 exemplaires vendus contre moins de 150 habituellement. Une aubaine saisie par Sylvain Jambon, responsable de l'édition départementale, pour « améliorer la qualité du journal en accélérant des réformes qui ne devaient être mises en place que progressivement ». Les quotidiens nationaux enregistrent quant à eux des hausses de ventes de plus de 40 %.

Ces transferts ne suffisent pas à combler le manque à gagner des dépositaires et diffuseurs, qui sont, avec les transporteurs, les porteurs et aussi les correspondants locaux, parmi les plus pénalisés par ce conflit qui n'est pas fini. En moyenne, Midi libre représente 30 % du chiffre d'affaires des diffuseurs, sans compter les ventes induites d'autres produits comme la confiserie, les jeux de la Française des jeux, voire le PMU. « Je perds davantage que 350 exemplaires à 4,80 francs, explique Jean-Marie Molines. Midi libre est une locomotive pour mon commerce. » Une de ses collègues, dans le nouveau quartier d'Antigone, se lamente : « Dire que pour la première fois depuis huit ans, nous avons décidé de partir en vacances, quel coup dur ! »

La grève est d'autant moins populaire que la direction de Midi libre a rendu publiques, par le biais de lettres et de tableaux distribués chez les marchands de journaux, les rémunérations des ouvriers grévistes, accréditant l'idée que le conflit reposait essentiellement sur une revendication salariale de navis. Personne ne sait à quel correspond la qualification d'un « conducteur de machine », mais les « salaires mensuels moyens sur douze mois » ainsi révélés animent les conversations sous les arbres de la place du Marché, à Saint-Martin-de-Londres. Chacun les compare avec sa petite pension et s'indigne. Il faut dire qu'exprimées en anciens francs les sommes claquent comme des salaires de footballeurs professionnels.

Jean-Jacques Bozonnet

## SCIENCES

### Débloqué, le robot Sojourner reprend l'exploration de Mars

ET C'EST REPARTI ! Le petit robot à roulettes Sojourner, bloqué contre le rocher « Yogi » après être entré en collision avec lui à la suite d'une fausse manœuvre, a été débloqué, samedi 12 juillet, à l'aide d'un scientifique de la mission. Après un excès de vitesse - 1 centimètre par seconde -, Sojourner s'était retrouvé coincé, jeudi 10 juillet, et il avait été impossible de le dégager plus tôt en raison de problèmes de communication. Les hommes de la NASA, basés au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena, avaient en effet allumé le récepteur de Pathfinder, l'élément fixe de la sonde, onze minutes après l'envoi des ordres qui lui étaient adressés. Plusieurs heures ont ensuite été nécessaires pour rétablir les communications entre la Terre et Mars.

Richard Cook, le directeur de la mission, a minimisé la portée de ce contretemps de deux jours, expliquant que le robot - dont la mission ne devait durer, à l'origine, qu'une semaine - peut encore se déplacer dans la vallée d'Arès pendant plusieurs mois, tant que son panneau solaire lui prêtera vie.

Dans ces conditions, consacrer quatre ou cinq jours à un seul rocher « entre largement dans les capacités de Sojourner », a ajouté Richard Cook. Dimanche, le robot est resté immobile tandis que les ingénieurs de la NASA reprogram-

maient l'ordinateur de la sonde, afin d'éviter que le problème de transmission ne se reproduise.

Après « Yogi », qui était au menu des explorations à partir de lundi, Sojourner compte s'intéresser à une pierre distante d'une dizaine de mètres baptisée « Scoubidou », qui intrigue les scientifiques à cause de sa teinte blanchâtre, inhabituelle sur la fameuse planète rouge.

#### « BILL LA BERNACHE »

Le robot à six roues, doté de trois caméras et d'un spectromètre pour étudier la composition chimique du sol et des roches, a déjà pris de nombreuses photographies et analysé la poussière rougeâtre recouvrant la surface de Mars, ainsi qu'une pierre, surnommée « Bernache Bill », ou, en français, « Bill la Bernache ». L'analyse de ce rocher a révélé qu'il était en grande partie composé de quartz - identique en cela à bien des roches terrestres - ce qui laisse supposer que la planète a enregistré une activité volcanique beaucoup plus longue que l'on ne pensait depuis sa formation, il y a 4,5 milliards d'années. En effet, la présence de quartz ne peut s'expliquer que par la liquéfaction de la roche à plusieurs reprises.

Au cours de sa première semaine

de présence et de travail sur le sol martien, Pathfinder a déjà envoyé beaucoup d'informations - et quelque 3 000 photographies - qui ont confirmé ou approfondi celles qu'avaient transmises, il y a vingt et un ans, les deux sondes américaines Viking. Les images prises sur Mars ont permis de supposer que d'énormes quantités d'eau avaient coulé il y a des milliards d'années dans la plaine d'Arès Vallis. Les clichés montrent en effet des pierres rondes, d'autres disposées dans une configuration typique des lits de torrent, des petits graviers à moitié enterrés dans le sol, caractéristiques d'un dépôt de particules en suspension dans l'eau, autant de signes pouvant permettre de conclure que des rivières se sont déversées à plusieurs reprises dans ce site.

Dans les jours qui viennent, Mars Pathfinder va poursuivre son étude de l'atmosphère et ses observations météorologiques (pression, taux d'humidité, température). Elle continuera à prendre des photographies des roches et des différents reliefs - collines, bords de cratères d'impact - que lui livre son horizon. Peut-être fixera-t-elle aussi sur la pellicule la première image de la Terre vue d'une autre planète. La Terre, point bleuâtre dans la nuit martienne. - (AFP, AP, Reuters.)

### Le Cabby, future voiture collective des centres-villes

UN JEU D'ENFANT. Un simple joystick de jeux vidéo se substitue au volant et aux pédales pour manœuvrer le prototype Cabby. Blentôt, de tels engins pourraient peupler les centres-villes interdits aux automobiles à moteur thermique. Ils seront publics, c'est-à-dire à la disposition des usagers qui les loueront, et écologiques, dotés d'un moteur électrique.

Près de cinq ans de travail et vingt chercheurs de l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) ont été nécessaires pour mettre au point ce nouveau véhicule. Le projet est issu d'une association entre l'Inria et Avenir Public, département d'Avenir Media, filiale du groupe Havas Media Communication, avec la collaboration de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets), d'EDF et de la RATP. Cabby a été conçu à partir d'un modèle construit par l'entreprise Andruet pour arper les tennis de golf. Pas plus long qu'un vélo, il peut embarquer deux ou quatre personnes (dans sa version rallongée de 20 centimètres) et dispose de deux ou quatre roues motrices.

Toutes les commandes de conduite sont concentrées dans le mini-manche. Ses quatre positions (avant, arrière, gauche et droite) donnent les directions, tandis que son actionnement déclenche progressivement les moteurs électriques ou les freins si l'on passe en marche arrière.

Dire que ce type de manœuvre ne pose aucun problème serait excessif. Il faut s'habituer à prendre des virages serrés et des demi-tours, surtout lorsqu'on est un adulte non rompu aux jeux vidéo. Michel Parent, chargé de recherche à l'Inria et responsable du projet Cabby, assure qu'un système de retour d'effort doit être intégré à la manette pour mieux sentir les réactions du véhicule, dont la vitesse de pointe ne dépasse pas les 20 km/h. EDF a développé des bornes de recharge par induction. Il suffit de positionner le véhicule à la verticale de ces bornes pour que leurs batteries se rechargent automatiquement. Dans les zones couvertes, des places de parking spéciales seront aménagées à où les Cabby devront être garés après leur utilisation. A bord, une caméra assure les rôles de surveil-

lance et d'assistance au pilotage à distance, car l'Inria a prévu que certains déplacements pourront s'effectuer par télécommande à partir du poste de commande central. De même, l'Institut travaille sur la conduite automatique avec, en particulier, un mode « train », où les véhicules se suivent grâce à des capteurs de distance. Rapprochement suprême, les Cabby sont tous équipés d'un terminal multimédia fournissant des plans de trajet et des informations municipales et commerciales. Grâce au réseau hertzien Ethernet, les Cabby accidentent également à Internet.

Le tout revient entre 50 000 et 150 000 francs par véhicule suivant leur degré d'équipement. Avec le système de gestion centralisé (2 à 5 millions de francs), l'Inria estime le coût d'une flotte de 100 véhicules à 10 millions de francs et quinze emplois directs. « Soit un investissement inférieur de deux ordres de grandeur à celui d'un tramway », précise Michel Parent. Les expérimentations du système Cabby ne devraient commencer qu'en 1999.

Michel Alberganti



L'ÉTÉ FESTIVAL

Les Russes sont nombreux, cet été, au Festival d'Avignon. L'invasion est pacifique et ne semble pas provoquer l'ire des syndicats de théâtre français, quand la venue en France d'orchestres et de solistes des pays de l'Est s'accompagne de contrôles administratifs tatillonnés : les festivals qui les invitent sont dénoncés par les syndicats de musiciens français, qui ne font pas mystère de leur activisme. Dans le même temps, le Festival de jazz de Montreux, en Suisse, rend hommage à Charles Aznavour. Arménien d'origine, notre crooner national a ainsi en la surprise heureuse de voir ses chansons reprises par quelques stars étrangères et un orchestre luxueux. Ces « standards » appartiennent dorénavant au monde entier. La musique n'adoucit pas les mœurs, Catherine Trautmann aura essuyé sa première bronca en tant que ministre de la culture en arrivant dans le Théâtre antique d'Orange, tandis que le groupe de rap IAM aura dû calmer quelques jeunes venus troubler leur concert aux Francofolies de La Rochelle.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Double

Les étudiants de l'École des beaux-arts de Paris exposent. Peinture en hommage à Géricault ainsi qu'à France Terre d'asile.



Ni Parlement ni Eglise, la scène russe change de peau

Avignon/Théâtre. Kama Guinkas et Anatoli Vassiliev appellent Dostoïevski et la Bible à l'aide pour combler un vide spirituel

**K. I. DU CRIME**, de Danil Guink. Mise en scène : Kama Guinkas. Avec Oksana Missina et Oleg Ralev. Usine Volpout, jusqu'au 22 juillet, à 19 heures.

**LES LAMENTATIONS DE JÉRÉMIE**. Mise en scène : Anatoli Vassiliev. Eglise des Célestins, jusqu'au 16 juillet, à minuit. Tél. : 04-90-14-14-14.

A cinq mille mètres des murs d'Avignon, l'usine Volpout : les murs écorchés d'une humaine imprimée, vide de ses hommes et de ses machines. Au croisement de deux corridors, sous des gaines de tuyaux qui pendent, une trentaine de spectateurs sont assis sur des chaises de fer. Silence.

Surgit en coup de vent une jeune femme, cheveux pas peignés retenus par une barrette, pieds bandés dans des godasses noires, vieux manteau bleu marine qu'elle tient serré contre elle. Elle se fige en une convulsion, s'enfuit aussi vite, réapparaît. C'est Katerina Ivanovna, la figure de *Crime et Châtiment* à laquelle Dostoïevski semble avoir été le plus attaché. Lorsqu'il la raconte, il la voit sa femme, Marie Dmitrievna : « Elle était mince, grande, élancée... Elle était comme absente, n'entendait pas, ne voyait pas... »

Le jeune écrivain Danil Guink (il n'a pas trente ans) a imaginé de faire parler Katerina Ivanovna

Un surcroît de conscience

Les Russes sont en nombre au Festival d'Avignon. Il semble que leur théâtre tranche sur les autres par un surcroît de prise de conscience. Boris Eltsine préface une brochure que les troupes publient en cette occasion. Elles nous disent que jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, le théâtre a vécu un « égarement » : il tenait lieu de *Parlement*, réduit à un rôle décoratif, et de l'Eglise, à moitié étouffée. Des générations de metteurs en scène, d'acteurs, de spectateurs, sont alors allés au théâtre pour communier : le contact vivant et libre d'hommes entre eux y était possible. Le théâtre en était venu à croire qu'il pourrait changer la vie ». Aujourd'hui, cet « égarement » est plus. « Le théâtre exprime, dans sa langue à lui, et l'euphorie de la liberté, et un sentiment lancinant de défaite dû avant tout au vide spirituel dans quoi se retrouve le pays ».

seule à haute voix pendant le repas que, dans le roman de Dostoïevski, elle a tenu à donner en revenant du cimetière : son mari a été écrasé sous les sabots d'un cheval. « Sa mort est un bonheur pour nous, une économie », s'écrie-t-elle. Dostoïevski disait que sa femme, Marie, avait « une vitalité de chat ».

C'est la grande actrice Oksana Missina qui joue Katerina Ivanovna. Elle a quitté, une fois encore, les spectateurs, et, revenue, elle tremble, elle rit, elle parle très vite dans le vide, où elle prend un spectateur à témoin, entre quatre yeux, mais sans le voir. Dans sa fièvre à dire les brutalités de son mari qui, pour se payer de l'alcool, a tout vendu, les draps, les meubles, elle tombe par terre, se redresse, puis change brusquement : elle invite calmement le monde à venir prendre part au repas, retour du cimetière.

Nous passons dans une grande salle claire. Le metteur en scène, Kama Guinkas (il est le père de Danil, l'auteur de la pièce), a fait peindre en blanc immaculé les murs, le plafond, le sol, d'un ancien atelier. La lumière est blanche et très forte. Nous pourrions être en plein soleil. Sans doute le père et le fils ont-ils pensé au mot de Dostoïevski sur Katerina Ivanovna : « Les poitrinaires ont toujours plus mauvaise mine au grand jour du dehors que chez eux ».

La longue table du banquet est là, couverte d'une nappe blanche sur quoi ne sont posés qu'une bouteille de vodka et une tranche de pain noir. Tout au fond, adossés au mur : les trois enfants tout jeunes de Katerina Ivanovna, Polenska, l'aînée, son frère Kolia, et la petite Lidotchka. Katerina va, vient, saute, danse, chante, crie, ne cesse de dire tout et rien, crâne devant les invités misérables ou imaginaires : « la fièvre des pauvres », dit Dostoïevski, qui continue d'hésiter à l'aveuglette entre cette Katerina Ivanovna et sa propre femme Maria : « La phobie, à une période avancée, trouble les facultés mentales... elle crachait le sang, était à moitié folle, avec des instants de calme ».

La saisie de tout ce qui colle à la pauvreté déclenche là, dans le spectateur, une sensation de choc. Autre chose que l'émotion du théâtre. Plutôt un accident, comme si notre conscience était brûlée, à la pointe de feu, par la vérité elle-même. Dostoïevski a dit que « le malheur éclaire en plein la vérité », c'est cela qui nous est jeté ici, en

particulier quand l'actrice Oksana Missina arrache aux trois enfants leurs loques (Dostoïevski dit qu'elle était maniaque de la propreté, et qu'elle ne lavait et ne séchait les vêtements que la nuit, puis qu'il n'y en avait, dans la maison, aucun de rebange). « Elle se jetait sur les enfants, écrit Dostoïevski, elle leur criait dessus, elle essayait de les faire chanter, danser, et comme ils ne comprenaient pas, elle se mettait à les battre ».

Elle finira par les déguiser en petits comédiens de rue. Lors d'une de ces tentatives, ses crachements de sang ne sont plus qu'une hémorragie, et elle meurt.

Dans l'adaptation des Guinkas père et fils, et l'interprétation d'Oksana Missina, c'est en un éclair, en une brutalité et une vitesse qui confondent l'être et le néant, que des anonymes de l'Etat, aux premiers signes de l'agonie de Katerina Ivanovna, s'emparent des trois enfants, du violon de leur mère, de toute la mémoire de ces vies. Du

ciel descendent les barres d'une fine échelle blanche. L'ombre de Katerina Ivanovna se relève, s'accroche, s'y balance.

La saisie de tout ce qui colle à la pauvreté déclenche là, dans le spectateur, une sensation de choc

Le titre est *K. I. du crime*. Les deux initiales de la mère. Ce ne peut être que l'un des moments forts de ce Festival d'Avignon 1997. C'est saisissant. Ce n'est pas de l'hyper-expressionnisme. Quelque chose comme un faisceau de parti-

cules de lumière vive qui précipiterait les réflexes. Comme si vivre était, seconde par seconde, un accident, qui ne compte plus. Ce sont des Russes qui jouent ça. Sentiment que de Dostoïevski aux anxiétés d'aujourd'hui est rétabli un courant intrinsèque.

Anatoli Vassiliev, l'un des phares du théâtre russe, déjà venu à Avignon, est là aussi, bien sûr. Il présente, dans l'église des Célestins, qui garde son aspect hugolien de ruine fantôme, une mise en scène épurée de l'un des textes de la Bible, les cinq *Lamentations de Jérémie*, qui pleurent la ruine de Jérusalem. Elles sont ici chantées : l'ensemble de musique ancienne sacrée Sirine en a commandé la partition au musicien Vladimir Martinov. Pour chanter les vers éternels, « Qui ? Adam ! concasse mes dents avec des pierres, et m'enfonce dans la poussière... Regarde-les : assis ou debout, je ne suis que leur chanson... », Vladimir Martinov dit « avoir pris pour éléments de

base l'octophonie byzantine, le chant grégorien, les chants religieux de la Russie ancienne et des Balkans ».

Anatoli Vassiliev, au cours des cinq chants de ces *Lamentations*, fait changer la couleur des robes des chanteurs, noires, blanches, bleues. Sous l'inclinaison d'une architecture blanche dans les ouvertures de quoi dansent des enfilades de flammes, il fait évoluer, en rangs, en carrés, en cercles, en diagonales, les chanteurs. L'inclinaison de l'angle des voix, sous les voûtes, change la couleur du son. « Les mains des femmes matricides font cuire leurs enfants... Eloignez les routes, tond les chemins... La langue du tourbillon, de soif, colle à son palais », chantent les robes noires ou bleues, et, comme des rappels ou des illusions d'espérance, des colombes blanches volent ou se posent, dans les hauteurs des arcs ou aux pieds des chanteurs.

Michel Cournot

Une trop gentille soirée au cloître des Célestins

Avignon/Théâtre. Laurent Pelly met en scène des hymnes homériques dans une ambiance familiale

**DES HÉROS ET DES DIEUX**, hymnes homériques traduits par François Rosso. Mise en scène : Laurent Pelly. Avec Anne Lévy, Magali Magné, Fabienne Roca-boy, Claire Semet, Rémi Gibier, Réginald Huguenin, Sébastien Leboucq, Claude Lévêque, Patrick Zimmermann.

**CLOÎTRE DES CÉLESTINS**, les 15, 16, 17, 19, 20 et 21, à 22 heures. Tél. : 04-90-14-14-14. Durée : 1 h 45.

En septembre, Laurent Pelly mettra en scène un opéra pour la première fois, *Orphée aux enfers*, d'Offenbach, à Genève. Pour préparer ce travail, il s'est replongé dans la mythologie. Et il a découvert *Des héros et des dieux*, un recueil d'hymnes homériques (éd. Arléa), dont la lecture lui a donné envie de faire un spectacle pour enfants et adultes.

Longtemps, les hymnes ont été attribués à Homère, parce que les Anciens voulaient croire qu'ils étaient de lui. Les modernes hellénistes ont prouvé qu'il n'en est rien. Plusieurs auteurs anonymes, au cours des siècles, ont mis la main à la pâte, reprenant à leur compte les légendes connues de

tous. Dans la Grèce antique, il y avait des festivals - déjà - où les meilleurs poètes étaient invités à célébrer les héros et les dieux. Il y avait aussi des aèdes qui allaient de village en village, plus modestement, attiser l'imagination avec leurs récits. C'est visiblement à eux que Laurent Pelly a pensé pour mettre en scène les hymnes homériques, dont il a voulu qu'ils se donnent dans une ambiance familière et familiale.

Il n'y a pas de plateau dans le cloître des Célestins, maquillé de façon à évoquer une maison à la campagne, une grande ferme, avec du foin, des bancs de bois, des chaises, une baignoire en plastique, des jouets d'enfants, des caquets, quelques moutons, un chien, une grande table sous les arches et, plus étrange, un vieux lit de fer posté dans un coin, face à une antique télévision. Deux grands arbres habitent la cour. A l'étage, du linge sèche.

C'est un jour de fête. Hommes et femmes ont mis les habits du dimanche. Costumes noirs et chemises blanches, robes légères et talons. Tous ont l'air gai, sauf un - le boudeur de service -, qui n'a qu'une envie : s'affaler sur le lit pour regarder la télévision. Entre

eux, les rôles ne sont pas définis. On ne sait pas s'ils sont maris et femmes, frères et sœurs. Mais il ne fait aucun doute qu'ils constituent une famille - des adultes de tous âges réunis pour une journée particulière, attiser l'imagination avec leurs récits. C'est visiblement à eux que Laurent Pelly a pensé pour mettre en scène les hymnes homériques, dont il a voulu qu'ils se donnent dans une ambiance familière et familiale.

Comme les aèdes antiques, ils n'ont besoin de rien pour faire vivre les héros et les dieux. Il leur suffit d'être là, avec le désir de partager des histoires faites pour être dites, en s'aidant, à l'occasion, des moyens du bord. La foudre de Jupiter fracasse le ciel ? quelques feux d'artifice bricolés éclatent. Un oiseau s'envole ? Les hommes l'imitent en frappant des mains sur leurs cuisses. Des vaches « gambadent » - puisqu'elles gambadent, dans les hymnes homériques ? Les femmes agitent des cloches, les hommes remuent leurs bouches. Il faut une musique céleste ? Des ustensiles de cuisine feront l'affaire.

Laurent Pelly privilégie trois hymnes - à Déméter, Aphrodite et Hermès -, qui comptent parmi les

Brigitte Salin



## A L'AFFICHE

### Un air de famille

La mère s'appelle Elisabeth Baillon et invente des amours bédées. Agnès, la fille, sculpte d'horribles petites cochonnes à la tête de Béatrice qu'elle assied sur des chaises trop grandes. Jambettes qui pendouillent dans le vide, seins découverts et paupières sans cils. A la limite du supportable, mais le modèle a de la force. Cette *Femme libre* est à découvrir sur le plateau du Larzac, au-dessus de Millan. Brouzes du Larzac, 12490 Aveyron. Tous les jours de 15 heures à 19 heures. Tél. : 05-65-62-35-20.

Wim Vandekeybus à Barcelone. Au Mercat de les Flors, Wim Vandekeybus, un des plus doués de la génération flamande, crée en première mondiale *For a Secret Never Be Told* dans le cadre du Festival d'Estiu. Le chorégraphe n'est pas de tout repos : parait pour des vacances mouvementées et heureuses. Festival d'Estiu, Mercat de les Flors, les 23, 24, 26 et 27 juillet, à 22 heures.

Le Hip-Hop Opéra d'Accorap. Le hip-hop bouge, version comédie musicale et version opéra. DJ, soprano et violoncelle pour une danse en plein mouvement. La compagnie Accorap prend les devants : pas « culturel » le hip-hop ? C'est ce qu'on va voir ! Démonstration en avant-première à Châteauneuf. Festival de Châteauneuf, le 24 juillet, Amphithéâtre, 22 heures. Tél. : 04-94-22-74-00.

ET SUR INTERNET  
\* Le journal des festivals, nos photographies et reportages : [www.lemonde.fr/festivals](http://www.lemonde.fr/festivals)

## « L'enroué vers l'or »

Charles Aznavour a fêté ses cinquante ans de chansons à Montreux

CARTE blanche à Aznavour en plein 29<sup>e</sup> Festival de jazz de Montreux (Suisse), samedi 12 juillet, dans l'auditorium Stravinsky : l'affaire démarre sur les chapeaux de roue. A l'ancienne l'ouverture de grand orchestre, dans le style des music-halls d'avant ou comme à Las Vegas. Ça claque et ça sonne. Tous pupitres occupés par de sérieux clients, le WDR Big Band de Cologne. Le risque est minime. Globalement, ils sont rouage et déprimés comme les musiciens que dessine Sempé. Dès qu'ils joignent, ça ne blague plus.

Entre alors Claude Nobs. Il a troqué son emploi d'apprenti boulangier (dans la boutique de son père) pour celui de permanent de l'office de tourisme ; de celui-ci - coup de génie - il fit une amorce à sa névrose (grand amateur de jazz) ; et de fil en aiguille, au cours de ses « trente glorieuses » personnelles, il changea sa manie en passion dont Montreux est le théâtre.

Montreux fut sa scène primitive. La Suisse lui est aujourd'hui redevable de son festival. Par deux fois, très honnêtement, il a essayé d'évincer le terme de jazz dans son intitulé. Ça n'a pas marché. Moins il y a de jazz au programme, plus on tient au mot. Claude Nobs annonce chaque spectacle et change de tenue à chaque annonce. Pour Charles Aznavour, smoking et papillon noir. Il a une citation très curieuse dont on se demande dans quel lac il est allé la pêcher : « Et maintenant, comme disait Charlie Parker, assez

de mots, place à la musique ! » Il est des soirs où Montreux se prend pour Montreux. Ce sont les meilleurs : en 1996, Charles Trepo ; cette année, Aznavour. S'il n'y a pas de jazz, c'est le petit Charles qui plait sur sa taille, en raison de l'emplacement du micro. Lequel doit être, on imagine, placé trop haut par contrat. Il rappelle qu'on l'appellait « l'enroué vers l'or ». De toute façon, le public, plus âgé que d'habitude, lui est acquis. Certains sont ses contemporains (soixante-treize

ans, en anglais ou en espéranto. Dans un style de karaoké pro, on avec de vrais bonheurs, on a droit, sur food imaginaire des interprétations de l'enroué très roué, à de superbes prestations de Rachelle Ferrell, agaçante de savoir-faire et finalement fondante de faire-savoir (très belle déclaration d'amour, à la coda de *Toi et moi*, avec acrobaties de glotte et mimiques idoïnes) ; Patti Austin, le double de volume de George Duke, imposante, cabotine, importante ; Manu Dibango (voix de

On a essayé d'évincer le terme de « jazz » dans l'intitulé du festival. Ça n'a pas marché. Moins il y en a, plus on tient au mot

ans très enviables, d'autres ont visiblement passé le certifié avec Jeanne Calment.

Première chanson : *Après l'amour*. Elle eût sa petite heure de scandale, mais enfin, aujourd'hui, comme il dit... Toujours ces histoires de chaires repues et de corps alangui « au sein des draps froisés ». Entre Charles Dumont, Baudelaire et Delacroix (le *Lit défait* que l'on peut voir dans sa maison, place de Fürstenberg, à Paris). Musicalément, vocalement, scéniquement, la barre est très haute. Parce que vont se succéder, sous la bannière de George Duke et de sa rythmique californienne, quelques jeunes gens plus ou moins solides, sous le regard du maître. Trois chansons chacun, en

caverne, oocbalance ajustée), Mino Cinelu (au four et au moulin, percussionniste atterré à *La Bohème* et aux *Deux Guitares*) ; Lambert Wilson (chantant *La Mamma* et *La Jeunesse* sans chichis, à fond dans la chanson) ; plus Eifel Jones (la fille de Quincey, belle et timide) ; David Soul et Jonathan Butler qui n'aiment rien tant que d'être du son. Ajoutez la « Montreux Touch », la part de beauf sans laquelle il n'est pas de pot-au-feu lémanique. Bobby McFerrin qui passait par là en guest-star de luxe, le tout plutôt réussi dans le genre. Aznavour revient pour une version soufflée de *Emmenez-moi*. C'est lui le patron. C'est clair.

Francis Marmande

## HORS CHAMP

L'italienne Giovanna Calvenzi sera la directrice artistique des Rencontres internationales de la photographie d'Arles 1998 (RIP). Elle vient de dévoiler les grandes lignes de son programme. Centre sur « la représentation de l'homme », il s'articulera autour de trois thèmes : « Les sources de la modernité photographique, les rapports entre l'imagerie professionnelle et la recherche artistique, une nouvelle représentation des relations humaines ». Giovanna Calvenzi a été responsable de la photographie dans plusieurs journaux et magazines italiens et pour de nombreuses expositions. Le délégué général des rencontres, Bernard Millet, qui réécrit à une modification des structures de ce festival, sera pour sa part en charge des RIP de l'an 2000 avec un programme axé sur le voyage en Méditerranée.

Luciano Pavarotti, Plácido Domingo et José Carreras font de « la variété » et non de « la musique sérieuse ». Les droits à verser passent donc de 138 000 francs à 5 millions de francs, a estimé l'Office allemand des brevets. Cette instance avait été saisie par la Société des droits d'auteurs (GEMA) à la suite des concerts donnés par les trois ténors en 1996 au stade olympique de Munich et au stade de Düsseldorf. Ils avaient rassemblé 126 000 spectateurs, payant jusqu'à 2 500 francs la place. L'office des brevets n'a pas suivi l'argumentation de l'organisateur qui plaide l'apport créatif des trois ténors à *Sole Mio* pour un concert de « musique sérieuse, la priorité doit être donnée à l'écoute et au plaisir de la

musique. Le caractère spectaculaire et l'importance de ces concerts sont contraires à leur classement dans la catégorie de purs concerts de musique sérieuse ».

Dietrich Fischer Dieskau (notre photographe) est le lauréat 1997 du Grand Prix annuel de l'Association de la presse musicale internationale. Le baryton allemand a été couronné « en reconnaissance de son incomparable travail musical et au service des lieder de Schubert et du lied allemand en général ».

L'association a renouvelé son bureau en confiant un nouveau mandat de président, pour trois ans, au Suisse Antoine Livio, producteur à la Radio suisse romande et à France-Musique. Yves Bigot, directeur général de Mercury France depuis trois ans, quitte ce poste. Yann-Philippe Blanc le remplace. Agé de quarante-deux ans, Yves Bigot est président du Fonds d'action et d'intervention rock (FAIR) et de l'association des Victoires de la musique. Yann-Philippe Blanc, trente-trois ans, a fait l'essentiel de sa carrière chez Mercury.

C. MASSON/VEZIO/LEND

change de peau

## Angelina Preljocaj en guerre

Avignon/Danse. « Paysage après la bataille » charrie la mort et le sexe, le pire et le meilleur

PAYSAGE APRÈS LA BATAILLE, d'Angelina Preljocaj. Georges Charbonnier (montage sonore), Goran Vejvoda (musique originale), Jacques Châtelet (scénario), Adrien Chagnard (costumes). Cour du lycée Saint-Joseph, jusqu'au 19 juillet, à 22 heures. Tél. : 04-90-44-14-14.

Le décor de *Paysage après la bataille* (des cabines en bois couvertes de pols roses fluorescent) est-il affreux ou agressif ? Une voix s'élève. Celle de Marcel Duchamp. D'entre-deux, elle pose la question de l'œuvre d'art et du goût : « Que le goût soit bon ou mauvais n'a aucune importance, car il est toujours bon pour les uns et mauvais pour les autres », dit le peintre. Les vingt-deux danseurs de la compagnie Preljocaj s'élancent sur le slow *TI AMO* d'Umberto Tozzi. Sentimentalisme et toc. On craint le pire. Mais ça défile : les filles trop fortement serrées, étouffées, se débattent, chuintent. On entend le bruit du tourne-disque qui continue sa course dans le vide. Mais où est Joseph Conrad ? Le romancier et marin est censé, à l'égale de Duchamp, avoir inspiré le chorégraphe. Dans *Paysage après la bataille*, c'est sa morale qui est présente. « Face au vent, toujours face au vent, c'est le seul moyen de s'en tirer. Vous n'êtes encore qu'un jeune marin. Sachez toujours faire face. C'est déjà beaucoup. Et gardez la tête froide. » Conseil donné à un mousse dans *Typhon*. Preljocaj, lui, n'est plus un jeune chorégraphe. Il a quarante ans passés, une compagnie depuis 1983, installée aujourd'hui à Aix-en-Provence, et une vingtaine de pièces derrière lui. Il n'en veut pas moins laisser défiler sa danse comme au premier jour. Lui faire front. Advienne que pourra.

### NI LOI NI CODE

Un raz-de-marée, qui charrie morts, charniers, règlements de compte entre survivants. Habitué à répondre aux commandes de grands ballets classiques - ceux de l'Opéra de Paris ou du New York City -, le chorégraphe aime les risques quand il crée pour sa compagnie. « Je voulais brouiller tous mes codes, toutes les pistes », explique-t-il. La danse tient par la logique de son rythme, l'improbable du mouvement, la qualité de danseurs capables de tout. Qui pourrait autrement, sans ridicule, inventer une scène où des danseurs

se tirent dessus à bout portant, comme des mères ? L'Albanie, pays natal de la famille Preljocaj, n'a pas fini de souffrir dans la création du chorégraphe. Furia de sang, de sexe. Poésie et Grand Guignol. La représentation du meurtre arrive à s'imposer parce que la guerre est au cœur de la pensée de Preljocaj. Il travaille sur les clichés, trouvant des similitudes entre les poses des corps dans les charniers et celles des soldats fixés dans la pierre des monuments aux morts. Il développe une esthétique de la mort et de sa jouissance. Rien de très convenable, dans cette façon de montrer sans prendre parti. Cynisme ou désespoir ?

Le chorégraphe sait qu'il sera attaqué, qu'il est attaquable. Mais, comme à la guerre, il s'expose. C'est aussi son idée de la danse. Sans loi, sans code : tout est permis. Du plus dépouillé au plus kitsch. Il arrive que la pièce s'effondre, ralentisse trop, se répète. Il arrive aussi des moments de danse à ravir. Ainsi cette ronde d'hommes, côté jardin. Trois interprètes sont assis, chacun sur une chaise. Au centre de ce triangle, trois autres sont debout torse nu, ils se tiennent par les mains, bras tendus, corps tendus, objets désirables, s'offrant aux regards et au silence, avant de se mettre sur les genoux de ceux qui sont assis. Corps collés, frotés, empoignés, et toujours cette ronde, masculine, qui revient, qui provoque. Les hommes dansent encore en Albanie. Beauté aussi des danses des grands singes noirs. Et de leur descendance : des humains en costume d'Adam. Passage au ralenti d'une femme-singe aux arabesques érotiques. Duos d'amour et de dévotion dans la gueule des ours blancs. Ces animaux disent, eux aussi, l'humanité et l'inhumanité. La dramaturgie de *Paysage après la bataille* se voudrait celle d'une comédie musicale contemporaine - le terme de tragédie musicale conviendrait mieux -, suite de séquences hachées par la désolation des guerres d'éthnies de cette fin de siècle. C'est ambitieux. Mais ce n'est pas le chef-d'œuvre de Preljocaj. Au final, les danseurs, vêtus de bure, traversent l'espace à pas lents. Après la guerre, le monastère ? Les cabines pelucheuses du décor prennent dans la pénombre des airs de confessionnaux.

Dominique Frétyard

## Réunion de famille pour les Marseillais d'IAM

La Rochelle/Rap. Le groupe d'Akhenaton a convié ses disciples aux Francofolies et a montré son incomparable maîtrise du hip-hop, malgré la tension consécutive à quelques bagarres

IAM et le Hip-Hop marseillais. Francofolies de La Rochelle, esplanade Saint-Jean-d'Acres. Le 12 juillet.

Depuis longtemps Jean-Louis Foulquier, ordonnateur des Francofolies, a rodé le principe qui guide la plupart des concerts organisés sur la scène principale du festival, esplanade Saint-Jean-d'Acres. Pour une performance unique, le programmeur demande à la vedette de la soirée d'inviter les artistes de son choix. Samedi 12 juillet, il avait suggéré à IAM, groupe star du hip-hop marseillais, de composer son plateau. Peu de genres semblent aussi adaptés que le rap à ce concept. Des cours d'école aux parades des chœurs, le hip-hop est un art qui s'élaborait en communauté. Le groupe s'élargit à une bande - on dit un posse - qui avec le temps se transforme souvent en collectif artistique.

En presque dix ans de service, IAM a agrandi sa famille et suscité bien des vocations. L'indigénisme et ses rimes, sa façon de défendre l'identité multiraciale de la cité phocéenne, Marc Barrard (Barrico), Giacomo Persia (Rahmondo), Serge Kurnav (Arturo), Jean-Pierre Furlan (Normanno), Chœurs du Théâtre des Arts de Rouen et de l'Opéra d'Avignon, Ensemble vocal des Chorégraphes d'Orange, Orchestre philharmonique de Radio-France, Louis Laogré (direction). Robert Fortune (mise en scène). Roberto Platé (décor). Claude Masson, Bruno Fatalot (costumes). Jacques Rouvroy (lumière). Théâtre antique, d'Orange, le 15 juillet, à 21 h 45. Tél. : 04-90-34-24-24.

Une tache blanche dans un océan de noirceur : telle apparaît Lucia di Lammermoor dans la vision de Robert Fortune et Roberto Platé. Ce drame romantique, emprunté à Walter Scott, a inspiré à Donizetti en 1835 son chef-d'œuvre tragique. Jeune noble écossaise, Lucia aime Edgardo, le chef du clan adverse. Son frère Enrico veut lui faire épouser un autre homme. L'amour bafoué la mènera au meurtre, à la folie et à la mort. Son amant se tue devant son corps. Rideau.

Pour Lucia, le rideau est fait de lumières qui glissent le long du vaste mur romain. Cette belle idée est déclinée pendant tout l'opéra : elle transforme, par une série de projections lumineuses, la paroi de pierre blonde en une suite d'immenses toiles peintes, qui dessinent les décors des tableaux successifs comme des paysages fantastiques. Pour raconter l'histoire, il suffit alors de pousser sur le plateau un praticable qui portera une fontaine, une table, des tombes. Noirs, les costumes d'Enrico et de ses hommes de main. Rouges ou violettes, les écharpes qui rallient les camps. Blanche, la robe de Lucia. La mise en scène, qui évoque les reconstitutions « historisantes » du XIX<sup>e</sup> siècle,

La smala marseillaise les noie de galfades. On chambre autant qu'on s'embrasse. Pour Sat, un des chanteurs de la Fonky Family, valeur montante du rap de la Canebière, « IAM a été le premier groupe à représenter nos conditions de vie dans cette ville. Leur réussite a inspiré tout le monde. On a pour eux beaucoup d'amitié et de respect ».

« C'est avec un stylo et sa bouche qu'il faut être dangereux »

Habillée de sweat-shirts blancs, l'écrivain Côté Obscur déboule à vingt sur scène, entamant - très symboliquement - le show par *L'Ecole du micro d'argent*. Les baffles résonnent d'une grosse envie de fête. Dans le public, certains confondent malheureusement danse et boxe thaï. Une bande de durs provoque des bagarres. On stoppe le concert. Jo et Akhenaton apostrophent les fauteurs de trouble. « Vous vous êtes affirmés en tant que mâles ? C'est avec un stylo et sa bouche qu'il faut être dangereux, pas avec autre chose. » Le spectacle restera sous l'emprise de cette tension. IAM et ses invités - la Fonky Family, le 3<sup>e</sup> Cell, Def, Karim, FAF la Rage - multiplient les échanges et les combinaisons. Akhenato officie en Monsieur

Loyal. C'est un tour de force que d'ordonner en un concert cette cascade de rimes, pour la plupart inconnues des dix mille spectateurs. La qualité du son ou cache pas les imperfections. Il y a beaucoup d'urgence dans les textes des uns et des autres. La volonté de rendre compte, de « représenter », de résister pour « Taulan, Vitralles, Marignane ». Mais on n'échappe pas à une certaine monotonie, à l'influence parfois pesante des années. De vrais talents aussi se singularisent. Le grain de folie de Le Rat Luciano de la Fonky Family ; la voix profonde de FAF la Rage, le frère de Jo ; l'incroyable vivacité de Boss du 3<sup>e</sup> Cell, feu follet noir à casquette bleue.

IAM reste maître du jeu. Soo univers, tour à tour mystique, introspectif, grave et drôle (en solo, Akhenato nous gratifie de son nouveau single, *J'ai pas de face*, une satire des boys bands) n'a pas d'équivalent. Le tranchant de Jo, l'aura d'Akhenato, les ambiances ocre distillées par Imbotep sont d'imparables atouts. A l'image d'une version épique de *L'Empire du côté obscur*, chacun de leurs titres est porté en triomphe. Ce qui laisse bien augurer d'une tournée qui débutera en novembre. Déçu pourtant, Akhenato se déclare « usé par les bastons et les bombes lacrymées ». En rappel, les Phocéens reprennent en chœur *Le Squad* et *Bad Boys de Marseille*. Perturbés par d'autres mauvais garçons.

Stéphane Davet

## Les périlleuses vocalises de Kathleen Cassello

Orange/Opéra. Ovation méritée aux interprètes de « Lucia di Lammermoor », de Donizetti

LUCIA DI LAMMERMOOR, de Donizetti. Avec Kathleen Cassello (Lucia), Martine Mahé (Alisa), Francisco Araiza (Edgardo), Marc Barrard (Barrico), Giacomo Persia (Rahmondo), Serge Kurnav (Arturo), Jean-Pierre Furlan (Normanno), Chœurs du Théâtre des Arts de Rouen et de l'Opéra d'Avignon, Ensemble vocal des Chorégraphes d'Orange, Orchestre philharmonique de Radio-France, Louis Laogré (direction). Robert Fortune (mise en scène). Roberto Platé (décor). Claude Masson, Bruno Fatalot (costumes). Jacques Rouvroy (lumière). Théâtre antique, d'Orange, le 15 juillet, à 21 h 45. Tél. : 04-90-34-24-24.

Une tache blanche dans un océan de noirceur : telle apparaît Lucia di Lammermoor dans la vision de Robert Fortune et Roberto Platé. Ce drame romantique, emprunté à Walter Scott, a inspiré à Donizetti en 1835 son chef-

d'œuvre tragique. Jeune noble écossaise, Lucia aime Edgardo, le chef du clan adverse. Son frère Enrico veut lui faire épouser un autre homme. L'amour bafoué la mènera au meurtre, à la folie et à la mort. Son amant se tue devant son corps. Rideau.

Pour Lucia, le rideau est fait de lumières qui glissent le long du vaste mur romain. Cette belle idée est déclinée pendant tout l'opéra : elle transforme, par une série de projections lumineuses, la paroi de pierre blonde en une suite d'immenses toiles peintes, qui dessinent les décors des tableaux successifs comme des paysages fantastiques. Pour raconter l'histoire, il suffit alors de pousser sur le plateau un praticable qui portera une fontaine, une table, des tombes. Noirs, les costumes d'Enrico et de ses hommes de main. Rouges ou violettes, les écharpes qui rallient les camps. Blanche, la robe de Lucia. La mise en scène, qui évoque les reconstitutions « historisantes » du XIX<sup>e</sup> siècle,

sauss aussi respecter la musique : le sergent du deuxième acte place les six protagonistes face à l'hémicycle, en plein éclairage, comme pour un concert.

### DOUCE DÉRAISON

Ce sont les prestations vocales que l'on attend d'abord dans *Lucia di Lammermoor*. Hormis la basse Giacomo Prestia (Rahmondo), les hommes manquent d'éclat. La voix de Francisco Araiza (Edgardo) parvient comme assourdie, presque usée, mais cette faiblesse le sert dans son dernier air, chanté avec beaucoup de musicalité. Kathleen Cassello bouleverse par sa simplicité dans la « Scène de la folie ». Sa déraison est plus douce que violente, Lucia (re)devient une petite fille apeurée, en proie aux soubresauts d'un esprit égaré. Souvent prétexte à roucoulements belcantistes, les périlleuses vocalises sont ici au cœur de l'interprétation. Les graves sont profonds, les aigus un peu tirés, parfois métalliques, peu importe. Maria Callas, qui incarnait

le personnage de façon inégalée (cloq disques en témoignent), n'était pas parfaite, elle non plus.

Chez Donizetti, l'orchestre est surtout là, pense-t-on, pour exalter le chant. Louis Langrée pousse plus loin sa direction. Biso suivi par l'Orchestre philharmonique de Radio France dont les solistes brillent particulièrement, il gomme toute vulgarité, découvre des couleurs inattendues, équilibre la fosse et la scène où les chœurs sonnent juste. Le 12 juillet, jour de la première, le public a fait une ovation méritée aux interprètes. Les sifflets, eux, avaient « salué » l'arrivée de Catherine Trautmann, ministre de la culture, et d'Elisabeth Guigou, garde des sceaux. Mais les femmes politiques ont le cuir plus dur et le souffle moins court que certaines spectatrices du Théâtre antique. Alors que, dans la chaleur de l'été provençal, les évanouissements se multipliaient dans les gradins, elles ont tenu jusqu'au bout.

Pierre Moullier





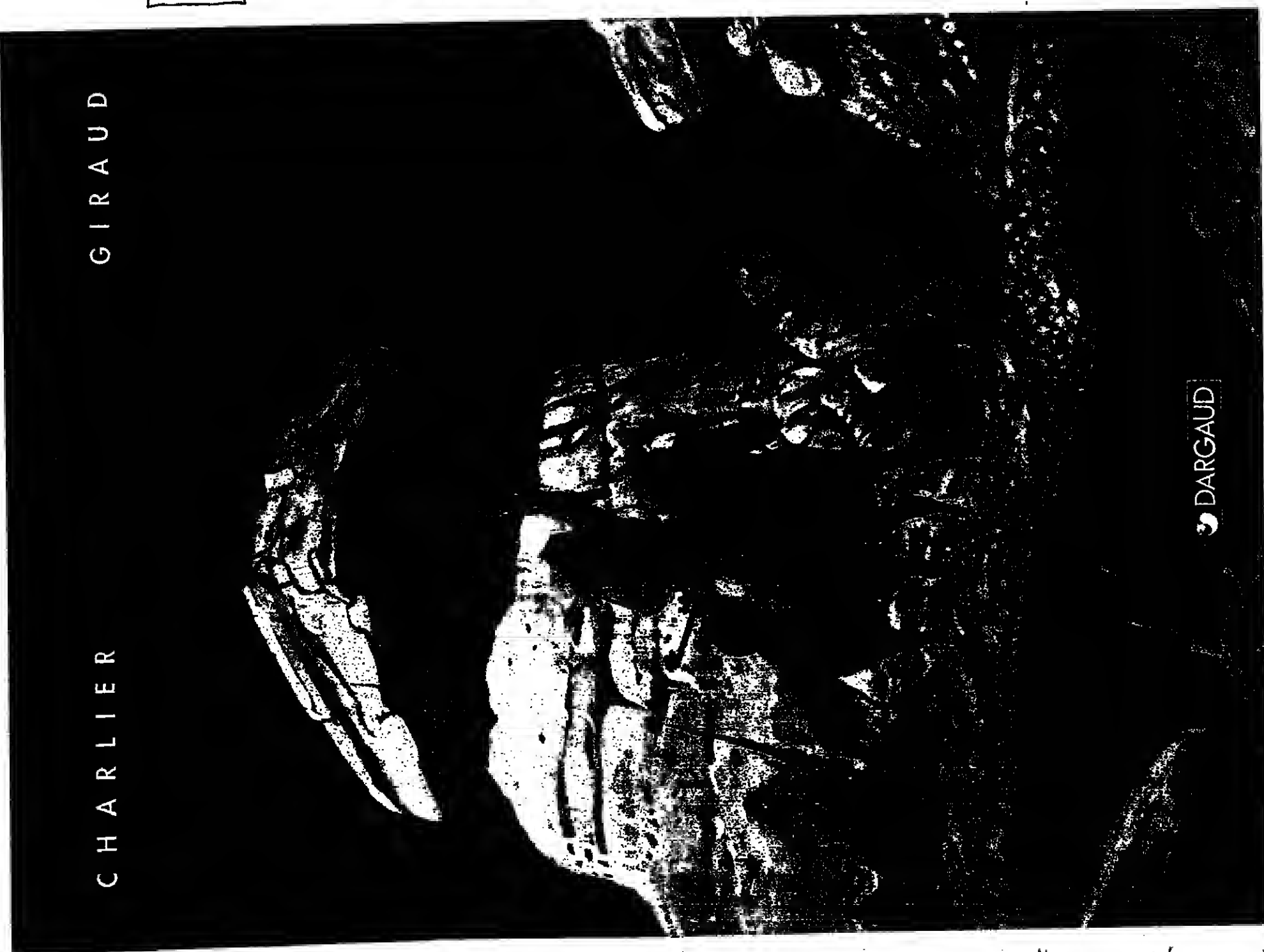
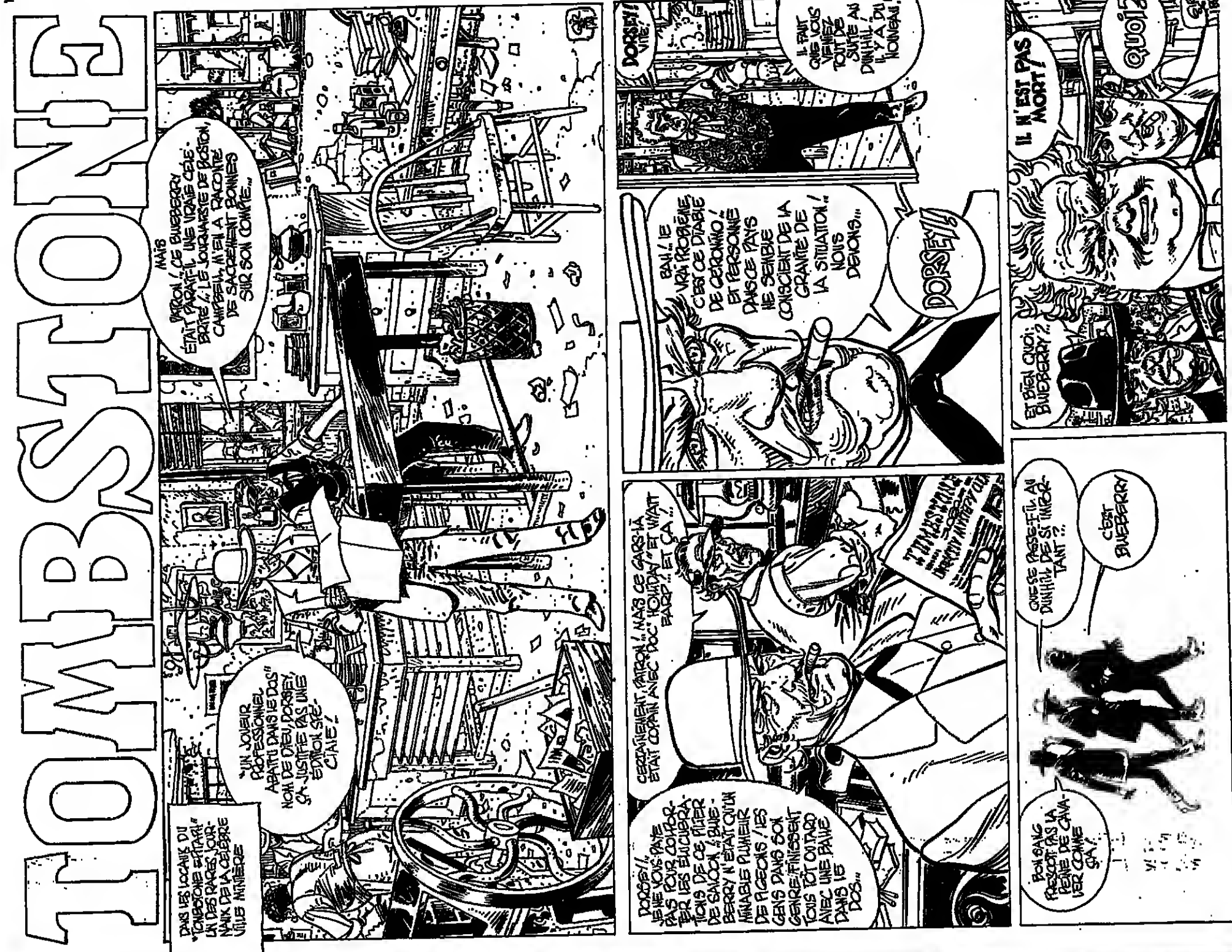




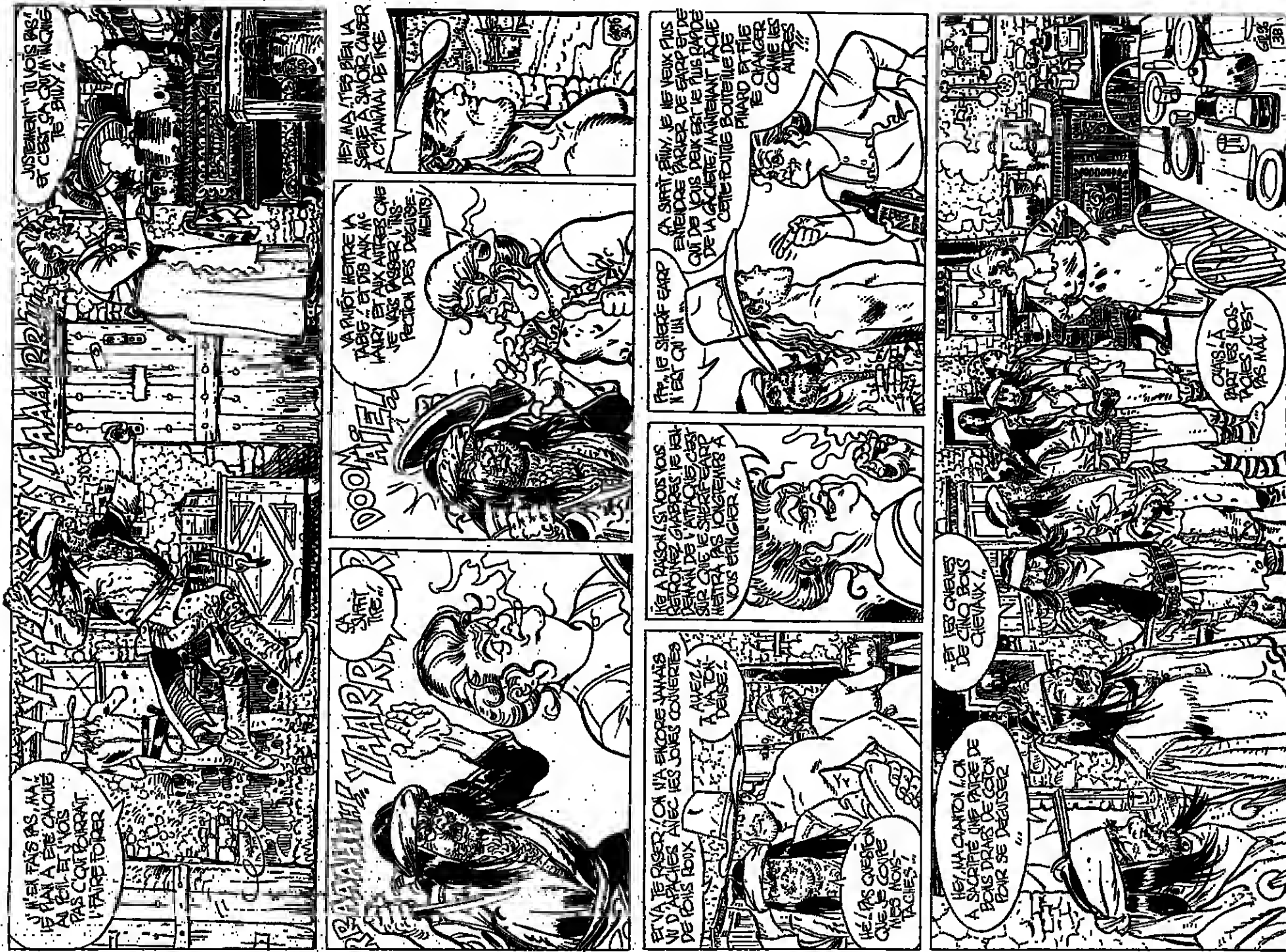


*par Giraud*

● **Résumé de l'album précédent.** - Dans *Mister Blueberry*, le lieutenant est devenu joueur professionnel dans la ville minière de Tombstone. Un fermier, Boone, veut venger la mort de son fils aîné, dont l'ex-fédéral serait responsable. Lors d'une rixe dans un saloon où il joue au poker, Blueberry est touché de trois balles et laissé pour mort.









## Jacques Chirac livre pour la première fois son analyse de la nouvelle cohabitation

« Équilibrer les excès et veiller à ce que rien d'essentiel ne soit atteint »

De ce bureau, sur fond de double drapeau national et européen, Jacques Chirac s'adressait aux Français, lundi 21 avril, pour leur annoncer qu'il avait décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées. De ce même bureau, le chef de l'Etat devait, lundi 14 juillet, à 13 heures, saisir l'occasion de sa traditionnelle intervention télévisée pour donner publiquement, pour la première fois, son analyse de la défaite électorale subie par ses troupes, le 1<sup>er</sup> juin. Tout au long de ces dernières semaines, M. Chirac a reçu de nombreuses personnalités RPR et UDF, anciens ministres ou parlementaires battus. Si, devant ses interlocuteurs, le président de la République a montré peu de goût pour l'introspection et l'analyse rétrospective de ces élections législatives, il a toutefois justifié, auprès de certains d'entre eux, le choix de la dissolution, en expliquant qu'elle était, pour lui,

la seule alternative à une crise sociale grave pressentie à la rentrée 1997. De ce bureau de l'Élysée, François Mitterrand avait aussi choisi de s'exprimer le 14 juillet 1986, à l'aube de la première cohabitation de la V<sup>e</sup> République. Dans ce cadre solennel et comme ce fut le cas pour son prédécesseur, M. Chirac devait profiter de cet entretien pour donner sa conception du rôle du chef de l'Etat en période de cohabitation, en approfondissant les thèmes évoqués dans son discours de Lille, le 7 juin. Dans ce qu'il est convenu d'appeler le « domaine réservé » du président – la politique étrangère et la défense –, l'Europe devait faire l'objet d'un long développement. Les sommets de Poitiers et d'Amsterdam ont déjà permis à M. Chirac d'insister sur la nécessité de réaliser l'union monétaire en temps et en heure. A une semaine jour pour jour de la publication de l'audit demandé par le gouvernement sur

l'état des finances publiques, le chef de l'Etat devait être amené à intervenir à la fois sur le bilan économique du précédent gouvernement et sur les efforts à réaliser afin de répondre aux critères de Maastricht.

### PRÉROGATIVES

Le chef de l'Etat, dont la cote de popularité remonte régulièrement dans les sondages depuis l'échec de la dissolution, entendait également intervenir sur un certain nombre de sujets de société, au nombre desquels figure bien sûr la réforme de la justice, la sécurité des citoyens – notamment la protection de l'intégrité des enfants. L'intervention du 14 juillet, expliquait-on dans son entourage, était destinée à installer M. Chirac dans le rôle particulier de « garant » que lui donne la cohabitation. « Il est là pour équilibrer les excès et pour veiller à ce que rien d'essentiel ne soit atteint », ajoutait-on.

La fête nationale a, en tout cas,

déjà donné à M. Chirac, l'opportunité d'utiliser une de ses prérogatives. Le Journal officiel du 13 juillet publie une longue liste de personnalités élevées par le président de la République dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Parmi elles, quelques symboles : Geneviève Anthonioz, De Gaulle, présidente de ATD-Quart-monde, est la seule promue à la dignité de grand-croix. Le projet de loi contre l'exclusion, dont elle est l'inspiratrice, avait été la première victime de la dissolution. Cinq anciens ministres du gouvernement Juppé figurent également sur la liste du président de la République : Michel Barnier, Jean-Claude Gaudin, Alain Lamassoure, Jean-Pierre Raffarin et André Rossinot. Enfin, on distingue parmi les promus, une vingtaine de députés de l'ancienne majorité, victimes eux-aussi de la décision présidentielle.

Pascale Robert-Diard

## Le chef de l'Etat se porte garant du budget des forces armées

S'ADRESSANT aux chefs militaires et aux chefs de corps des régiments qui devaient défilier à Paris, Jacques Chirac a voulu, dimanche 13 juillet, dans les jardins du ministère de la Défense, confirmer les grandes lignes de la réforme des armées qu'il a engagée en février 1996 et assurer les forces armées qu'elles disposeraient des « ressources nécessaires » à leurs missions ainsi qu'à leur rénovation. C'est la deuxième fois que le chef de l'Etat se rend à la réception que le ministre de la Défense organise la veille du 14 juillet : déjà, il l'avait fait en 1996 avec quelques jours d'avance sur le calendrier.

« En tant que chef des armées, a dit M. Chirac, je veillerai à ce que nos forces continuent de disposer des ressources nécessaires tant à leur rénovation qu'à leur maintien de leurs capacités et de leur entraînement. L'armée est désormais lancée dans un effort de réflexion, d'innovation et de prospective sans précédent et dont le maître mot doit être plus que jamais le mouvement. » Rappelant que la loi de programmation militaire 1997-2002, adoptée par le Parlement en 1996, « fixe le cadre » de la réforme en cours, le chef de l'Etat a ajouté : « Nous allons, avec le gouvernement, dresser un bilan des objectifs

atteints au terme de cette première année d'application et le ministre de la Défense vous en communiquera les conclusions. »

« Dès la professionnalisation de nos armées s'accélère. Avec près de huit mille postes créés cette année, le recrutement des engagés a doublé dans le respect des rigoureux critères de sélection qui doivent être ceux des soldats de métier. La mise en service de matériels modernes se poursuit », a estimé M. Chirac en citant la présence de chars de combat Leclerc sur les Champs-Élysées. Le président de la République a énuméré, devant le ministre de la Défense, Alain Richard, les « nouvelles réalités » auxquelles

les forces armées françaises « doivent s'adapter aujourd'hui ». « Les missions désormais dévolues à nos forces armées intègrent, dans une proportion toujours plus importante, le maintien de la paix, l'interposition entre belligérants, la protection de nos ressortissants et de ceux des Etats qui nous le demandent », a-t-il commenté. « Voilà pourquoi j'ai décidé la rénovation de notre outil de défense », a-t-il déclaré en faisant observer : « Aujourd'hui, les choses sont bien engagées. » Enfin, M. Chirac a salué la mémoire de « ceux qui sont tombés au service de la France ». « En un an, a-t-il rappelé, nous avons perdu en opérations dix-sept militaires, tandis

que près de cent quatre-vingts de vos camarades étaient blessés. Je pense à leurs familles et à leurs proches que nous devons entourer de toute notre présence. » « C'est à vous qu'il revient, sur le terrain, de mettre en œuvre la réforme entreprise, de la mener à son terme », a-t-il conclu, ajoutant : « Cette tâche, je le sais, vous aurez à cœur de vous en acquitter avec ce sens du devoir, cette haute idée de votre mission, cette volonté de servir qui sont depuis toujours l'honneur de nos armées. »

### Quarante chars Leclerc en vedette à Paris

Une quarantaine de chars Leclerc – vingt-sept du 501<sup>er</sup> régiment de chars de combat stationné à Mourmelon, en Champagne, et douze autres montés sur des porte-blindés à roues du 51<sup>er</sup> régiment du train, basé dans l'est de la France et en Allemagne – ont été les vedettes du défilé militaire du 14 juillet à Paris. C'est la première fois que l'armée de terre, qui a prévu de commander 406 exemplaires de ce char, présentait en public le Leclerc, que, pour leur part, les Emirats arabes unis ont acheté dans les mêmes quantités à son constructeur, le groupe GIAT Industries, pour 20,1 milliards de francs. Au total, quatre mille hommes des troupes à pied, survolés par près de soixante-dix avions et une vingtaine d'hélicoptères, ont défilé avant que, bousculant la tradition qui réservait le final aux sapeurs-pompiers de Paris, deux cent soixante-dix chevaux de la garde républicaine ne viennent clore la revue.

## La « Love Parade » de Berlin a réuni un million de personnes

LE MUR n'est pas tombé pour rien. D'année en année, toujours plus immense, la « Love Parade » de Berlin célèbre l'été, comme pour exorciser les années noires, conjurer, dans la danse et les défilés, tout ce passé que la capitale allemande a incarné.

Rythmée par les flots de musique techno déversés depuis les sonorités d'une quarantaine de plateformes roulantes qui entraînent la foule comme les pachydermes des armées Puniques, la plus grande rave-party du monde a, cette année encore, battu les records, rassemblant une foule estimée à près d'un million de personnes venues de toute l'Allemagne et de l'Europe entière. La gare de Berlin-Zoo, terminus, avant la chute du Mur, des trains de l'Europe libre, est transformée le temps d'un week-end en centre de ralliement pour tous ceux qui, pour rien au monde, ne voudraient rater ce grand rendez-vous.

Berlin n'a pas besoin de message, de slogans : la « Love Parade », la parade de l'amour se suffit à elle-même. La musique techno est devenue l'un des symboles d'une ville en plein changement. Les nouvelles constructions qui ap-

paraissent, chaque jour, dans cet immense chantier qu'est aujourd'hui le cœur historique de la ville, pour redonner à Berlin des attraits de capitale, n'ont pas encore étouffé le formidable espoir suscité par la chute du Mur. La ville souffre, ses caisses sont vides. Il a fallu réapprendre à vivre dans la normalité, s'ouvrir à de nouveaux venus qui viennent pour reconquérir l'espace, redonner à Berlin sa place de carrefour du centre de l'Europe.

### AUCUN INCIDENT

Conçue au départ par dérision contre le Mur, la « Love Parade », née en 1989 de l'imagination d'un disc-jockey berlinois surnommé Dr. Motte n'a cessé de s'accroître ce besoin de ne pas renoncer. Elle avait commencé sur le Kurfürstendamm, dans le Berlin-ouest des quartiers nantis. Elle avait lieu cette année sur l'Avenue du 17 juin, sur cet immense axe est-ouest qui part de l'ancien stade olympique, pour aboutir à l'emplacement de l'ancien château des rois de Prusse, en passant, à travers le parc du Tiergarten, par la colonne de la Victoire et la porte de Brandebourg. Cet axe histo-

rique avait été agrandi par Hitler pour en faire le trajet de parades de sinistre mémoire.

C'est là que les Berlinots s'agglutinent, le 9 novembre 1989, devant la Porte de Brandebourg, pour voir tomber le Mur. La foule de la « Love Parade » n'a pas besoin de slogan pour pressentir tout cela, pour piétiner l'histoire, tout à la fois d'être ensemble, dans la fête, dans la musique, dans les retrouvailles, jusqu'à l'épuisement. La police n'a eu aucun incident à signaler, malgré les menaces proférées, les jours précédents, par quelques mauvais plaisants se réclamant des groupuscules néo-nazis.

Quelques écologistes ont plaint les parterres du Tiergarten, souillés par des milliers de jeunes venus y trouver un havre pour ce qui leur restait de la nuit. Mais les édielles de la ville, qui ont tout fait pour que les choses se passent le mieux possible, ont compris que cette fête était pour le nouveau Berlin un symbole dont elle ne devait pas se passer. Jack Lang, l'ancien ministre français de la culture, aujourd'hui président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en était presque jaloux, qui suggérerait que Paris, à son tour, se mette à l'heure de la « Love Parade ».

Henri de Bresson

## Vingt ans de prison pour le Bosno-Serbe Dusan Tadic

LE SERBE DE BOSNIE, Dusan Tadic, a été condamné à vingt ans d'emprisonnement, lundi 14 juillet, à La Haye, par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), pour crimes contre l'humanité, traitements inhumains et violations des lois et coutumes de la guerre. Il avait été jugé coupable, le 7 mai, de participation à une campagne serbe de « purification ethnique » contre des Musulmans bosniaques au début de la guerre de Bosnie en 1992. Dusan Dusko Tadic est détenu depuis deux ans à la maison d'arrêt de Scheveningue, près de la capitale néerlandaise. – (AFP)

## Soixante-cinq personnes auraient été assassinées en Algérie

SOIXANTE-CINQ PERSONNES auraient, selon la presse, été tuées, en l'espace de trois jours, en Algérie, par des islamistes armés présumés. Dans la région de Kasr El Boukhari, département de Médéa, au sud d'Alger, rapportent les quotidiens *El Watan* et *El Khabar*, ce sont quarante-quatre personnes qui auraient été égorgées à la hache et au couteau dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juillet. Trente-trois des victimes seraient originaires du hameau de Fetha, où vingt et une jeunes filles auraient été enlevées selon *El Khabar*.

La veille, toujours d'après la presse, sept voyageurs auraient été assassinés et onze autres blessés dans l'attaque d'un autobus par un « groupe armé » près de Dellys, sur le littoral-est d'Alger. A Bou Ismail, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, quatorze personnes d'une même famille ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi. Un membre de cette famille faisait partie du « groupe armé » qui a commis le massacre, affirment les journaux, qui donnent des versions différentes des circonstances de cet assassinat collectif. – (AFP)

### DEPÊCHES

■ IRAN : le vice-président de la commission des affaires étrangères du Parlement iranien, Mahmoud Doai, a accusé, samedi 12 juillet, « certaines factions socialistes françaises » d'avoir invité l'écritain britannique Salman Rushdie à l'Assemblée nationale pour « détourner l'attention » de l'affaire des affiches insultantes pour l'islam placardées à Hébron en Cisjordanie. – (AFP)

■ Quelque neuf mille experts russes de l'armement, dont des centaines de savants et de techniciens supérieurs, travaillent actuellement pour l'Iran, a affirmé, dimanche 13 juillet, le quotidien israélien *Haaretz* citant un haut responsable sous couvert d'anonymat. Selon ce dernier, Moscou, sous l'impulsion du chef de la diplomatie Evgeni Primakov, a pris la décision stratégique d'essayer de redevenir une puissance importante au Proche-Orient. – (AFP)

■ ENTREPRISES : le chimiste britannique Imperial Chemical Industries (ICI) vend plusieurs filiales de sa division produits chimiques industriels à l'américain DuPont pour un montant de 1,8 milliard de livres (18 milliards de francs). La transaction s'inscrit dans la stratégie de ICI de se désengager des produits chimiques à faible marge pour se positionner sur la chimie spécialisée et permettra de financer le rachat, annoncé le 7 mai, de plusieurs filiales d'Unilever.

RTL2 présente

# ADIEMUS

## l'album

# ADIEMUS

SONGS OF SANCTUARY

Un disque unique entre musique classique et new-age

*Songs of Sanctuary* célèbre la rencontre entre la musique classique européenne et la structure des polyphonies religieuses latines et celtiques.

Disponible en CD et K7

la musique de la pub

▲ Delta

RTL2

la 1<sup>re</sup> chaîne musicale